ASSEMBLÉE NATIONALE
Nº 2510-20051213

# Barreau du Québec

# RAPPORT annuel 2004 - 2005

*devenir meilleur*

*devenir meilleur et devenir plus fort*

*devenir plus fort*

# LETTRES de présentation

## Gatineau, le 4 juin 2005

*Monsieur Yvon Marcoux*
*ministre responsable de l'application des lois professionnelles*
*Assemblée nationale, Québec (Québec)*

Monsieur le ministre,

Conformément à la loi, j'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel du Barreau du Québec pour l'année 2004-2005.

Ce rapport couvre l'année financière de notre ordre professionnel qui s'étend du premier avril 2004 au trente et un mars 2005.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

*Le bâtonnier du Québec, Denis Mondor*

## Gatineau, le 4 juin 2005

*Monsieur Gaétan Lemoyne*
*président, Office des professions du Québec*
*800, place d'Youville, 10e étage, Québec (Québec)*

Monsieur le président,

Conformément à la loi, j'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel du Barreau du Québec pour la période du premier avril 2004 au trente et un mars 2005.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de mes sentiments distingués.

*Le bâtonnier du Québec, Denis Mondor*

## Gatineau, le 4 juin 2005

*Monsieur Michel Bissonnet*
*président de l'Assemblée nationale*
*Assemblée nationale, Québec (Québec)*

Monsieur le président,

Conformément à la loi, j'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel du Barreau du Québec pour la période du premier avril 2004 au trente et un mars 2005.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de ma haute considération.

*Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, Yvon Marcoux*

devenir meilleur et devenir plus fort

Barreau du Québec
ISBN 2-922151-31-X
Dépôt légal
2005

*Note : selon le contexte, le singulier s'interprétera au pluriel, et le masculin au féminin.*

# TABLE des matières

## PARTIE 1 | Présentation


1 | Le rapport du bâtonnier ..... 5
2 | Le personnel du Barreau ..... 11


## PARTIE 2 | L'administration du Barreau


3 | L'assemblée générale annuelle des membres ..... 19
4 | Les membres du Conseil général ..... 19
5 | Les réunions du Conseil général ..... 21
6 | La liste des principales résolutions du Conseil général ..... 22
7 | La liste des membres du Comité administratif ..... 28
8 | Les réunions du Comité administratif ..... 28
9 | La liste des principales résolutions du Comité administratif ..... 29
10 | Le Tableau de l'Ordre et les permis d'exercice ..... 43
11 | Les cotisations annuelles 2004-2005 ..... 44
12 | Le Bureau du syndic ..... 46
13 | Les comités statutaires ..... 47
13.1 – Le Comité de discipline ..... 47
13.2 – Le Comité de l'inspection professionnelle ..... 52
13.3 – Le Comité d'accès à la profession ..... 55
13.4 – Le Comité des équivalences ..... 56
13.5 – Le Comité consultatif du Fonds d'études juridiques ..... 57
13.6 – Le Comité de la formation des avocats ..... 57
13.7 – Le Comité de la formation professionnelle ..... 58
13.8 – Le Comité des requêtes ..... 59
13.9 – Le Comité de révision des plaintes ..... 61
13.10 – L'arbitrage ..... 62
13.11 – Le Comité d'accréditation en médiation civile et commerciale et aux petites créances ..... 63
13.12 – Le Comité accréditeur en médiation familiale ..... 65
13.13 – Le Comité sur l'exercice illégal de la profession d'avocat ..... 67
13.14 – Le Comité sur la sténographie ..... 68


## PARTIE 3 | La direction générale et les services


14 | La direction générale et les services ..... 71
14.1 – Rapport du Directeur général ..... 71
14.2 – Le Bureau du syndic ..... 71

14.3 – Le Service des greffes 71
14.4 – Le Service de l'inspection professionnelle 72
14.5 – Le Service de recherche et de législation 73
14.6 – Le Service de la formation permanente 74
14.7 – L'École du Barreau du Québec 75
14.8 – Le Service aux membres 76
14.9 – Le Service de la gestion de l'information 76
14.10 – Le Service des technologies de l'information 76
14.11 – Le Service des ressources humaines 77
14.12 – Le Service du marketing et des communications 78
15 | Les comités non statutaires (aviseurs) actifs du Barreau 79

## PARTIE 4 | États financiers

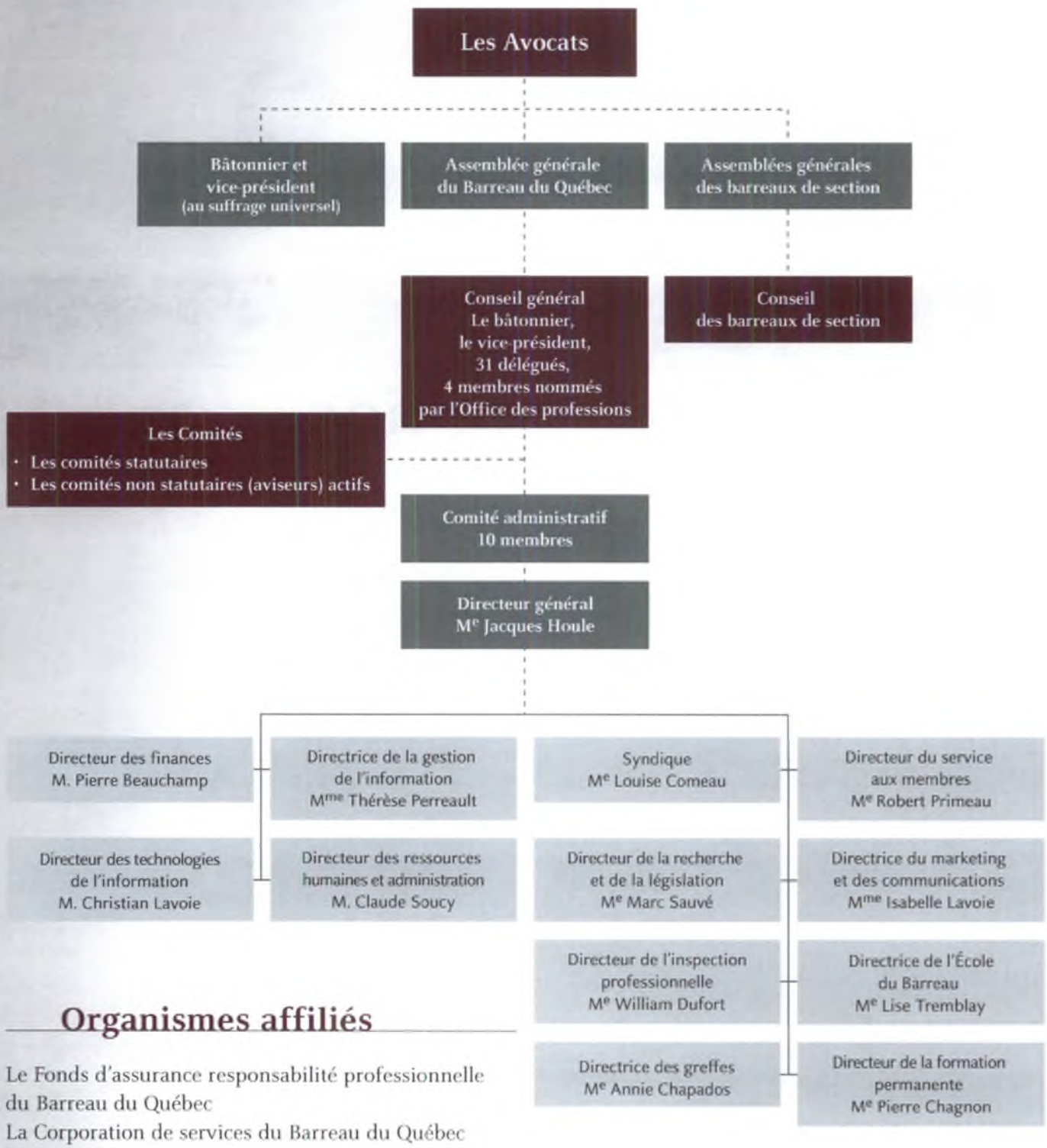
■ | **Barreau du Québec** 81
Rapport des vérificateurs 83
**États financiers**
Fonds général
– Revenus et dépenses 84
– Surplus réservés 85
– Surplus investis en immobilisations et déficit 85
– Bilan 86
Fonds d'études juridiques
– Revenus et dépenses 87
– Surplus réservés et surplus investis en immobilisations 87
– Bilan 88
Fonds d'opérations de l'immeuble
– Revenus et dépenses 89
– Surplus investis en immobilisations et déficit 89
– Bilan 90
Fonds du programme d'assistance parentale
– Revenus, dépenses et surplus réservés 91
– Bilan 91
Fonds d'indemnisation
– Revenus, dépenses et surplus réservés 92
– Bilan 92
Bilan cumulé 94
Revenus et dépenses cumulés 95
Flux de trésorerie cumulés 96
Notes complémentaires 97
Tableaux complémentaires 107
■ | **Barreau du Québec | Fonds de formation professionnelle** 119
Rapport des vérificateurs 119
**États financiers**
– Revenus et dépenses 120
– Surplus investis en immobilisations et surplus non affectés 121
– Surplus réservés 121
– Flux de trésorerie 122
– Bilan 123
Notes complémentaires 124
Renseignements supplémentaires 130

Barreau du Québec

# PARTIE | 1

# Présentation

# Organigramme




## Organismes affiliés

Le Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec
La Corporation de services du Barreau du Québec
La Fondation du Barreau du Québec
Le Programme d'aide aux membres du Barreau
Éducaloi
Le Centre d'accès à l'information juridique

*(Les états financiers de ces organismes sont disponibles sur demande auprès de ceux-ci.)*

# 1 LE RAPPORT du bâtonnier

Tout au long de mon année de bâtonnat, mes actions ont été guidées par deux leitmotive : devenir meilleur et devenir plus fort.

Pour ce faire, j'ai misé sur la formation des avocats et avocates, la discipline de la profession et la gouvernance du Barreau du Québec.

Les mois ont passé, beaucoup plus rapidement que je ne l'aurais cru. Aujourd'hui, lorsque je regarde le chemin parcouru, si je ne peux être totalement satisfait des résultats obtenus — peut-on jamais l'être ? —, je considère bien modestement que le Barreau a progressé.

Le Rapport annuel que nous vous présentons ici témoigne de l'ampleur de la tâche qui se présente au bâtonnier du Québec, et aussi de la continuité qui permet à l'institution qu'est le Barreau de tenir son rôle essentiel dans notre société.

Je vous invite à le consulter pour constater comment l'année 2004-2005 s'inscrit à la fois dans la tradition et dans l'innovation.

Voyons quelques-uns des principaux dossiers de mon bâtonnat.

## La formation

Il y a la formation professionnelle et la formation permanente.

Quant à la première, le projet de réforme du programme de l'École du Barreau touche à son but : en août prochain, les premiers étudiants s'engageront dans ce qui sera désormais une nouvelle formation intensive, axée sur le développement des compétences.

Cette approche se veut complémentaire à la formation universitaire. Elle privilégiera le développement des habiletés intellectuelles (le *savoir-faire*) et des habiletés sociales (le *savoir-être*) ainsi que la responsabilisation des étudiants en tant que nouveaux professionnels. Après avoir suivi 300 heures de cours condensées sur quatre mois, ils seront prêts à répondre aux exigences et aux défis de la profession. Les premiers stagiaires issus du nouveau programme de formation seront sur le marché du travail dès janvier 2006, alors qu'une deuxième cohorte sera admise à l'École du Barreau pour prendre le chemin des stages en juin 2006, et de la même façon par la suite.

Nous voyons là l'aboutissement d'une réflexion amorcée en 2001, et je voudrais remercier tous ceux et celles qui y ont contribué.

Parce que la formation ne s'arrête pas après l'École du Barreau, la formation permanente a aussi fait l'objet de beaucoup de réflexion et, plus important encore, d'actions.

Une importante session de travail a réuni, en septembre dernier, une centaine de membres du Barreau intéressés à son avenir. Un groupe de travail a par la suite pris le relais et concocté des solutions novatrices pour donner un nouveau souffle à la formation offerte à nos membres, tout en bâtissant sur ses acquis de notoriété et de satisfaction. Considérée à juste titre comme un service prioritaire à la profession dans une optique de plus grande protection du public, la formation permanente intégrera graduellement les nouvelles technologies de l'information, permettant

ainsi d'abolir les contraintes de temps et de déplacement qui nous empêchent parfois de bénéficier pleinement des programmes déjà éprouvés avec succès.

Les nouvelles orientations adoptées mettent aussi fin à l'obligation d'autofinancement par activités, qui faisait obstacle au développement du Service de formation permanente en visant plutôt l'atteinte d'un équilibre budgétaire.

Un plan stratégique sur trois ans est en voie d'élaboration, accompagné d'un plan opérationnel annuel et d'un plan de mise en marché, y compris les considérations budgétaires nécessaires.

Sans minimiser nos réussites des dernières années en matière de formation, à la fois professionnelle et permanente, nous sommes assurés de pouvoir y ajouter.

## La discipline

L'arrêt *Finney*, de la Cour suprême du Canada, nous a ramenés à nos devoirs de protection du public. Nous en avons pris acte et nous agissons en conséquence.

Essentiellement, la Cour suprême a rappelé à tous les ordres professionnels que leur mission première est de protéger le public. Vérité de La Palice ? Sans doute pas, puisque cette affaire nous a fait constater que les mailles du filet de nos processus disciplinaires pouvaient encore être resserrées pour contrer les dérapages de nos membres délinquants.

Bien sûr, l'affaire *Finney* constitue un cas d'espèce. Mais ce jugement a confirmé la nécessité de poursuivre la révision déjà entreprise de notre « mécanique » de discipline de façon à renforcer les liens entre les trois gardiens du contrôle de l'exercice de la profession : le Service des greffes, le Bureau du syndic et le Service de l'inspection professionnelle.

Par ailleurs, le cas des avocats accusés d'infractions criminelles demeure malheureusement un problème non résolu. Le Barreau réclame en vain depuis plusieurs années le pouvoir de radier provisoirement un avocat accusé d'une infraction criminelle liée à sa pratique, ou de limiter celle-ci. Le législateur — l'Office des professions au premier plan — ne voit pas les choses du même œil... ce qui fait qu'un membre peut encore aujourd'hui continuer à exercer le droit en toute impunité alors que des accusations graves pèsent contre lui et font la manchette des médias. Malgré la présomption d'innocence dont bénéficie tout accusé, il faut doter le Barreau de moyens préventifs efficaces et rapides pour protéger le public.

Voilà un dossier à poursuivre.

## La gouvernance

Je ne suis pas le premier bâtonnier, loin de là, à s'inquiéter de ce qu'on appelle maintenant la « gouvernance » de notre ordre professionnel.

De quoi s'agit-il ?

En début d'année, j'ai chargé notre confrère, M^e^ Claude Béland, ancien président du Mouvement Desjardins, d'examiner les tenants et aboutissants de cette question. En décembre dernier, il livrait un rapport au Comité administratif et au Conseil général, après avoir passé en revue cette problématique qui dure depuis... 36 ans (si l'on en croit les archives du Barreau) : « En somme, disait-il, il faut regarder comment notre ordre se dirige, se régit, et aussi quels pouvoirs et responsabilités nous voulons confier au bâtonnier, au vice-président du Barreau, au directeur général, au Comité administratif et au Conseil général. »

Et pourquoi songer à modifier une structure qui fonctionne ?

Justement parce qu'elle ne fonctionne plus à rendement satisfaisant, si on la compare à d'autres institutions du même genre. Le Barreau traite de dossiers complexes tant sur le plan juridique que sur le plan social. Le Barreau est l'un des piliers de notre société libre et démocratique. Pourtant, il ne s'est pas donné les moyens de ses ambitions. Pensons seulement à la durée du bâtonnat : quelle organisation peut se permettre de changer de président chaque année ?

La réflexion sur la « gouvernance » du Barreau du Québec est donc engagée. Le Conseil général de mars dernier a mis en place un comité dit « des sages » que je présiderai et qui poussera cette réflexion plus loin au cours des mois qui viennent.

De là devrait émerger un Barreau plus fort, plus constant dans ses actions, plus présent dans les débats publics.

## L'accès à la justice

S'il est un thème récurrent dans l'action du Barreau du Québec, c'est bien l'accès à la justice.

Plusieurs s'inquiètent, avec raison, de l'avenir d'une société dont la majorité des citoyens ne peuvent faire valoir leurs droits à cause, notamment, des coûts associés à la justice.

Il ne s'agit pas seulement des coûts inhérents au système judiciaire (frais de dossier, honoraires d'avocats, etc.), mais aussi des difficultés à trouver l'information juridique essentielle pour se maintenir en « bonne santé juridique » et, surtout, à prévenir ce qu'on peut appeler les « accidents juridiques ».

Le nombre de dossiers inscrits à la cour est en baisse marquée, et l'utilisation par le public d'autres moyens (par exemple, la médiation civile et commerciale) pour faire valoir ses droits ne paraît pas être en hausse.

L'image des avocats, la perception du public quant aux coûts élevés de leurs services et les délais inacceptables du système judiciaire semblent en dissuader plusieurs de faire valoir leurs droits.

Le Barreau a de tous temps poursuivi comme objectif d'assurer l'équilibre des forces dans notre société démocratique et de faire de l'accès à la justice un enjeu de société et une préoccupation du gouvernement.

Cette année encore, nous avons multiplié nos interventions afin de sensibiliser les gouvernements et la population aux problèmes engendrés par les difficultés d'accès à la justice, et notamment aux seuils inacceptables d'admissibilité à l'aide juridique.

Nous n'avons quand même pas attendu pour poser des actions concrètes. Entre autres initiatives, nous avons choisi de mener notre campagne de publicité institutionnelle sur l'assurance juridique. Nous avons mis en place un Service de garde (accès à un avocat 24 heures sur 24, sept jours sur sept, dans 16 régions du Québec) pour permettre à une personne détenue l'exercice de son droit constitutionnel de consulter un avocat avant d'être interrogée par un policier. Nous avons également organisé, en collaboration avec l'Association des avocats et avocates de province, le Service de référence du Barreau du Québec dans les régions autres que Montréal et Québec (qui gèrent leurs propres services).

Nous inspirant du projet-pilote sur la médiation civile et commerciale mené l'année dernière avec le Barreau du Saguenay–Lac-Saint-Jean, nous avons offert, en collaboration avec la Chambre des notaires et la Fédération des chambres de commerce du Québec, une série de colloques d'information destinés aux gens d'affaires dans sept villes.

L'accès à la justice passe par toutes ces actions et par d'autres également. Par exemple, il nous faut poursuivre nos efforts pour assurer la présence de juges et de juges de paix en région, en plus d'y améliorer la disponibilité des tribunaux administratifs.

Il faut continuer d'être vigilants face à la tentation de l'administration de la justice de recourir de plus en plus à la vidéo à des fins d'audition judiciaire pour pallier le manque de juges en région. Nous avons décrié cette situation, particulièrement aiguë sur la Côte-Nord, dans le Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. Il ne doit y avoir qu'une seule justice, équitable pour tous et qui suscite la confiance de la population. L'utilisation de la vidéo, bien qu'appropriée dans certains cas, menace de déshumaniser le processus judiciaire. D'une part, on voudrait rapprocher la justice du citoyen, d'autre part, on l'éloigne sous prétexte d'économies, somme toute, minimes.

L'accès à la justice passe aussi par le règlement du dossier des frais judiciaires. De concert avec la magistrature, nous entendons bien relancer la phase II de la réforme du *Code de procédure civile* en nous attaquant en priorité à la révision du tarif des honoraires judiciaires, inchangé depuis... 1920 !

## La féminisation de la profession

L'avenir se conjugue au féminin : les deux tiers des avocats de moins de 30 ans sont des avocates.

Représentant aujourd'hui 45 % des 21 000 membres, le nombre de femmes dans la profession franchira visiblement le cap des 50 % très prochainement.

Notre profession se féminise, il s'agit là d'une donnée incontournable. La présence toujours grandissante — et souhaitable — des femmes au sein de la profession aura un impact certain sur la façon de pratiquer le droit.

Aussi, il semble que la loi du nombre ne soit malheureusement pas suffisante pour assurer l'équité entre les sexes : l'enquête socio-économique effectuée auprès de nos membres en 2003 révélait un écart de revenus alarmant entre les avocats et les avocates.

Pour faire face aux enjeux de la féminisation de la profession, et pour tenter d'expliquer les écarts et les iniquités entre nos membres et d'éviter qu'ils ne se creusent davantage, le Comité administratif a mandaté le Comité sur les femmes dans la profession pour le conseiller sur ces questions.

Un grand dossier à suivre.

## La grande famille du Barreau

En plus de ses 15 sections locales, le Barreau du Québec, ne l'oublions pas, est aussi composé de ce que nous appelons des organismes « affiliés ». Il s'agit d'excroissances, en quelque sorte, qui exercent de façon autonome ou quasi autonome leurs activités bien particulières et bien ciblées, pour le bénéfice de la communauté juridique et du public en général.

Ainsi, le Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ), un des joyaux de la grande famille du Barreau, a poursuivi son développement conformément à son plan d'affaires, proposé il y a déjà trois ans. La pertinence et l'utilité du CAIJ sont chaque jour démontrées de façon éloquente par la clientèle qui y a recours : cette clientèle, c'est d'abord et avant tout vous et moi, membres du Barreau. Au cœur du CAIJ, on retrouve l'expertise professionnelle, l'approche novatrice et l'exploitation des meilleures technologies de l'information disponibles dont notre profession a besoin.

Le Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec (FARPBQ) a aussi démontré sa très grande pertinence au cours des années. Grâce à une gestion rigoureuse et à une expérience intime de l'exercice de la profession, il a pu maintenir une couverture d'assurance à la mesure des besoins tout en assurant la protection du public.

La Corporation de services du Barreau du Québec a marqué ses 20 ans d'existence. Financée entièrement à partir de ristournes provenant des programmes collectifs négociés à l'avantage des membres, elle a notamment, cette

année, effectué la transformation du système d'assurance médicaments en vigueur pour permettre aux avocats d'être mieux servis. Le fonds d'investissement, constitué par les contributions au REER du Barreau, est tout près d'atteindre 4 000 cotisants et 150 millions de dollars. Le service d'aide à l'emploi en ligne a aussi été déployé et il connaît un succès certain. Le Programme d'aide aux membres du Barreau (PAMBA) a connu une augmentation du nombre d'avocats et avocates — et leurs conjoints — qui y ont eu recours, ce qui est certainement un signe de son utilité. Il a, entre autres activités, élaboré une nouvelle campagne de publicité destinée à sensibiliser les avocats à son rôle essentiel dans notre milieu de travail exigeant et stressant.

Éducaloi, le dernier-né de la famille, a fêté cette année ses cinq ans. En ce court laps de temps, il a su se tailler une place de choix dans le domaine de la vulgarisation juridique. Sa crédibilité a d'ailleurs été amplement soulignée par tous les intervenants du milieu. Ses programmes ont contribué à l'accès à la justice, que ce soit pour les jeunes, les aînés, ou les autochtones — des publics spécifiques — ou pour le grand public.

La Fondation du Barreau du Québec contribue depuis 1978 à faire connaître la place du droit et le rôle de la profession juridique dans la société. Elle est financée de façon indépendante par diverses formes de dons ainsi que par des commandites. Un de ses projets les plus récents consiste en un guide relatif à la gestion des documents technologiques éclairant la *Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information*, destiné aux utilisateurs d'informatique des PME.

Finalement, même s'il ne s'agit pas d'un organisme affilié comme tel, il faut souligner que le Barreau du Québec n'a pas hésité à collaborer à la mise sur pied de la première École de sténographie judiciaire du Québec. Nous avons apporté notre soutien financier, humain et logistique à l'Association professionnelle des sténographes officiels du Québec, qui a eu l'initiative ce projet. En effet, ce métier, qui est au centre de l'activité judiciaire, devait être relancé sur des bases solides, puisqu'il y a présentement une pénurie qui ne fera que s'accentuer si des correctifs ne sont pas amenés.

## Le rayonnement

Le Barreau du Québec demeure un intervenant majeur sur notre scène juridique et sociale. Tout ce qui touche les droits individuels et collectifs, la législation, l'exercice de la profession le concerne.

Pour se convaincre qu'il s'acquitte de cette tâche, il suffit de voir quelques statistiques : au cours de la période de 12 mois s'étendant d'avril 2004 à la fin de mars 2005, le Barreau a été à l'origine de plus de 25 opérations de presse, le bâtonnier donnant une trentaine d'entrevues diverses. On a dénombré 415 reportages, tous médias confondus, portant notamment sur ses orientations, actions et décisions.

## Des nouveaux venus, des départs regrettés

L'exercice 2004-2005 a vu l'arrivée d'un nouveau directeur général au Barreau du Québec, M^e^ Jacques Houle. Après avoir fait ses preuves au Barreau au cours des 20 dernières années, notre nouveau directeur général garde le cap sur la mise en place de processus efficaces, rapides et transparents pour assurer la protection du public.

Du nouveau aussi à la Cour supérieure, où l'honorable François Rolland succède à l'honorable Lyse Lemieux, dont le Barreau a souligné l'importante contribution à la vie judiciaire pendant 30 ans.

Un nouveau ministre de la Justice a été nommé au Québec : M^e^ Yvon Marcoux. Le Barreau l'a assuré d'une collaboration entière, soulignant la nécessité, plus que jamais, de mettre la justice au centre des préoccupations de l'État, au même titre que d'autres missions gouvernementales.

Le Barreau du Québec a été attristé de la disparition du bâtonnier Claude Masse. Nous avons tenu à souligner son héritage capital pour la justice : l'accès à la justice était une de ses préoccupations principales, passant par l'amélioration de l'aide juridique et le développement de l'assurance juridique. Il a été à l'origine de plusieurs lois dites « sociales », comme la *Loi de protection du consommateur* et la *Loi sur l'assurance automobile*. Il a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration du nouveau *Code civil du Québec*. Tous ceux qui l'ont côtoyé ont été unanimes à regretter son départ prématuré.

## En guise de conclusion

J'ai volontairement gardé pour la fin de ce rapport trois événements qui m'ont marqué au cours de mon année de bâtonnat.

D'abord, à l'automne 2004, les fêtes soulignant le bicentenaire du *Code civil français* et, par la même occasion, le 10e anniversaire du nôtre. La qualité des personnes invitées à cette occasion illustre l'importance de ces documents fondamentaux .

J'ai été étonné et emballé d'apprendre que notre tradition de codification a inspiré plusieurs autres pays. Forts d'une culture bijuridique, les avocats québécois ont plus que jamais tous les atouts pour rayonner à l'étranger.

Au mois de mars 2005, j'ai aussi participé à un colloque d'une journée organisé par le Jeune Barreau de Montréal et portant sur l'éthique. Cette initiative, qui traduit un souci parfois trop peu présent chez plusieurs de nos membres, doit être marquée d'un sceau d'or.

En même temps que ce colloque, j'ai lancé la campagne *Respect*, du Barreau du Québec, dont je suis particulièrement fier. Il s'agit, à la suite de certains manquements observés par le Bureau du syndic, de faire la promotion de la politesse et de la civilité auprès de nos membres. Si ce sujet est dans l'air du temps, le manque de respect n'est évidemment pas l'apanage des avocats. Mais, en tant qu'officiers de justice et représentants des justiciables, nous sommes toutefois davantage redevables envers nos clients, confrères, consœurs, juges et autres acteurs du système judiciaire, avec qui nous devons avoir un comportement irréprochable.

Il en va aussi de l'image de la profession et de la confiance du public : il suffit d'un seul acte malheureux pour entacher la réputation de tous.

J'espère que nous saurons saisir cette occasion pour nous autodiscipliner entre nous, nous rappeler mutuellement à l'ordre, pour le bien de tous.

Autre évènement que je veux rappeler : le 2e Congrès mondial contre la peine de mort, qui a eu lieu en octobre 2004. J'ai profité de ces assises mondiales, tenues à Montréal, pour rappeler le rôle primordial des avocats comme premiers témoins de l'importance des droits et libertés fondamentaux comme derniers remparts de la liberté.

Je terminerai par des remerciements bien sentis à tous ceux et toutes celles qui m'ont permis de vivre pleinement mon bâtonnat et d'apporter ma contribution à ma profession. Mon mandat prendra officiellement fin en juin 2005, avec le congrès annuel du Barreau du Québec. Ce n'est pas une coïncidence que le thème choisi cette année pour ce rendez-nous de la profession soit : *La Justice ! Quelle justice ?* Nous devons sans cesse nous interroger sur la justice que nous voulons... et prendre les moyens de la mettre de l'avant.

C'est mon souhait le plus sincère.

---

*Le Bâtonnier du Québec*
*Denis Mondor*

# 2 LE PERSONNEL du Barreau

## La Direction générale

Me Jacques Houle, directeur général

Me Fanie Pelletier, adjointe au bâtonnier

Mme Gracieuse Bujold, conseillère aux évènements corporatifs

Mme Nicole Lavoie, secrétaire du bâtonnier et de la vice-présidente

Mme Nicole Bellavance, secrétaire de la direction générale

Mme Marie-Hélène Jodoin, préposée au traitement de textes

Mme Johanne Bouchard, secrétaire de service

## Le Service des finances

M. Pierre Beauchamp, directeur

Mme Hélène Graveline, chef comptable

Mme Sylvie Lussier, technicienne aux cotisations

Mme Lyne Dupras, préposée à la comptabilité

Mme Myriam Parent, préposée aux revenus

Mme Nicole Fournier, préposée aux revenus de fidéicommis

Mme Kathy Otis, commis à la comptabilité

***Les Services administratifs***

M. François Racine, coordonnateur

M. Denis Saint-Pierre, préposé aux services de messagerie

M. Pierre Bourget, commis de service

M. Guy Chamberland, employé de service

M. René Gervais, employé de service

## Le Service de la gestion de l'information

Mme Thérèse Perreault, directrice

M. Jacques Bazinet, coordonnateur en gestion documentaire et archives

Mme Isabelle Garofano, technicienne en gestion des documents et archives

M. Stéphane Ernst, technicien en gestion des documents et archives

Mme Lucie Grenier, technicienne senior en documentation

Mme Muriel Vaillancourt, technicienne senior en documentation

Mme Chantal Demers, technicienne en gestion des documents et archives

M. Martin Perron, technicien en gestion des documents et archives

## Le Service des greffes

Me Annie Chapados, directrice

Me Nancy Trudel, superviseure

Mme Amélie Fasulo, secrétaire de la directrice

Mme Sylvie Roy, secrétaire

Mme Murielle Ménard, préposée

Mme Martine Aubry, préposée au Greffe d'arbitrage

Mme Béatrice Major, préposée au Greffe d'arbitrage

Mme Anne-Marie Lauriault, préposée au Greffe de réinscription

Mme Elise Dulude, préposée aux renseignements du Tableau de l'Ordre

Mme Carole Robertson, préposée aux Registres des dispositions testamentaires et des mandats en prévision de l'inaptitude

Mme Van-Na Pho, technicienne juridique

Mme Diane Lévesque, technicienne juridique

## Le Service des ressources humaines

M. Claude Soucy, directeur

Mme Élise Deacon, conseillère

Mme Monik Van Der Meerschen, secrétaire du directeur

Mme Chantal Hébert, réceptionniste

Mme Ghislaine Odam, réceptionniste

## Le Service des technologies de l'information

M. Christian Lavoie, directeur

M. Normand Fafard, coordonnateur développement et assurance qualité

M. Serge Lachapelle, coordonnateur exploitation et sécurité informatique

M. Gaétan Lemelin, analyste-programmeur/Test

M. André Potvin, administrateur des systèmes téléphoniques et du courrier électronique

M. Denis Morel, technicien exploitation, niveau 2

M. Rachid El-Hachem, analyste-programmeur Web

M. Jean-Pierre St-Yves, analyste-programmeur/DBA

Mme Manon Dupuis, programmeuse Webmestre

M. Alain Gagnon, préposé au centre d'assistance

# Le Bureau du syndic

## MONTRÉAL

Me Louise Comeau, syndique

Me Pierre Bernard, syndic adjoint

Me Luc Lapierre, syndic adjoint

Me Guy Bilodeau, syndic adjoint

Me Daniel Mandron, syndic adjoint

Me Francine Massey-Roy, syndique adjointe

Me Marie-Josée Bélainsky, syndique adjointe

Me Marie-Claude Thibault, syndique adjointe

Me Guylaine Mallette, syndique adjointe

Me Julie Barnabé, avocate

Me Edith Delisle, avocate

Me Chantal Fafard, avocate

Me Sylvie Lambert, avocate

Me Natalia Ouellette, avocate

Me Anne Provost, avocate

Me Marie-France Perras, avocate responsable à l'accueil et à l'information

Mme Denise Boulet, agente d'information

M. Laurier Quesnel, inspecteur-enquêteur chef

M. Armand Bourassa, inspecteur-enquêteur

M. André Gaudreau, inspecteur-enquêteur

M. Pierre Pouliot, inspecteur-enquêteur

Mme Suzanne Laberge, inspectrice-enquêteuse

Mme Evelyne Paillé, analyste-enquêteuse

Mme Maude Grégoire, secrétaire de la syndique

Mme Michèle Bernard, secrétaire de syndics adjoints

Mme Jacynthe Morin, secrétaire de syndics adjoints

Mme Sonia De Cesare, secrétaire de syndics adjoints

Mme Francine Leroux, secrétaire de syndics adjoints

Mme Hager Eghtedari, secrétaire d'un avocat

Mme Solange Bellavance, secrétaire d'un avocat

Mme Danielle Paquette, secrétaire d'un avocat

Mme Julie Sigouin, secrétaire d'un avocat

Mme Louise Rochon, secrétaire de l'inspection

Mme Ginette Vallée-Paquette, secrétaire à l'inspection

Mme Lucie Corriveau, préposée coordonnatrice à l'inspection des comptes en fidéicommis

Mme Diane Miron, préposée à l'inspection et secrétaire adjointe de l'inspecteur-enquêteur chef

Mme Sophie Savaria, secrétaire à la gestion des prises de possession

Mme Linda Kelley, commis à la numérisation

Mme Cindy Berthelet, commis de service

QUÉBEC

Me Pierre-Gabriel Guimont, syndic adjoint

Me Patrick Richard, syndic adjoint

Me Lise Gagnon, avocate

Me Dominique Jolin, avocate

Mme Sonya Brochu, secrétaire d'un syndic adjoint

Mme Yvette Morel, secrétaire d'un syndic adjoint

Mme Lise C. Fortier, secrétaire-réceptionniste

## Le Service de l'inspection professionnelle

Me William Dufort, directeur

Mme Diane Falardeau, secrétaire du directeur

Mme Stéphanie Corbin, préposée au traitement des guides d'auto-évaluation

Mme Suzanne Gohier, préposée au traitement des guides d'auto-évaluation

Mme Manon Payette, préposée au traitement des guides d'auto-évaluation

## Le Service de la formation permanente

Me Pierre Chagnon, directeur

Me Gilles Bachand, avocat

Mme Louise Bertrand, secrétaire à la direction

Mme Brigitte Desmarais, préposée coordonnatrice aux activités de formation

Mme Claudia Duflot, préposée à l'organisation des activités de formation

Mme Ginette Légaré, préposée à l'organisation des activités de formation

Mme Julie Legault, préposée à l'organisation des activités de formation

Mme Caroline Lewis, secrétaire aux équivalences

## Le Service de recherche et de législation

Me Marc Sauvé, directeur

Me Sylvie Champagne, avocate

Me Nicole Dufour, avocate

Me Claire Moffet, avocate

Mme Claire Ouellet, secrétaire du directeur

Mme Caroll Boulay, secrétaire

Mme Jeannette Bujold, secrétaire

Mme Danièle Gignac, secrétaire

Mme Carole Oligny-Tremblay, secrétaire

## Le Service du marketing et des communications

Mme Isabelle Lavoie, directrice

Mme Sylvie Berthiaume, coordonnatrice des communications

Mme Pauline Gélinas, coordonnatrice des publications

Mme Sylvie Lamothe, secrétaire de la directrice

Mme Lisa Marie Noël, secrétaire

## Le Service aux membres

Me Robert Primeau, directeur

Me Dyane Perreault, avocate

Mme Myriam Leroux, secrétaire du directeur

Mme Diane Poirier, secrétaire

Mme Louise Ste-Marie, secrétaire

Mme Lyne Daigle, secrétaire (Service de garde)

## L'École du Barreau

M. Claude Ducharme, directeur des projets spéciaux

Me Lise Tremblay, directrice

Mme Lise Marcil, responsable de l'administration

Me Manon Dulude, responsable aux services aux étudiants et aux stages

Mme Danielle Roy, responsable aux évaluations

Mme Diane Charbonneau, secrétaire de la direction

M. Michel Bal, préposé aux dossiers étudiants

Mme Amélie Borges, assistante aux évaluations

Mme Jacinthe Caron, coordonnatrice à la pédagogie

Mme Danielle Desroches, coordonnateur des projets spéciaux

Mme Assunta Spineti, préposée aux services aux étudiants et aux stages

Mme Thérèse Paradis, préposée à la comptabilité

Mme Johanne Dubois, commis à la comptabilité

Mme Linda Rioux, préposée à la coordination aux services aux étudiants et aux stages

Mme Danielle Sénécal, secrétaire de service aux évaluations

Mme Céline Théberge, secrétaire à la documentation

## CENTRE DE MONTRÉAL

Me Josée Turcotte, directrice

Mme Nicole Paradis, secrétaire de la directrice

Mme Lyne Brunet, préposée à l'aide financière et aux étudiants

Mme Diane Berger, préposée aux services aux étudiants

Mme Thérèse De Celles, secrétaire-réceptionniste

Mme Denise Pelland, préposée à l'information

## CENTRE D'OTTAWA

Me Jean-Paul Osborne, directeur

Mme Francine Lafrenière, secrétaire du directeur

Mme Solange Labrosse, secrétaire-réceptionniste

## CENTRE DE QUÉBEC

Me Mabel Dawson, directrice

Mme Diane Jasmine St-Pierre, secrétaire de la directrice

Mme Lyne Leclerc, secrétaire-réceptionniste

## CENTRE DE SHERBROOKE

Me François Tôth, directeur

Mme Rachel Dostie, secrétaire du directeur

Mme Ginette Lessard, secrétaire-réceptionniste

Barreau du Québec

PARTIE | 2

# L'administration du Barreau

# 3 L'ASSEMBLÉE générale annuelle des membres

L'Assemblée générale annuelle des membres a eu lieu le 5 juin 2004 dans le cadre du Congrès du Barreau du Québec, qui s'est tenu au Centre des Congrès de Québec sous la présidence de M. le bâtonnier Pierre Gagnon.

Aucune résolution n'a été soumise à l'Assemblée générale annuelle des membres selon les règles de présentation dûment adoptées.

# 4 LES MEMBRES du Conseil général

Me Denis Mondor, bâtonnier du Québec

Me Madeleine Lemieux, vice-présidente

Me Jacques Houle, directeur général et secrétaire (non votant)

***Délégué de la section de l'Abitibi-Témiscamingue***
M. le bâtonnier Henri Kélada

***Délégué de la section d'Arthabaska***

M. le bâtonnier Michel Tessier

***Délégué de la section de Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine***

M. le bâtonnier Carol Abud

***Délégué de la section de Bedford***

M. le bâtonnier Alain Boisvert

***Déléguée de la section de la Côte-Nord***

Mme la bâtonnière Brigitte Bhérer

***Délégués de la section de Hull***

M. le bâtonnier Gérard Desjardins

Me Charles Belleau

***Déléguée de la section de Laurentides – Lanaudière***

Mme la bâtonnière Lucie Ratelle

***Délégué de la section de Laval***

M. le bâtonnier Jean L. Beauchamp

***Déléguée de la section de Longueuil***

Mme la bâtonnière Andrée Talbot

***Délégués de la section de la Mauricie***

M. le bâtonnier François Rioux

Me Éric Beauchesne

***Délégués de la section de Montréal***

M. le bâtonnier Bernard Synnott

Me David Collier

Me Thomas Copeland

Me Douglas Mitchell

Me Caroline Champagne

Me Gilles Ouimet

Me François Trudel

Me Nicolas Gagnon

Me Caroline Ferland

Me Magali Fournier

***Délégués de la section de Québec***

M. le bâtonnier Luc Chamberland

Me Jacques Bouchard

Me Claudia P. Prémont

Me Michèle Thivierge

Me Stéphanie Thibault

***Délégué de la section de Richelieu***

Me Jean-Pierre Bousquet, premier conseiller (bâtonnier par intérim à compter d'octobre 2004)

***Délégué de la section du Saguenay–Lac-Saint-Jean***

Me Serge R. Simard

***Déléguées de la section de Saint-François***

Mme la bâtonnière Danielle Houle

Me Céline Audet-Otis

***Membres nommés par l'Office des professions du Québec***

M. Jean Piérard

M. Jean-Luc Henry

M. Raoul Desmeules

Mme Khatoune Témisjian

*Observateurs*

Me Pierre Gagnon, bâtonnier sortant

Me Robert Dufresne, Abitibi-Témiscamingue

Me Yvan Corriveau, Arthabaska

Me Louise Levasseur, Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine

Me Robert Poitras, Bedford

Me Louise Gallant, Côte-Nord

Me Jean-François Bonin, Hull

Me Maria D'Onofrio, Laurentides – Lanaudière

Me Jean-Pierre Archambault, Laval

Me Pierre Bourbeau, Longueuil

Me Benoît Boucher, Richelieu

Mme la bâtonnière France Bergeron, Saguenay – Lac-Saint-Jean

Me Richard Daoust, Saguenay – Lac-Saint-Jean

Me Marie-Josée Garneau, Association des avocats et avocates de province

Me Chantal Gosselin, Québec

*Invités*

Me Sophie Bourque, présidente, Association du Barreau canadien, Division du Québec

Me Jean-Pierre Boileau, vice-président, Association des avocats et avocates de province

Me Bruno Lévesque, président, Association des jeunes barreaux du Québec

# 5 LES RÉUNIONS du Conseil général

| DATES ET LIEUX DES ASSEMBLÉES DU CONSEIL GÉNÉRAL | |
|---|---|
| 17 juin 2004 | Montréal |
| 30 septembre 2004 | Val-d'Or |
| 10 décembre 2004 | Montréal |
| 31 mars 2004 et 1er avril 2005 | Québec |

# 6 LA LISTE des principales résolutions du Conseil général

Seules les plus importantes résolutions adoptées par le Conseil général sont résumées[1] ci-après.

Sur propositions dûment appuyées, il a été résolu :

1 D'ENTÉRINER la recommandation du Conseil d'administration du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec ainsi que du Comité administratif du Barreau du Québec à l'effet suivant :

De MAINTENIR pour l'an 2005 :

a) à un dollar (1 $) la contribution individuelle de base des assurés du Fonds et d'en reporter le paiement jusqu'à avis contraire;

b) à dix millions de dollars (10 000 000 $) par sinistre, sans franchise, la limite de garantie généralement applicable, sous réserve de la limitation interjuridictionnelle d'un million de dollars (1 000000 $). (septembre 2004 # 33.1)

2 D'ENTÉRINER la recommandation du Conseil d'administration du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec ainsi que du Comité administratif du Barreau du Québec de prolonger la garantie de la société à responsabilité limitée lorsque l'avocat quitte la société pour poursuivre ailleurs l'exercice de sa profession, en modifiant la police comme suit à compter du 1er janvier 2005. (septembre 2004 # 33.3)

3 De NE PAS DÉSAVOUER les modifications adoptées par l'Assemblée générale annuelle des membres du Barreau de Québec, tenue le 6 mai 2004, au *Règlement général* de la Section. (septembre 2004 # 42)

4 De NE PAS DÉSAVOUER les modifications adoptées par l'Assemblée générale annuelle des membres du Barreau de l'Abitibi-Témiscamingue, tenue le 23 avril 2004, au *Règlement général* de la Section. (septembre 2004 # 43)

5 CONSIDÉRANT que le Comité de la formation professionnelle propose, dans le cadre d'un nouveau programme de formation professionnelle de l'École du Barreau du Québec, un projet de *Règlement sur la formation professionnelle des avocats* en vue de répondre, compte tenu de la pratique du droit qui évolue, aux besoins de formation professionnelle des étudiants en droit qui désirent devenir membres du Barreau du Québec;

CONSIDÉRANT que l'article 5 du *Règlement sur le Comité de la formation des avocats* stipule ceci :

«5. Le comité a pour fonctions :

1° de revoir à chaque année, à la lumière de l'évolution des connaissances et de la pratique, notamment eu égard à la protection du public, la situation relative à la qualité de la formation et, le cas échéant, il fait rapport de ses constatations au Conseil général;

*1 Exceptionnellement, une résolution peut être reproduite en entier.*

2° de donner son avis au Conseil général, en regard de la qualité de la formation,

a) sur les projets comportant la révision ou l'élaboration des objectifs ou normes visés au troisième alinéa de l'article 2;

b) sur les moyens pouvant la favoriser, notamment en proposant des solutions aux problèmes constatés.

Le comité indique dans son rapport, le cas échéant, et dans son avis le point de vue de chacun de ses membres.»

CONSIDÉRANT que le Comité de la formation professionnelle recommande au Conseil général d'approuver son projet de *Règlement sur la formation professionnelle des avocats*, tel que proposé dans ses versions française et anglaise;

CONSIDÉRANT que le Comité sur la formation des avocats a donné son rapport et avis en date du 10 novembre 2004 au Conseil général en regard des objectifs du nouveau programme de formation professionnelle et des moyens permettant d'atteindre ces objectifs;

CONSIDÉRANT la note d'information complémentaire du Bâtonnier, Me Denis Mondor, à la suite de la réunion tenue avec le Conseil des doyens le 10 novembre 2004;

D'APPROUVER le projet de *Règlement sur la formation professionnelle des avocats* dans ses versions française et anglaise; et

De TRANSMETTRE copie du projet de *Règlement sur la formation professionnelle des avocats*, du rapport et avis du Comité de la formation des avocats et de la note d'information 1 complémentaire du Bâtonnier à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, au ministre de l'Éducation et à l'Office des professions du Québec. (novembre 2004 # 48)

6 De NOMMER OU RENOMMER, comme administrateurs du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec à partir du 1er janvier 2005, les personnes dont les noms apparaissent ci-après :

***Jusqu'au 31 mars 2006 :***

Me François Daviault (Montréal)

Me Paul Laflamme (Québec)

Me Françoise Mercure (Québec)

M. Roger Desrosiers, c.a.

M. Yves Charbonneau

***Jusqu'au 31 mars 2007 :***

Me Claude Béland, président (Montréal)

Me Paul Yanakis (Laurentides-Lanaudière)

Mme Élaine Phénix

M. René Jarry (décembre 2004 # 62)

7 | ATTENDU que la Journée de réflexion sur la formation permanente du Barreau du Québec a réuni près de 100 personnes le 17 septembre 2004, à Montréal;

ATTENDU que le Service de formation permanente doit être considéré comme un service prioritaire et que les points saillants contenus dans le rapport CROP de mars 2002 militent en faveur d'une analyse plus poussée portant, notamment, sur la concurrence en matière de formation juridique au Québec, la formation donnée par les autres ordres professionnels à leurs membres, un examen approfondi de la situation et des façons de faire dans les autres barreaux canadiens ainsi qu'à la Chambre des notaires du Québec;

CONSIDÉRANT l'importance que nous voulons accorder à la formation permanente et que la problématique soulevée justifiait une analyse en profondeur en vue d'améliorer la compétence de nos membres pour une plus grande protection du public;

ATTENDU qu'il a été décidé par la résolution 231 du Comité administratif, adoptée le 9 décembre 2004, de créer un Groupe de travail à cet égard et d'en désigner membres les personnes suivantes :

- M. le bâtonnier Denis Mondor, président
- Me Madeleine Lemieux, vice-présidente
- Me Magali Fournier, membre du Comité administratif
- Me Marie-Josée Garneau, présidente de l'AAP (ajoutée au C.G. du 10-12-2004)
- Me Jacques Houle, directeur général
- Me Pierre Chagnon, directeur du Service de la formation permanente
- M. Claude Ducharme, directeur des projets spéciaux à l'École du Barreau.

CONSIDÉRANT qu'il est approprié de mettre fin au principe de l'autofinancement par activité tout en visant l'atteinte d'un équilibre budgétaire pour l'ensemble des activités du Service de la formation permanente;

CONSIDÉRANT que le rapport du Groupe de travail contient les recommandations suivantes :

***Recommandation 1***

Adopter le modèle mixte défini au point 7.2. Ce modèle innove en développant des « programmes », en mettant sur l'Internet des minicours, en jumelant des téléactivités aux séminaires en présence.

***Recommandation 2***

Adopter **l'option** 1 du financement du modèle mixte, définie au point 7.4. Cette option, où des cotisations de 20 $ (An 1) et 10 $ (An 2) seraient demandées aux membres, permet à la fois de tendre vers l'autosuffisance et d'investir dans des produits de nouvelles technologies, en respectant les préoccupations soulevées concernant la variété des sujets et leur accessibilité.

***Recommandation 3***

Réviser la **grille des frais d'inscription** à la hausse pour vraiment créer une harmonisation avec le marché actuel juridique du Québec.

***Recommandation 4***

Établir divers **partenariats durables** avec des organismes (à distance et de formation juridique).

*Recommandation 5*

Développer un nouveau plan stratégique pluriannuel (2006-2009), avec un plan opérationnel annuel, un plan de mise en marché, un budget *pro forma* et un échéancier.

*Recommandation 6*

Mandater le Comité de formation permanente du SFP (en y ajoutant des experts, au besoin) pour déterminer la nature et le contenu des programmes, ainsi que les cours à offrir sur Internet, les orientations du plan stratégique et l'échéancier proposé de mise en œuvre.

CONSIDÉRANT que le financement pour la mise en application de ces recommandations ne devrait pas se faire par voie d'une cotisation spéciale à cet effet, mais plutôt en utilisant une somme totale de 500 000 $ à même la cotisation annuelle déjà perçue ou à percevoir pour la campagne de publicité et de communication, et ce, à raison de 250 000 $ par année financière dans les exercices 2005-2006 et 2006-2007;

D'APPROUVER les recommandations du rapport du Groupe de travail à l'exception de la recommandation 2 et de financer la mise en application de ces recommandations en utilisant une somme de 500 000 $ à même la cotisation de 40 $ annuellement déjà perçue ou à percevoir pour la campagne de publicité et de communication, et ce, à raison de 250 000 $ par année financière dans les exercices 2005-2006 et 2006-2007; et

De RECOMMANDER le mode de financement ci-haut à l'Assemblée générale annuelle des membres du Barreau qui se tiendra le samedi 4 juin 2005. (mars 2005 # 81)

8 CONSIDÉRANT la résolution 11 adoptée par les membres réunis en Assemblée générale annuelle, le 31 mai 2003, à l'effet d'augmenter annuellement la cotisation annuelle exigible des membres du Barreau du Québec en fonction d'un pourcentage équivalant à l'indice des prix à la consommation, secteur de Montréal, selon les données fournies par Statistique Canada;

CONSIDÉRANT que cet indice des prix à la consommation s'élève à 2,35 % pour l'année 2004;

D'APPROUVER l'augmentation de la cotisation annuelle exigible en fonction dudit indice à compter de l'exercice 2006-2007 selon les modulations suivantes :

**INDEXATION DE LA COTISATION 2006-2007**

| Cotisation 2005-2006 | | Indexation (2,35 %) | Cotisation 2006-2007 |
|---|---|---|---|
| 1re année | 186,00 $ | 4,00 $ | 190,00 $ |
| 2e année | 448,00 $ | 10,00 $ | 458,00 $ |
| 3e année | 538,00 $ | 12,00 $ | 550,00 $ |
| De la 4e à la 45e année | 642,00 $ | 15,00 $ | 657,00 $ |
| 45e et plus | Nil | Nil | Nil |

(mars 2005 # 77.2.2)

9 | CONSIDÉRANT que le Conseil général a antérieurement résolu de financer le solde de l'emprunt hypothécaire de la Maison du Barreau par le biais du Fonds général du Barreau du Québec;

CONSIDÉRANT que, à la suite d'une suggestion du Comité des finances, le Comité administratif recommande à chaque année au Conseil général de fixer le taux du prêt hypothécaire qui se situe à 3,76 % pour l'exercice 2005-2006;

CONSIDÉRANT que le Fonds général obtient ainsi un rendement supérieur au marché pour son investissement;

CONSIDÉRANT que le Fonds d'opérations de l'immeuble obtient un financement hypothécaire à un coût inférieur à celui du marché;

De FIXER pour l'exercice 2005-2006 à 3,76 % le taux d'intérêt à l'égard du financement du solde de l'emprunt hypothécaire de la Maison du Barreau par le biais du Fonds général du Barreau du Québec. (mars 2005 # 77.3)

10 | CONSIDÉRANT que le Conseil général a adopté la résolution 69.1 le 10 décembre 2004 approuvant la recommandation du conseil d'administration du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec à l'effet de prévoir une limitation d'un million de dollars au montant de la garantie applicable aux réclamations découlant de l'endommagement des biens confiés à l'assuré;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'approuver le texte de la nouvelle politique d'assurance responsabilité professionnelle intégrant cette limitation de la garantie applicable aux réclamations découlant de l'endommagement des biens confiés à l'assuré;

D'ENTÉRINER la recommandation du conseil d'administration du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle de ratifier le texte de la police 2005 tel que reproduit à l'annexe du procès-verbal pour en faire partie intégrante. (mars 2005 # 82.2)

11 | CONSIDÉRANT que le Comité administratif a approuvé la création d'un « Comité des sages » en regard de la question de la gouvernance, et ce, par la résolution 309, adoptée les 17 et 18 février 2005;

ATTENDU que la gouvernance concerne la façon de diriger, de régir et de décider, et qu'elle englobe notamment les pouvoirs et les responsabilités du bâtonnier, du vice-président, du directeur général, du Comité administratif et du Conseil général;

De DONNER le mandat au Comité des sages de proposer au Comité administratif diverses avenues possibles au sujet de la gouvernance au Barreau du Québec;

De DÉSIGNER membre du Comité des sages les personnes suivantes :

| | | |
|---|---|---|
| M. le bâtonnier Denis Mondor | Montréal | 1984 |
| Me Daniel Johnson | Montréal | 1967 |
| Me Line Samoisette | Saint-François | 1982 |
| Me Serge Francoeur | Côte-Nord | 1979 |

| | | |
|---|---|---|
| Me André Laurin | Montréal | 1971 |
| Me Martine Turcotte | Montréal | 1985 |
| Me Stéphanie Thibault | Québec | 1998 |
| Me Jean K. Samson | Québec | 1967 |
| Me Claude Béland | Montréal | 1956 |
| Me Marc Sauvé | Montréal | 1983 |
| Me Jacques Sylvestre | Richelieu | 1963 |
| M. Jean Piérard | Saint-Hilaire | |

(mars 2005 # 83)

12 D'APPROUVER les règles de fonctionnement transitoires du Comité de la formation professionnelle du Barreau du Québec suivantes :

« 1. Le Comité de la formation professionnelle est formé d'au moins sept membres du Barreau. Les membres, y compris le président, sont nommés annuellement par le Conseil général du Barreau et demeurent en fonction jusqu'à leur remplacement.

En cas de vacance ou d'empêchement d'agir d'un membre avant l'expiration de son mandat, le poste est comblé par le Conseil général pour le temps qui reste à courir.

2. Le quorum du Comité est composé de la majorité des membres. Toutefois, ce Comité peut siéger en divisions composées de trois membres, soit un président de division et deux autres membres, désignés par le président du Comité.

Les membres d'une division peuvent continuer à siéger jusqu'à la prise de décision, même si l'un d'eux est remplacé.

Lorsqu'un membre d'une division est absent, une décision peut être valablement rendue par les deux autres membres dont le président de division.

3. Le Comité peut, avec l'approbation du Conseil général, établir des centres de formation professionnelle aux endroits qu'il juge opportuns et déterminer la capacité d'accueil de ces centres.

4. Le Comité de la formation professionnelle embauche le personnel responsable du programme de formation professionnelle qui, dans l'exercice de ses fonctions, relève du directeur de l'École du Barreau. »

(mars 2005 # 87)

13 De NE PAS DÉSAVOUER les modifications à l'article 21 du *Règlement général* de la Section adoptées par l'Assemblée générale annuelle des membres du Barreau de Longueuil, tenue le 15 mars 2005.

(mars 2005 # 89)

# 7 LA LISTE des membres du Comité administratif

Me Denis Mondor, bâtonnier du Québec

Me Madeleine Lemieux, vice-présidente du Barreau du Québec

Me Bernard Synnott, bâtonnier de Montréal

Me David Collier, Barreau de Montréal

Me Magali Fournier, Barreau de Montréal

Me Luc Chamberland, bâtonnier de Québec

Me Jacques Bouchard, Barreau de Québec

Me Serge R. Simard, Barreau du Saguenay – Lac-Saint-Jean

Me Charles Belleau, Barreau de Hull

M. Jean Piérard, Office des professions

***Autres personnes qui assistent aux séances***

Me Pierre Gagnon, observateur à titre de bâtonnier sortant

Me Jacques Houle, directeur général et secrétaire

Me Fanie Pelletier, adjointe au Cabinet du bâtonnier

# 8 LES RÉUNIONS du Comité administratif

| DATES ET LIEUX DES RÉUNIONS DU COMITÉ ADMINISTRATIF | |
|---|---|
| 22 avril 2004 | Montréal |
| 27 mai 2004 | Montréal |
| 15 juin 2004 | Montréal |
| 19 et 20 août 2004 | Sainte-Adèle |
| 29 septembre 2004 | Val-d'Or |
| 20 octobre 2004 | Montréal (séance d'audition) |
| 21 octobre 2004 | Montréal |
| 11 novembre 2004 | Montréal (séance d'audition) |
| 9 décembre 2004 | Montréal |
| 13 janvier 2005 | Montréal |
| 17 et 18 février 2005 | La Malbaie |
| 30 mars 2005 | Québec |

# 9 LA LISTE des principales résolutions du Comité administratif

Seules les plus importantes résolutions adoptées par le Comité administratif sont résumées[2] ci-après.

Sur propositions dûment appuyées, il a été résolu :

1 D'ACCORDER le Mérite Christine-Tourigny 2004 à Me Renée Dupuis. (avril 2004 # 9.1)

2 De DÉSIGNER à titre de récipiendaires du Mérite du Barreau 2004 les 4 personnes suivantes :

L'honorable Denis Jacques, j.c.s. (Québec)

L'honorable Suzanne Vadboncoeur, j.c.q. (Montréal)

Me Jacques Sylvestre (Saint-Hyacinthe)

Me Raymond Lavoie (Québec). (avril 2004 # 9.2)

3 De DÉSIGNER Me Julius Grey comme récipiendaire de la Médaille du Barreau du Québec 2004. (avril 2004 # 9.3)

4 CONSIDÉRANT la création par le gouvernement canadien de la Société canadienne des consultants en immigration;

CONSIDÉRANT que des modifications ont été annoncées au *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* soulevant des questions constitutionnelles importantes, mettant en cause directement la compétence provinciale sur les professions en général et sur la profession d'avocat en particulier ainsi que la compétence fédérale sur l'immigration et la naturalisation;

CONSIDÉRANT que ces modifications concernent toutes les professions, mais touchent plus particulièrement le coeur même de la profession d'avocat, soit le droit de donner des avis juridiques et le droit de représenter des personnes devant les tribunaux;

De MANDATER Me André Joli-Coeur et Me Hugues Langlais pour entreprendre toutes les procédures appropriées pour protéger la compétence provinciale sur les professions, en général, et sur la profession d'avocat, en particulier. (avril 2004 # 18)

5 D'APPROUVER l'énoncé de la politique de placements daté du 16 mai 2004 pour l'ensemble de la gestion des placements du Barreau du Québec. (mai 2004 # 34.2.2)

6 D'APPROUVER une subvention de 2 500 $ au Département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal afin de contribuer à l'évènement spécial concernant ses 30 ans d'existence; et

2 *Exceptionnellement, une résolution peut être reproduite en entier.*

D'APPROUVER et d'assumer financièrement un contrat de réservation d'espace publicitaire relativement à la parution d'une publicité à cet effet dans le *Journal du Barreau* pour un montant total de 545 $. (mai 2004 # 34.2.5)

7 | CONSIDÉRANT la demande exprimée par le bâtonnier de Montréal, Me Stéphane Rivard, à l'effet qu'il serait opportun d'obtenir une opinion juridique sur la question de l'accessibilité à la justice et l'affichage en langue anglaise au palais de justice de Montréal;

CONSIDÉRANT qu'il est opportun que le Barreau du Québec contribue pour la moitié des coûts reliés à l'obtention d'une telle opinion;

CONSIDÉRANT que Me Colin J. Irving est disposé à remplir ce mandat à un taux horaire de 175 $;

D'APPUYER le Barreau de Montréal dans sa demande d'une opinion juridique sur la question de l'accessibilité à la justice et l'affichage en langue anglaise au palais de justice de Montréal et d'assumer la moitié des coûts qui y sont reliés. (mai 2004 # 34.2.6)

8 | D'APPROUVER les recommandations du Comité des équivalences à l'effet que les frais d'examen soient diminués à 970 $ et que des frais de révision de 250 $, remboursables en cas de réussite, soient fixés, et ce, à compter du 1er juin 2004. (mai 2004 # 34.2.9)

9 | CONSIDÉRANT que le plan d'implantation du *Règlement sur l'exercice de la profession d'avocat en société et en multidisciplinarité*, et du *Règlement modifiant le Code de déontologie des avocats*, lesquels sont entrés en vigueur le 6 mai 2004;

CONSIDÉRANT que le plan d'implantation prévoit la publication en décembre 2004 d'un Guide sur la déontologie pour fournir aux membres du Barreau des outils susceptibles de leur permettre de respecter leurs obligations déontologiques;

CONSIDÉRANT que ce guide sera le fruit du résultat des travaux d'une dizaine de comités, dont ceux sur les conflits d'intérêts, le secret professionnel, l'indépendance professionnelle, la facturation et la gestion de bureau;

D'APPROUVER un budget additionnel de 20 000 $ pour permettre la tenue des réunions et les travaux desdits comités. (mai 2004 # 34.2.10)

10 | CONSIDÉRANT l'organisation des fêtes du bicentenaire du *Code civil*, qui se tiendront en septembre 2004 à Montréal et dans d'autres villes;

CONSIDÉRANT que le Comité organisateur pour l'organisation des fêtes du bicentenaire, à Montréal, présente une demande pour collaborer au financement dudit événement;

D'APPROUVER une subvention de 2 000 $ pour l'organisation des fêtes du bicentenaire du *Code civil*, à Montréal, et d'assumer le montant des frais d'encartage de 1 750 $ en vue de publiciser l'évènement, le tout représentant une somme de 3 750 $. (mai 2004 # 34.2.11)

11 | D'APPROUVER une subvention de 2 000 $, à titre de soutien financier, au Comité des organismes accréditeurs en médiation familiale. (mai 2004 # 34.2.12)

12 | D'APPROUVER le projet d'entente sur les comptes généraux en fidéicommis du Barreau du Québec entre le Barreau du Québec et la Banque de Montréal, tel que soumis, pour la période du 1er avril 2004 au 31 mars 2005. (mai 2004 # 34.2.14)

13 | D'APPROUVER l'ouverture d'un compte d'un Fonds commun de placements chez Placements Banque Nationale inc. (mai 2004 # 34.2.15)

14 | CONSIDÉRANT que le bail actuel liant Éducaloi (locataire) et l'entreprise Bullion Properties inc. (locateur) pour des espaces locatifs situés au 407, boulevard Saint-Laurent, bureau 102;

CONSIDÉRANT que la promesse de location concerne la période du 1er août 2004 au 31 mars 2009 et varie de 11 $ la première année à 15 $ la dernière année, comprenant tous les frais afférents;

CONSIDÉRANT que l'organisme Éducaloi est un organisme subventionné par le gouvernement fédéral et qu'il est approprié que le Barreau du Québec accepte d'intervenir audit bail et reconnaisse être lié conjointement et solidairement avec le locataire;

D'APPROUVER que le Barreau du Québec intervienne à ladite promesse de location. (mai 2004 # 34.2.17)

15 | De DÉCIDER qu'il ne devrait plus y avoir incompatibilité entre les fonctions d'avocat et de policier et de mandater le Service de recherche et de législation afin de proposer les modifications réglementaires conséquentes. (mai 2004 # 36)

16 | CONSIDÉRANT que les membres du Comité administratif sont d'avis que la journée de réflexion doit s'adresser également au contenu de la Formation permanente et non seulement à l'organisation des cours ou au financement;

CONSIDÉRANT qu'il est demandé au directeur du Service de la formation permanente de préparer un nouveau document qui devrait traiter également du contenu et des nouvelles technologies de formation;

De CONFIRMER que cette journée de réflexion sur les orientations futures des activités de la formation permanente se tiendra le 17 septembre 2004, à Montréal. (mai 2004 # 37)

17 | CONSIDÉRANT les deux projets de requête pour jugement déclaratoire qu'entend présenter la Chambre des notaires concernant les perquisitions et saisies du ministère du Revenu dans les cabinets de professionnels visant les procureurs généraux du Canada et du Québec;

D'APPUYER les projets de requête pour jugement déclaratoire présentés par la Chambre des notaires et d'intervenir de la façon la plus appropriée pour faire valoir les points de droit soulevés. (mai 2004 # 42)

18 | D'AUTORISER Mme Pierrette Brisson, présidente du Comité des organismes accréditeurs en médiation familiale (COAMF), à signer une Convention de subvention avec le ministère de la Justice relativement à la réalisation du projet intitulé : *Expérimentation du protocole d'évaluation des stratégies du couple lors de conflits en médiation familiale*. (mai 2004 # 47.2)

19 | De DÉSIGNER Me J. Nelson Landry à la vice-présidence canadienne de l'Union internationale des avocats (UIA) pour une période de trois ans. (mai 2004 # 48)

20 | De MANDATER le Service de recherche et de législation afin de préparer des amendements au *Règlement sur la comptabilité et les comptes en fidéicommis des avocats* en regard du *Règlement sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* tout en s'inspirant des réglementations des Barreaux provinciaux déjà adoptées ou en voie d'adoption à cet égard. (mai 2004 # 63)

21 | D'APPROUVER la demande présentée par le Fonds d'assurance responsabilité du Barreau du Québec d'accepter de défrayer, pour la gestion des réclamations émanant de la résolution 66 du 27 juin 2003 ayant mis sur pied un régime d'autoprotection, des frais de 50 000 $ annuellement à partir de l'exercice 2004-2005. (juin 2004 # 78.1.1)

22 | D'APPROUVER l'octroi d'une subvention de 2 000 $ afin d'aider à la réalisation du projet-pilote du Comité sur la médiation du Barreau de Saint-François, laquelle somme sera prise à même le poste « Outil et support aux membres » du Service du marketing et des communications. (juin 2004 # 78.1.2)

23 | D'APPROUVER une dépense de 1 000 $ afin de permettre au Comité sur les communautés culturelles de tenir une journée entière portant sur les grandes orientations du Comité, laquelle somme sera prise à même le poste « Comités » du Service de recherche et législation. (juin 2004 # 78.1.3)

24 | De FAIRE DROIT à la demande de subvention provenant de la Conférence des juristes d'expression française des provinces et territoires de *common law* de l'Association du Barreau canadien jusqu'à un maximum de 550 $ pour permettre la tenue de la réception qui aura lieu le lundi 16 août à l'Hôtel Delta de Winnipeg. La contribution du Barreau devant être répartie en part égale avec trois autres organisations, ladite somme devant être prise à même la provision annuelle pour l'Association du Barreau canadien. (juin 2004 # 78.1.4)

25 | CONSIDÉRANT que l'École du Barreau et le Bureau du syndic occupent actuellement des espaces loués dans l'édifice situé au 76, rue Saint-Paul, à Québec;

D'APPROUVER le renouvellement du bail pour les espaces loués à l'édifice situé au 76, rue Saint-Paul, à Québec, selon les termes mentionnés par la maison Staubach, Léonard, McKeague inc. dans son rapport daté du 14 juin 2004. (juin 2004 # 78.1.5)

26 | QUE l'organisme Juriportail inc. bénéficie de la même protection que toutes les entités désignées dans la résolution 66, adoptée par le Comité administratif le 27 juin 2003 sous réserve que ledit organisme fasse parvenir une résolution de renonciation à ses recours conformément à ladite résolution 66, au plus tard le 15 juillet 2004. (juin 2004 # 79.2)

27 | D'APPROUVER une augmentation des frais exigés lors du dépôt d'une requête en appel devant le Comité des requêtes pour passer de 100 $ à 300 $ (plus les taxes applicables). (juin 2004 # 84)

28 CONSIDÉRANT que Me Louis Belleau (Montréal) a, depuis de nombreuses années, contribué de façon considérable au développement de l'Ordre et de la profession en regard plus particulièrement de plusieurs dossiers directement reliés à la défense de principes fondamentaux pour l'exercice de la profession, dont le secret professionnel;

De SOUMETTRE la candidature de Me Louis Belleau comme récipiendaire du Mérite du Conseil interprofessionnel du Québec pour l'année 2004. (juin 2004 # 90)

29 CONSIDÉRANT le jugement rendu par l'honorable Raoul P. Barbe, j.c.s. concernant les actes qui sont du ressort exclusif de l'avocat, daté du 1er mars 2004;

CONSIDÉRANT la demande d'intervention présentée au Barreau du Québec par Me Suzanne Guèvremont dans l'affaire *Francisco Guerreiro* c. *Christine Harvey* devant la Régie du logement concernant les actes qui sont du ressort exclusif des avocats;

D'APPROUVER l'intervention du Barreau dans cette affaire et de mandater Me Louis Masson, de Québec, à cette fin.

30 De RETENIR les services de M. Claude Soucy pour agir comme directeur du Service des ressources humaines du Barreau du Québec. (août 2004 # 98.2)

31 1. Que, de façon générale, les Comités relevant du Service de recherche et de législation (SRL) adoptent, dans leurs analyses et la rédaction de rapports, l'approche d'intervention dite « conceptuelle » pour souligner les problèmes majeurs de la législation, défendre des principes et proposer des solutions praticables et que, de façon exceptionnelle et sur avis du directeur du SRL, ces comités pourraient adopter une approche plus technique ou spécialisée lorsqu'ils jugent que les enjeux concernés le justifient.

2. Que l'allocation des ressources au SRL tienne compte de la dualité du Barreau du Québec comme ordre professionnel (législation et droit professionnel — exercice de la profession et champs de pratique) et comme institution sociale (surveillance générale de la législation, réforme du droit et administration de la justice).

3. Qu'environ 50 % des activités du SRL soient consacrées à chacune de ces dimensions du Barreau du Québec.

4. Que les décisions d'opportunité d'interventions législatives relèvent du bâtonnier, et du Comité administratif lorsque le temps le permet, sur avis du SRL.

5. Que le bâtonnier et le SRL utilisent principalement les critères d'intervention suivants pour décider de l'opportunité d'intervenir ou non, ces critères étant placés par ordre de priorité, sauf exception :
   - l'atteinte aux droits fondamentaux prévus aux chartes;
   - l'atteinte au partage des pouvoirs législatifs prévus à la constitution;
   - l'atteinte à l'accessibilité à la justice;
   - l'atteinte à l'indépendance judiciaire;
   - l'atteinte au principe d'équité procédurale;
   - l'atteinte à la crédibilité et à l'intégrité du processus judiciaire (ex. : législation rétroactive applicable aux causes pendantes);

- l'atteinte aux champs de pratique de nos membres ou aux conditions d'exercice de la profession;
- l'atteinte à l'équilibre nécessaire entre l'exécutif et le législatif, qui se traduit par une trop grande discrétion accordée aux fonctionnaires avec les risques importants d'arbitraire que cela comporte ou par un trop grand pouvoir de réglementation qui rend la loi vide de son contenu et qui échappe au contrôle et aux débats à l'Assemblée nationale;
- une législation entraînant des difficultés importantes dans l'administration de la justice, notamment en ce qui concerne les délais, l'accessibilité ou le traitement des rapports d'experts;
- l'absence ou l'insuffisance de consultation avant l'adoption d'une loi ou d'un règlement qui ont de graves impacts sur les droits et obligations des citoyens;
- l'incohérence d'une législation par rapport à un régime juridique général, ce qui entraîne une plus grande complexité et l'inégalité entre les droits et obligations des citoyens, ainsi que des litiges inutiles;
- une législation inefficace pour la réalisation de l'intention du législateur ou une loi susceptible de faire naître des litiges inutiles à cause de l'imprécision ou des difficultés d'application ou d'interprétation de ses dispositions.

6. Que toute demande ou tout mandat provenant de l'extérieur du Barreau et impliquant l'utilisation importante de ressources au SRL soit soumis au directeur général pour décision quant à l'opportunité d'y donner suite et quant à la priorité à y accorder.

7. Que les mandats internes d'opinions juridiques ou de rédaction législative ou réglementaire concernant le droit professionnel soient traités en priorité dans le respect de la dualité reconnue à la recommandation 1.

8. Que des alliances stratégiques soient développées en matière de surveillance de la législation et de réforme du droit avec divers organismes, dont les centres de recherche des universités, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, le Protecteur du citoyen et la Commission des services juridiques.

9. Que les mandats adressés au SRL soient acheminés, par écrit, au directeur du Service, qui en assure la distribution et le suivi. (août 2004 # 101)

32 | De MANDATER le Service de recherche et législation pour obtenir un rapport sur les avantages et les inconvénients de la création des catégories d'avocats et ou de cotisations. (août 2004 # 102)

33 | CONSIDÉRANT que le Comité administratif du Barreau du Québec a adopté le 27 juin 2003 la résolution 66, mettant sur pied un régime d'autoprotection à l'égard de ses administrateurs, dirigeants, employés et représentants;

CONSIDÉRANT l'opinion juridique préparée par Me Jean K. Samson et Me Jean Fortier, en date du 8 juin 2004, recommandant de modifier cette résolution pour faire en sorte qu'elle soit sans effet dans les cas où un contrat d'assurance couvre les mêmes objets;

CONSIDÉRANT que, dans les faits, certaines entités affiliées dûment nommées dans ladite résolution et certains comités desdites entités bénéficient pour les mêmes objets d'une couverture d'assurance et qu'il y a lieu d'éviter toute confusion ou tout problème juridique à cet égard;

De MODIFIER la résolution 66, adoptée par le Comité administratif du Barreau du Québec le 27 juin 2003, à l'effet qu'elle ne couvre en aucun temps quelque objet que ce soit faisant déjà l'objet d'une police d'assurance responsabilité. (août 2004 # 109)

34 De MANDATER le directeur général pour soumettre, à la prochaine séance du Comité administratif, un projet de plan de révision des processus administratifs et des systèmes d'information jugés prioritaires incluant notamment la méthodologie préconisée, les ressources nécessaires, les coûts afférents et un échéancier de réalisation. (août 2004 # 111)

35 CONSIDÉRANT que le Comité organisateur du Congrès du Barreau du Québec, pour l'année 2005, recommande de présenter une nouvelle demande de licence de tirage auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux;

D'APPROUVER la recommandation du Comité organisateur du Congrès du Barreau 2005 et d'autoriser le bâtonnier du Québec ou le directeur général à présenter une demande de licence de tirage auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux dans les termes et modalités usuels et à signer tout document pour donner effet à la présente résolution. (août 2003 # 119.1)

36 CONSIDÉRANT qu'un Comité *ad hoc* sur les frais du Barreau de Montréal a produit un rapport en date du 7 mai 2004;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'étudier les recommandations de ce rapport pour établir la position du Barreau du Québec;

De MANDATER le Comité du Barreau sur le *Code de procédure civile* pour étudier le rapport et faire ses recommandations au Comité administratif le plus rapidement possible;

De MANDATER le Service des communications et le *Journal du Barreau* de faire un article dans un prochain numéro sur le rapport; et

De PORTER le dossier à l'ordre du jour de l'assemblée des membres du Conseil général du 30 septembre à Val-d'Or pour information seulement et de viser comme objectif le Conseil général de décembre pour décision. (août 2004 # 122)

37 De MANDATER le bâtonnier Pierre Gagnon pour présenter un dossier en faveur de l'intervention de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada dans diverses affaires portées en appel à la Cour suprême du Canada concernant la rémunération des juges lors du vote qui aura lieu le 11 septembre 2004. (août 2004 # 124.2.1)

38 D'AUTORISER le renouvellement du Régime d'assurance collective du Barreau du Québec, employeur — employés, contrat numéro 95211, pour la période du 1er octobre 2004 au 30 septembre 2005. (septembre 2004 # 131.1.1)

39 D'AUTORISER le renouvellement de l'entente sur les comptes en fidéicommis entre le Barreau du Québec et la Banque Laurentienne pour une période de trois ans. (septembre 2004 # 131.1.2)

40 | D'AUTORISER le renouvellement de l'entente sur les comptes en fidéicommis entre le Barreau du Québec et la Fédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec pour une période de trois ans. (septembre 2004 # 131.1.3)

41 | D'APPROUVER l'augmentation du tarif alloué au kilomètre pour l'utilisation de la voiture personnelle à 37 cents à partir toutefois du 1er avril 2005, soit au début de l'année financière du Barreau du Québec. (septembre 2004 # 131.1.5)

42 | D'APPROUVER la demande du CAIJ pour l'obtention de 38 volumes du Congrès 2004, selon les imputations comptables appropriées, et d'ajouter l'envoi de 38 CD ayant le même contenu afin de faciliter le virage technologique. (septembre 2004 # 131.1.6)

43 | De NE PAS DÉSAVOUER les modifications adoptées par l'Assemblée générale annuelle des membres du Barreau de Québec, tenue le 6 mai 2004, au *Règlement* général de la Section. (septembre 2004 # 139)

44 | De NE PAS DÉSAVOUER les modifications adoptées par l'Assemblée générale annuelle des membres du Barreau de l'Abitibi-Témiscamingue, tenue le 23 avril 2004, au *Règlement* général de la Section. (septembre 2004 # 140)

45 | D'APPROUVER l'entente de principe et de renouveler la convention collective de travail entre le Syndicat des employées et employés professionnels et de bureau, Section locale 57 (SIEPB) CTC-FTQ et le Barreau du Québec selon les termes et conditions mentionnés dans l'entente de principe du 2 septembre 2004. (septembre 2004 # 141)

46 | D'APPROUVER le projet de politique sur le harcèlement en situation de travail. (septembre 2004 # 142)

47 | D'APPROUVER le protocole d'entente entre le Barreau du Haut-Canada (Ontario) et le Barreau du Québec concernant la mobilité des avocats entre le Barreau du Haut-Canada et le Barreau du Québec. (septembre 2004 # 143)

48 | CONSIDÉRANT que le Programme d'assistance parentale **en tant que nouveaux parents** a été adopté le 20 juin 1991, par le Conseil général, avec un effet rétroactif au 1er avril 1991;

CONSIDÉRANT que le Programme d'assistance parentale en tant que nouveaux parents a fait l'objet de certains commentaires par les membres au fil des années;

CONSIDÉRANT que le nouveau Programme d'assistance parentale pour les membres du Barreau **travailleurs autonomes** entrera en vigueur le 1er janvier 2005;

CONSIDÉRANT qu'il est opportun de modifier le Programme d'assistance parentale **en tant que nouveaux parents** afin de circonscrire les nouvelles modalités d'application de ce programme qui entreront en vigueur le 1er janvier 2005;

D'APPROUVER les modifications au programme d'assistance parentale **en tant que nouveaux parents**. (septembre 2004 # 144)

49 D'ENTÉRINER l'application de l'article 14 du *Règlement* à l'effet d'imposer des frais additionnels de 125 $ à l'avocat pour tout rapport tardif des inscriptions dans les registres à partir du 1er janvier 2005 et d'en informer au préalable les membres du Barreau. (septembre 2004 # 147)

50 CONSIDÉRANT la recommandation du Comité sur la médiation du Barreau du Québec adoptée le 25 août 2004;

D'ENTÉRINER ladite résolution et en conséquence : « De DEMANDER au gouvernement du Québec de ne pas réduire le nombre de sessions de médiation en matière familiale dont les honoraires sont assumés par l'État et d'examiner d'autres avenues pour le public. » (septembre 2004 # 152)

51 CONSIDÉRANT que, depuis de nombreuses années, la question de la gouvernance au Barreau du Québec a été soulevée à plusieurs reprises;

CONSIDÉRANT que la gouvernance au Barreau du Québec n'a pas fait l'objet d'un examen approfondi depuis plusieurs décennies;

CONSIDÉRANT que des changements importants ont depuis été apportés dans les modèles organisationnels et dans la société en général;

CONSIDÉRANT qu'il est opportun d'examiner en détail la question de la gouvernance au Barreau du Québec à la lumière de la structure actuelle et des réalités nouvelles;

De MANDATER Me Claude Béland pour agir à titre de conseiller auprès du Comité administratif du Barreau du Québec afin d'analyser et faire rapport au Comité administratif sur les aspects suivants :

- assurer un meilleur partage des responsabilités en faisant notamment une distinction entre le ou les responsables de la direction (mission, planification, objectifs, priorités, contrôle et représentation);
- assurer une meilleure surveillance de la mission, une continuité de la planification, des objectifs et des priorités;
- assurer une meilleure continuité dans le contrôle;
- assurer une continuité et une expertise efficace tant au plan de la direction qu'au plan de l'exploitation;
- assurer une présence affirmée, tant à l'interne qu'à l'externe, du porte-parole et du représentant du Barreau du Québec. (septembre 2004 # 165.4)

52 D'AUTORISER la demande présentée par le Comité de procédure civile à l'effet de tenir un sondage sur les expertises sur la base d'une portée élargie incluant les Tribunaux administratifs et d'autoriser un budget supplémentaire de 16 500 $ pour la réalisation de ce sondage. (octobre 2004 # 187.1)

53 CONSIDÉRANT que la mise sur pied du Comité des organismes accréditeurs en matière familiale (COAMF) remonte à 1994;

CONSIDÉRANT qu'après dix ans, il est opportun d'analyser l'état et l'avenir de la pratique de la médiation familiale et du COAMF;

De MANDATER le Service de recherche et de législation afin de mettre en commun les expertises des membres du Comité sur le droit de la famille et du Comité sur la médiation afin d'évaluer l'expérience de ces dix dernières années en matière de médiation familiale et faire rapport au Comité administratif avec réflexions et recommandations qu'ils estiment appropriées. (octobre 2004 # 189)

54 De FÉLICITER M. le bâtonnier Luc Chamberland de Québec pour sa nomination au poste de directeur du contentieux du ministère de la Justice du Québec. (novembre 2004 # 198.2)

55 D'APPROUVER, en principe, le projet de révision des processus administratifs tel que soumis, sous réserve de prendre une décision finale quant au budget additionnel rendu nécessaire pour sa réalisation. (novembre 2004 # 202)

56 CONSIDÉRANT que le projet-pilote de la Maison de Justice à Québec n'a pas donné de résultats concluants;

CONSIDÉRANT que les services de consultation juridique à la population sont déjà offerts par le Service de référence du Barreau de Québec;

CONSIDÉRANT le manque de collaboration et de transparence de la part des autres intervenants dans le dossier de la Maison de Justice de Québec, et ce, depuis le début du projet;

QUE le Barreau du Québec se retire complètement du projet-pilote de la Maison de Justice et que toute mention du Barreau du Québec à titre de partenaire du projet soit retirée de la documentation de la Maison de Justice de Québec. (novembre 2004 # 203)

57 D'APPROUVER le paiement de 30 400 $ à Me Caroline Champagne pour les travaux effectués dans le cadre de la faisabilité et de la réalisation d'une école de sténographie. (décembre 2004 # 227.1.1)

58 D'APPROUVER la demande de la Fondation du Barreau du Québec à l'effet d'acquitter la facture du *Journal du Barreau* pour publiciser l'activité-bénéfice de la Fondation du Barreau à Montréal et à Québec, le tout pour une somme d'un maximum de 1 600 $. (décembre 2004 # 227.1.5)

59 D'APPROUVER une subvention de 1 500 $ afin d'aider à la réalisation de la Conférence internationale sur les droits des gais, lesbiennes et « transgenres », somme devant être prise à même le budget de l'exercice 2005-2006. (décembre 2004 # 227.1.6)

60 D'APPROUVER le renouvellement de l'entente de services informatique et téléphonique entre le Barreau du Québec et le Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec jusqu'au 31 décembre 2009, selon les mêmes termes et conditions. (décembre 2004 # 227.1.7)

61 De RENOUVELER le bail avec le locataire de la Maison du Barreau « Le Café Avocado », selon le projet de lettre d'entente datée du 25 novembre 2004, pour les cinq prochaines années au taux de 17,50 $ le pied carré; et

D'AUTORISER le directeur général du Barreau du Québec, Me Jacques Houle, à signer tout document pour donner pleinement effet à ce renouvellement. (décembre 2004 # 227.1.11)

62 CONSIDÉRANT la demande présentée par Mme Isabelle Lavoie, directrice du Service du marketing et des communications à l'effet d'augmenter les tarifs de décembre 2004 du *Journal du Barreau*;

D'APPROUVER telles quelles les recommandations contenues dans la note de Mme Lavoie du 3 décembre 2004 et, en conséquence :

- Pour les annonceurs externes, les nouveaux tarifs de base seront de 2,50 $ la ligne agate au lieu de 2,25 $;
- Il y aura augmentation de 11 % du tarif des annonceurs externes dont les contrats arrivent à échéance;
- En regard des encarts et des insertions, le prix de base à tous les annonceurs sera uniformisé à 90 $ le mille;
- En regard des annonceurs internes, services et organismes affiliés au Barreau, il n'y aura aucune augmentation des tarifs de base, qui sont de 1,35 $ la ligne agate. (décembre 2004 # 227.1.12)

63 D'APPROUVER le projet-pilote de restructuration de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada tel que préconisé dans le rapport daté du 19 octobre 2004; et

D'APPROUVER une augmentation de la cotisation payable à la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada de 2,50 $ par membre à partir de l'exercice 2005-2006, portant ainsi la cotisation à 13,00 $ par membre annuellement, et ce, pour chacune des trois prochaines années, afin de permettre la réalisation du projet-pilote de restructuration tel que préconisé dans ledit rapport. (décembre 2004 # 227.2)

64 CONSIDÉRANT l'importance que nous voulons accorder à la formation permanente et que la problématique soulevée justifie une analyse en profondeur en vue d'améliorer la compétence de nos membres pour une plus grande protection du public;

De CRÉER un Groupe de travail à cet effet et d'en désigner les membres. (décembre 2004 # 231)

65 De MANDATER le Comité sur la planification de la retraite, avec la collaboration du Service de recherche et législation, afin de compléter le rapport du comité à la lumière des éléments ci-haut mentionnés et plus particulièrement quant aux critères d'éligibilité et aux limitations qui seraient associées à une telle catégorie d'avocats retraités; et

De MANDATER le directeur du Service des finances afin de réaliser une étude des impacts financiers advenant la création éventuelle d'une catégorie d'avocats retraités sur la base de différents scénarios (membres de 55 ans et plus, 60 ans et plus, et 65 ans et plus), et ce, à la lumière des données démographiques du Tableau de l'Ordre et de projections futures. (décembre 2004 # 234.2)

66 CONSIDÉRANT que la Chambre des notaires vient d'informer le Barreau du Québec à l'effet qu'elle entendait présenter une requête pour jugement déclaratoire concernant les perquisitions et saisies de l'Agence du revenu du Canada dans les cabinets de professionnels visant le procureur général du Canada;

D'AUTORISER l'intervention du Barreau du Québec afin de soutenir la requête en jugement déclaratoire présentée par la Chambre des notaires visant le procureur général du Canada dans le cadre du dossier ci-haut; et

De MANDATER Me Giuseppe Battista à cette fin. (janvier 2005 # 265)

67 CONSIDÉRANT que le rapport final de l'Enquête socioéconomique auprès des membres (version 2003) a été déposé et présenté aux membres du Conseil général lors de l'assemblée tenue le 10 décembre 2004;

D'APPROUVER l'envoi du rapport à tous les directeurs de service ainsi qu'à tous les directeurs généraux des organismes affiliés;

De FAIRE PARVENIR aux comités suivants ledit rapport pour examen et commentaire :

- Comité sur le développement de la profession
- Table de concertation des jeunes avocats et avocates
- Comité sur les femmes dans la profession
- Comité consultatif sur la formation permanente
- Comité sur la justice administrative
- Comité sur les communautés culturelles
- Comité sur la médiation
- Comité de l'inspection professionnelle
- Groupe de travail sur les observatoires;

De DIFFUSER, par la voie du *Journal du Barreau*, les faits saillants du rapport au bénéfice de tous les membres;

De MANDATER le Comité administratif d'effectuer, à la lumière tous les commentaires reçus et avec la collaboration du SMC, le suivi de ce rapport final. (janvier 2005 # 269)

68 D'APPROUVER la politique du Barreau du Québec en matière de relations avec les médias et les Règles internes quant à l'application de la politique, en date du 4 janvier 2005, avec corrections. (janvier 2005 # 270.1)

69 D'APPROUVER la nouvelle identité visuelle du Barreau du Québec sous réserve de l'approbation des budgets afférents et de l'échéancier de réalisation. (février 2005 # 286)

70 D'ENTÉRINER la recommandation du Comité sur le développement de la profession à l'effet de créer un sous-comité de travail dudit Comité sur le développement de la profession, dont les membres seront nommés ultérieurement. (février 2005 # 297)

71 CONSIDÉRANT que le rapport final de l'enquête socioéconomique auprès des membres (version 2003) a été déposé et présenté aux membres du Conseil général lors de l'assemblée tenue le 10 décembre 2004;

De MANDATER le Comité sur les femmes dans la profession pour identifier les professionnels qui auraient comme mandat d'examiner les enjeux reliés à la féminisation de la profession, notamment les raisons pouvant expliquer les écarts salariaux, et ce, à la lumière des données rendues dans le rapport; et

De PROPOSER une méthodologie, un estimé des coûts et un échéancier en vue de réaliser ce mandat et de faire rapport au Comité administratif. (février 2005 # 298)

72 CONSIDÉRANT la demande d'appui formulée par les attachés judiciaires du palais de justice de Montréal dans leur demande de reclassement dans la catégorie d'emploi avocats/notaires du gouvernement du Québec;

CONSIDÉRANT que la description d'emploi des attachés judiciaires telle que soumise révèle que les actes posés sont du ressort exclusif de l'avocat;

CONSIDÉRANT les appuis précédents donnés par le Barreau du Québec à d'autres groupes, dont les agents de recherche en droit fiscal et les agents de planification socioéconomique;

D'APPUYER la demande de reclassement dans la catégorie d'emploi avocats/notaires du gouvernement du Québec les attachés judiciaires du palais de justice de Montréal. (février 2005 # 302)

73 D'APPROUVER la création d'un « Comité des sages » en regard de la question de la gouvernance; et

D'en DÉSIGNER à la présidence M. le bâtonnier Denis Mondor et de reporter la formation de ce comité à une prochaine séance. (février 2005 # 309)

74 CONSIDÉRANT que l'organisme Éducaloi célèbrera son 5e anniversaire d'existence le 15 mars prochain à Montréal;

CONSIDÉRANT que plus de 300 personnes des milieux de la justice, des affaires et du monde associatif célèbreront les réussites d'Éducaloi et souligneront, par leur présence, l'importance qu'elles accordent à sa mission;

CONSIDÉRANT que l'organisme Éducaloi sollicite le Barreau du Québec comme commanditaire de cette soirée;

D'AUTORISER une participation financière de 5 000 $, qui permettra au Barreau du Québec de bénéficier d'une visibilité très grande et soulignera l'appui de notre ordre professionnel aux activités de vulgarisation et d'information juridique. (février 2005 # 310.2)

75 D'APPROUVER l'augmentation du nombre de membres du Comité de révision du Barreau du Québec de 15 à 18. (février 2005 # 310.3.1)

76 De DÉSIGNER Me Marie-Claire Kirkland comme récipiendaire de la Médaille du Barreau du Québec 2005. (mars 2005 # 342.1.1)

77 De DÉSIGNER à titre de récipiendaires du Mérite du Barreau 2005 les quatre personnes suivantes :

- Me Louis Belleau (Montréal)
- Me Robert P. Gagnon (Québec)
- L'honorable Richard Wagner, j.c.s. (Montréal)
- Me Alban Garon (Hull) (mars 2005 # 342.1.2)

78 De DÉSIGNER à titre de récipiendaire du Mérite Christine-Tourigny 2005 l'honorable France Thibault, j.c.a. (Québec). (mars 2005 # 342.1.3)

# 10 LE TABLEAU de l'Ordre et les permis d'exercice

En plus d'offrir à la population en général un service d'information relatif aux renseignements apparaissant au Tableau de l'Ordre durant les heures normales d'ouverture, le Barreau du Québec met à la disposition de sa clientèle un service de réponse automatisé afin de réduire au minimum le temps d'attente et de permettre une réponse 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

LES PERMIS D'EXERCICE AU 31 MARS 2005

| Sections | Codes | Avocats | | Conseillers en loi | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Abitibi-Témiscamingue | 01 | 75 | 76 | | |
| Arthabaska | 02 | 136 | 73 | | |
| Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 03 | 143 | 101 | | |
| Bedford | 04 | 109 | 76 | | |
| Hull | 05 | 659 | 616 | 3 | |
| Laurentides – Lanaudière | 06 | 446 | 360 | | |
| Montréal | 07 | 6 439 | 5 078 | 6 | 2 |
| Québec | 08 | 1 871 | 1 417 | 4 | 1 |
| Richelieu | 09 | 291 | 239 | | |
| Saint-François | 10 | 244 | 200 | | |
| Saguenay – Lac-Saint-Jean | 11 | 196 | 126 | | |
| Mauricie | 12 | 161 | 99 | | |
| Côte-Nord | 13 | 64 | 42 | | |
| Longueuil | 14 | 454 | 464 | 8 | 1 |
| Laval | 15 | 353 | 266 | | |
| **Total** | | **11 641** | **9 233** | **21** | **4** |

*Il est à noter que cent sept (107) avocats sont inscrits dans plus d'une section.*

Au cours de l'année 2004-2005, il y a eu sept cent quarante-cinq (745) nouvelles inscriptions au Tableau de l'Ordre, et dix-sept (17) avocats ont été radiés pour défaut de paiement des cotisations. Depuis le dernier exercice, le nombre total d'avocats inscrits au Tableau de l'Ordre est passé de vingt mille trois cent quatre-vingt-quatre (20 384) à vingt mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf (20 899) au 31 mars 2005. De ce nombre, soixante-dix-neuf pourcent (79 %) sont de sexe masculin.

### *Autorisations spéciales d'exercer*

Au cours de l'année, cent vingt-huit (128) demandes d'autorisation spéciale pour personnes exerçant hors du Québec ont été accordées; cent (100) de ces autorisations provenaient d'avocats inscrits au Barreau de l'Ontario, une (1) de la Colombie-Britannique, quatre (4) du Nouveau-Brunswick, deux (2) du Manitoba, vingt (20) de la Saskatchewan et une (1) des États-Unis.

# 11 LES COTISATIONS annuelles 2004-2005

## BARREAU DU QUÉBEC

| | |
|---|---|
| Première année | 184,00 $ |
| Deuxième année | 442,00 $ |
| Troisième année | 531,00 $ |
| Quatrième année et plus | 633,00 $ |

## FONDS D'INDEMNISATION DU BARREAU DU QUÉBEC

| | |
|---|---|
| Première année et plus | 25,00 $ |

## PROGRAMME D'AIDE AUX MEMBRES DU BARREAU (PAMBA)

| | |
|---|---|
| Première année et plus | 10,00 $ |

**Note :** Les avocats inscrits au Tableau de l'Ordre depuis 45 ans et plus ne paient aucune cotisation.
Un abonnement de 15,00 $ au *Journal du Barreau* est compris dans la cotisation annuelle.
La cotisation annuelle au Barreau du Québec est payable au plus tard le 1er avril de chaque exercice financier.

## CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE (CAIJ)

| | |
|---|---|
| Première année | 90,00 $ |
| Deuxième année | 210,00 $ |
| Troisième année | 255,00 $ |
| Quatrième année et plus | 300,00 $ |

**Note :** Les avocats inscrits au Tableau de l'Ordre depuis 45 ans et plus ne paient aucune cotisation.

## PROGRAMME D'ASSISTANCE PARENTALE POUR LES TRAVAILLEURS AUTONOMES (APTA)

| | |
|---|---|
| Première année et plus | 30,00$ |

## OFFICE DES PROFESSIONS

| | |
|---|---|
| Première année et plus | 23,30 $ |

| BARREAUX DE SECTION | | |
|---|---|---|
| Abitibi-Témiscamingue | | 110,00 $ |
| Arthabaska | | 125,00 $ |
| Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | | 102,00 $ |
| Bedford | Quatre premières années | 90,00 $ |
| | Cinquième année et plus | 95,00 $ |
| Côte-Nord | | 192,54 $ |
| Hull | Première année | 60,84$ |
| | Deuxième année et plus | 105,00 $ |
| Laurentides – Lanaudière | | 108,12$ |
| Laval | Première et deuxième années | 75,00$ |
| | Troisième année et plus | 125,00 $ |
| Longueuil | Première année | 75,00 $ |
| | Deuxième année | 85,00 $ |
| | Troisième année | 105,00 $ |
| | Quatrième année et plus | 155,00 $ |
| Mauricie | Première année | 85,00$ |
| | Deuxième année et plus | 140,00 $ |
| Montréal | Première année | 55,00 $ |
| | Deuxième année | 70,00 $ |
| | Troisième année | 80,00 $ |
| | Quatrième année et plus | 115,00 $ |
| Québec | Première année | 85,00 $ |
| | Deuxième et troisième années | 110,00 $ |
| | Quatrième année et plus | 150,00 $ |
| Richelieu | Première année | 100,00 $ |
| | Deuxième année et plus | 140,00 $ |
| Saguenay – Lac-Saint-Jean | | 140,00 $ |
| Saint-François | | 150,00 $ |

**Note :** Le Barreau du Québec perçoit la cotisation pour les Barreaux de section au même moment que sa propre cotisation et en fait la remise aux sections.

La cotisation aux sections comprend 30,00 $ à l'Association des avocats et avocates de province, sauf pour les sections de Montréal et de Québec.

# 12 LE BUREAU du syndic

| | |
|---|---|
| Demandes d'enquête | 1 382 |
| Plaintes portées devant le Comité de discipline | 126 |
| Demandes de conciliation reçues | 822 |
| Dossiers réglés à l'étape de la conciliation | 502 |
| Dossiers référés à l'arbitrage | 234 |
| | |
| Appels d'information reçus | 32 454 |
| Dossiers d'information | 618 |
| Interventions diverses | 144 |
| Réinscriptions sous les articles 65, 70, 74 et 122 L.B. | 118 |
| Article 55.1 | 20 |
| Perquisitions | 15 |
| Prises de possession | 40 |

# 13 LES COMITÉS statutaires

## 13.1 Le Comité de discipline

### FORMATION

C.G. 03/06/67

### LES MEMBRES

***Président nommé par le gouvernement après consultation du Barreau***

Me Réjean Blais

***Présidents suppléants désignés par le gouvernement après consultation du Barreau***

***Depuis le 3 décembre 2003 - mandat de trois ans***

Me Delpha Bélanger

Mme la bâtonnière France Bergeron

Me Jean-Jacques Gagnon

Me Jean-Guy Gilbert

Me Jacques Lamoureux

Me Jean-Guy Légaré

Me Pierre Linteau

Me Jean Pâquet

Me François Samson

***Membres désignés par le Conseil général***

**MONTRÉAL**

Me Gérald Apostolatos

Me Jean-Pierre Arsenault

Me Pierre Audet

Me François Barette

Me Pierre Barsalou

Me Guylène Beaugé

Me Nathalie Bédard

Me J. L. Marc Boivin

Me Pierre Bourque, c.r.

Me Pierre Boyer

Me Alain Breault

Me Jean-Yves Brière

Me Christiane Brizard

Me William Brock

Me Marc Charbonneau

Me Denyse Charest
Me Maurice Cloutier
Me Michèle Cohen
Me Roger Coulombe
Me Sidney Cutler, c.r.
Me Lewis M. Cytrynbaum
Me Jean-Claude Danis
Me Jean-Pierre Dépelteau
Me Luc Deshaies
Me Marie Deslauriers
Me Martin Desrosiers
Me Donald Devine
Me José P. Dorais
Me Harold Gagnon
Me Benoît Gendron
Me Luc R. Gervais
Me Nicole Gibeau
Me Theodore Goloff
Me Michael Peter Goodhue
Me David H. Linetsky
Me Yves Hamel
Me Michael-John Hanlon
Me Guylaine Henri
Me Patrick C. Henry
Me Gérald F. Kandestin
Me Steven B. Katkin
Me Nicole Laflamme-Robinson
Me Marc Laperrière
Me Marie-Michelle Lavigne
Me Guylaine LeBrun
Me Pierre Lecavalier
Me Noé Leclerc
Me Hélène Leduc
Me Jean-François Lehoux
Me Zavie Lévine
Me Michael D. Levinson
Me Irwin I. Liebman
Me Sylvain Lussier
Me Joel Mercier
Me Donald Michelin
Me Benoît Monette

Me Claude Nadeau
Me Howard Nemeroff
Me Mark J. Paci
Me Étienne Panet-Raymond
Me Mark G. Peacock
Me Jean-Luc Pétrin
Me Mireille Pinard
Me Sylvie Poirier
Me Gilbert Poliquin
Me Claude Provencher
Me Ronald R. Blumer
Me Isabelle Roy
Me André Royer
Me Paul Ryan
Me Guy Saint-Aubin
Me Pierre Salois
Me Chantal Sauriol
Me Denis Sauvé
Me Roger P. Simard
Me Christian M. Tremblay
Me Jean Tremblay
Me Martine L. Tremblay
Me Danielle Turcotte
Me Erick Vanchestein
Me Paul Veillette
Me Julie Veilleux
Me Dominique Vézina
Me Stéphane William Miron
Me David H. Wood
Me John Georges Wurtele

**QUÉBEC**

Me Michel Beaupré
Me Christian Boulet
Me Reynald Brochu, c.r.
Me Marie-Josée Brodeur
Me Michelle Carignan
Me Jacques Casgrain
Me Pierre Daignault
Me Claire Delisle
Me Luc Dignard

Me Jean-Marc Dufour
Me Marie-Paule Gagnon
Me Pierre Giroux
Me André Jacques
Me Geneviève Lapointe
Me Pierre Lapointe, démission le 7 décembre 2004
Me Jean-Guy Lebel
Me Jean-H. Lemire
Me Serge Létourneau
Me Denis Matte
Me Johanne Mc Neil
Me Suzanne Ouellet
Me Henri Renault
Me Michel Roberge
Me Guy G. Roy
Me Hughes Roy
Me Jean-Guy Roy
Me Benoît Trotier

## AUTRES RÉGIONS

Me Nathalie Aubry
Me Hubert Besnier
Me Denis Luc Blouin
Me Paul Charlebois
Me Grégoire Dostie
Me Paul Dunnigan
Me Michel Isabelle
Me Jacinthe L. Mercier
Me Paul LeBoutillier
Me Louis Marquis
Me Rose-Marie Millar
Me Hélène Ouellet
Me Guy G. Pinsonnault
Me Jocelyn Rancourt, c.r.
Me Reine-Marie Roy
Me Louis Savoie
Me Nicole Soucy
Me Roland Veilleux

***Secrétaire désignée par le Conseil général***

Me Annie Chapados (depuis le 1er novembre 2001)

## LE NOMBRE DE SÉANCES

Deux cent treize (213)

## LE RAPPORT

Le Comité de discipline est constitué en vertu de l'article 116 du *Code des professions* et est saisi de toute plainte formulée contre un avocat pour une infraction aux dispositions du *Code des professions,* de la *Loi sur le Barreau* ou d'un règlement encadrant l'exercice de la profession. Durant l'année 2004–2005, le Comité de discipline a été saisi de sept (7) requêtes en radiation provisoire, a rejeté vingt et une (21) plaintes disciplinaires et a vu trente-neuf (39) de ses décisions portées en appel devant le Tribunal des professions, dont une (1) faisant l'objet d'une requête en révision judiciaire à la Cour supérieure. Pendant cette période, le Directeur général a transmis trente-quatre (34) avis de radiation, concernant vingt-neuf (29) avocats, à tous les membres de l'Ordre, par l'intermédiaire du *Journal du Barreau,* ainsi qu'aux directeurs des Services judiciaires de chaque palais de justice.

## LES PLAINTES DÉPOSÉES DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005

| Origine | Montréal | Québec | Région | Total |
|---|---|---|---|---|
| Syndic du Barreau du Québec | 85 | 14 | 27 | 126 |
| Syndic *ad hoc* à la suite de la révision (art. 123.3 C.P.) | 3 | 0 | 0 | 3 |
| Plaignant privé | 11 | 1 | 10 | 22 |
| **Total** | | | | **151** |

## LES SANCTIONS IMPOSÉES PAR CHEF D'ACCUSATION DU 1er AVRIL 2004 AU 31 MARS 2005

| | |
|---|---|
| Période de radiation de trois (3) mois et moins | 25 |
| Période de radiation de plus de trois (3) mois et de moins d'un (1) an | 23 |
| Période de radiation d'un (1) an à cinq (5) ans | 32 |
| Période de radiation de plus de cinq (5) ans et de moins de dix (10) ans | 116 |
| Période de radiation de plus de dix (10) ans | 0 |
| Radiation permanente | 0 |
| Suspension du permis d'exercice | 0 |
| Limitation du droit de pratique | 0 |
| Amende de 600 $ et moins | 31 |
| Amende de plus de 600 $ | 38 |
| Réprimande | 15 |
| Ordonnance de remboursement | 52 |

## 13.2 Le Comité de l'inspection professionnelle

### LE NOMBRE DE SÉANCES

Vingt-deux (22)

### LES MEMBRES DU COMITÉ

Me C.-François Couture, président jusqu'au 13 octobre 2004

Me Johanne Brodeur, présidente à compter du 21 octobre 2004

Me Michel Caron, jusqu'au 28 juin 2004

Me Pierre Lestage, jusqu'au 28 juin 2004

Me Errol Payne

Me Eva Petras

Me Diane Poirier

Me Gérard Soulière, à compter du 15 juin 2004

Me François Valin

Me François Vigeant, à compter du 15 juin 2004

Me Kenneth Zigby

Me William Dufort, secrétaire

### LES ENQUÊTEURS

Me Jean-Claude Demers

Me Paul Dionne

Me Christiane Filteau

Me Pierre A. Fournier

Me Robert W. Gasco

Me Denis Gingras

Me Elizabeth Greene

Me Gilles Jobin

Me Louis Huot

Me Denyse Langelier

Me Alain Laviolette

Me Louise Levesque

Me Yvan Moisan

Me Robert Monette

Me Jean Nadeau

Me Hubert Pépin

Me Francine R. Pharand

Me Michael Peter Polak

Me Benoit Roberge

Me Isabelle Roy

Me Jean-Claude Sarrazin

Me Isabel J. Schurman

Me Denise Synnott

Me Robert Truchon

Me Bernard Vachon

Me Guy Wells

## LES INSPECTEURS

Me Dominique Audet

Me Jean R. Barbès

Me Jean L. Beauchamp

Me Claude Blouin

Me Jacques Bouchard

Me Jean-Pierre Bousquet

Me Gilles Charpentier

Me François Doré

Me Monique Dupuis

Me Gaston Gauthier

Me Bernard Grenier, à compter du 15 juin 2004

Me Suzanne Guillet

Me Catherine La Rosa, à compter du 19 août 2004

Me Pierre Latulippe

Me Madeleine Lemieux, jusqu'en mai 2004

Me Jean-Michel Montbriand

Me Charles Morisset

Me Jocelyne Pépin

Me Claude Quidoz, jusqu'au 31 mars 2004

Me Denise Roy

Me Carole St-Jean

Me Gérald Soulière, jusqu'au 14 juin 2004

Me Jocelyne Tremblay

Me Serge D. Tremblay

Me Thierry Usclat

Le Comité de l'inspection professionnelle a tenu vingt-deux (22) réunions, dont dix (10) réunions régulières, une (1) réunion de remue-méninges et onze (11) réunions pour procéder à seize (16) auditions d'avocats ayant fait l'objet d'une enquête spéciale.

## LE PROGRAMME DE SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

Le Comité, dont le mandat est de surveiller l'exercice de la profession, utilise son *Guide d'autoévaluation* ainsi que ses programmes de visites d'inspection professionnelle régulières pour aider les avocats à offrir des services de la plus grande qualité possible à leurs clients. C'est ainsi que les cabinets visités ont pu bénéficier de recommandations visant à accroître leur efficacité.

Le Comité continue d'offrir sa procédure de démarrage de bureau d'avocat à tous les avocats qui en font la demande. Au cours du dernier exercice, ce service a offert, gratuitement, soixante-treize (73) rencontres. Le programme sera maintenu au cours du prochain exercice.

## LES ENQUÊTES SPÉCIALES

Il y a des avocats dont les difficultés nécessitent une intervention plus soutenue de la part du Comité de l'inspection professionnelle. Ainsi, sept (7) dossiers d'enquêtes spéciales étaient encore actifs au début de l'exercice 2004-2005, au cours duquel le comité a ordonné la tenue de dix (10) nouvelles enquêtes spéciales. Sept (7) dossiers ont connu leur dénouement, et les recommandations du Comité de l'inspection professionnelle ont été acheminées au Comité administratif comme l'exige le *Règlement sur la procédure du Comité d'inspection professionnelle des avocats*. Dix-sept (17) dossiers sont encore actifs à la fin de l'exercice.

Également, deux (2) dossiers d'enquêtes spéciales ont été transmis au Bureau du syndic pour enquête.

Les recommandations formulées par le Comité de l'inspection professionnelle comportent notamment : sept (7) ordonnances de stage de perfectionnement, dont trois (3) ordonnances avec pratique sous surveillance d'un maître de stage; trois (3) ordonnances avec limite totale du droit de pratique; et une (1) ordonnance avec limite partielle du droit de pratique. Trois (3) de ces dossiers se sont terminés par la démission du Tableau de l'Ordre de l'avocat concerné.

## LES AUTRES ACTIVITÉS

Le Comité de l'inspection professionnelle a procédé à la mise à jour des documents suivants :

1 Guide sur *L'exercice de la profession d'avocat avec d'autres: Quel contrat choisir? Quelles clauses prévoir?*, préparé par Me Michelle Thériault. Ce document est disponible sur le site Internet du Barreau du Québec.

2 *Liste de contrôle en matière de Droit de la famille*, accessible sur le site Internet du Barreau du Québec

3 *Guide d'autoévaluation*

Le Comité de l'inspection professionnelle a terminé la révision du *Règlement sur la procédure d'inspection professionnelle des avocats*. Le projet de règlement est actuellement étudié par le Service de recherche et législation et devrait être adopté par le Conseil général d'ici la fin de 2005.

Le Comité de l'inspection professionnelle a poursuivi la révision en profondeur de son processus d'évaluation de la compétence professionnelle des avocats, particulièrement en matière d'enquêtes spéciales. Il se dotera ainsi d'un processus plus efficace, plus précis, et dont la méthodologie répond à toutes les exigences de la docimologie moderne.

Le Comité de l'inspection professionnelle s'est également donné comme mission de venir en aide aux avocats plus âgés qui éprouvent, ou risquent d'éprouver d'ici quelques années, des difficultés dans leur pratique. Il a déposé son rapport au Comité administratif, qui en a entériné les conclusions au mois de février 2003. Un comité d'implantation a commencé ses travaux au mois de février 2004.

## 13.3 Le Comité d'accès à la profession

### FORMATION

1973

### LES MEMBRES

Me André Roy, président

Me Charles E. Bertrand

Me Yvan Biron

Me Jacques Casgrain

Me Johanne De Grand'Maison

Me Jean-François Jobin

Me Anne Lessard

Me Sabin Ouellet

Me Pierre Proulx

Me Julie Veilleux

Me Annie Chapados, secrétaire

### LE NOMBRE DE SÉANCES

Une (1) séance préparatoire

Deux (2) séances en conférence téléphonique

Soixante-trois (63) séances régulières

### LE RAPPORT

Le Comité d'accès à la profession est institué par l'article 45 de la *Loi sur le Barreau*. Ce comité étudie le dossier d'un candidat à la formation professionnelle, à l'évaluation et à l'inscription au Tableau de l'Ordre. Il doit examiner si le candidat possède les mœurs, la dignité, la compétence, les connaissances et les qualités requises pour exercer la profession, et se prononcer sur son admissibilité.

| | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|
| Nombre de candidats | 141 | 143 |
| Nombre de convocations | 76 | 63 |
| Candidats non admissibles | 12 | 5 |
| Candidats admissibles | 112 | 131 |
| Candidats admissibles sous conditions | 2 | 0 |
| Désistements | 13 | 7 |
| Enquêtes en cours | 2 | 2 |

## 13.4 Le Comité des équivalences

### LE MANDAT

Le Comité des équivalences a comme mandat de recevoir les candidats désireux de devenir membres du Barreau du Québec, mais ayant acquis une formation juridique à l'extérieur du Québec et du pays. En vertu du *Règlement sur les normes d'équivalence de diplôme et de formation du Barreau du Québec*, le Comité des équivalences a un pouvoir décisionnel depuis le 4 juillet 1996. Le Comité a tenu douze (12) réunions au cours desquelles il a reçu quatre-vingt-dix-huit (98) candidats pour une recommandation d'équivalence. Il y a eu mille quatre cent cinquante-trois (1 453) demandes de renseignements sur les procédures à suivre afin de devenir avocat au Québec. De ce nombre, cent cinquante (150) ont été suivies d'un envoi de documentation.

Ce même Comité est aussi responsable de la préparation et de la tenue des examens pour les avocats des autres provinces du Canada désireux de pratiquer au Québec. Pour l'année en cours, les examens ont eu lieu les 18, 20, 22 et 25 octobre 2004.

Il incombe également au sous-comité des équivalences de conseiller les anciens avocats qui désirent retourner à la pratique du droit après avoir quitté la profession pendant quelques années.

### LES MEMBRES

Me Odette Jobin-Laberge, présidente

Me Babak Barin

Me Jacques Bissonnette

Me Pierre Deschamps

Me Philippe Fortin

Me Pierre Nollet

Me Louise Hélène Richard

Me Pierre Thibault

Me Gretchen Timmins

Me Nathalie Vézina

Me Pierre Chagnon, secrétaire

Me Gilles Bachand, secrétaire

### LES MEMBRES SORTANTS

Me Marie-Ange Alcindor-Coulanges

Me Charles Belleau

Me Dominique Goubau

Me Pierre Gabriel Jobin

### LE NOMBRE DE SÉANCES

Douze (12)

## 13.5 Le Comité consultatif du Fonds d'études juridiques

### LES MEMBRES

M. le juge Jules Allard, j.c.s., président

M. Raoul Desmeules, représentant du public

M. le bâtonnier Luc Chamberland

M. le bâtonnier Denis Mondor

Me Serge R. Simard

Me Madeleine Lemieux, vice-présidente

M. le bâtonnier Bernard Synnott

Me Jacques Houle, secrétaire

### LE NOMBRE DE SÉANCES

Aucune

### LE RAPPORT

En vertu de la *Loi sur le Barreau*, le Fonds d'études juridiques (F.E.J.) doit promouvoir la réforme du droit, la formation professionnelle, la formation permanente, la recherche et l'information juridique ainsi que l'établissement et le maintien de bibliothèques de droit.

Malheureusement, depuis plusieurs années, les programmes de subventions et de bourses de perfectionnement ont été pratiquement annulés compte tenu de la baisse des revenus du Fonds d'études juridiques. Cela explique pourquoi le Comité consultatif du Fonds d'études juridiques, dont le mandat premier est d'examiner les demandes de subventions, ne s'est pas réuni cette année.

## 13.6 Le Comité de la formation des avocats

### FORMATION

C.G. 30/09/04

### LES MEMBRES

***Représentants du Barreau nommés par le Conseil général***

Me Jacques Lemay, président du Comité sur la formation des avocats

Me François Fontaine, président du Comité de la formation professionnelle

***Représentants des établissements d'enseignement universitaire nommés par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec***

Me Anne-Marie Boisvert, doyenne de la Faculté de droit de l'Université de Montréal

Me Pierre Lemieux, doyen de la Faculté de droit de l'Université Laval

***Représentant du ministère de l'Éducation nommé par le Ministre***

M. Jacques Ouellet, direction générale de l'enseignement et de la recherche

***Secrétaire du comité***

Me Lise Tremblay, directrice de l'École du Barreau du Québec

### LE NOMBRE DE SÉANCES

Deux (2)

### LE RAPPORT

Ce Comité a pour mandat notamment d'examiner, dans le respect des compétences de chacun, les questions relatives à la qualité de la formation des avocats. Il fait rapport au Conseil général du Barreau du Québec.

Dans le cadre de la réforme du programme de la formation professionnelle, le comité a siégé à deux (2) reprises pendant l'exercice 2004-2005 et a produit l'*Avis et rapport du Comité de la formation des avocats du 10 novembre 2004* auprès du Conseil général du Barreau, du ministre de l'Éducation, de la Conférence des recteurs et des principaux des université du Québec et du président de l'Office des professions.

## 13.7 Le Comité de la formation professionnelle

### FORMATION

C.G. 30/09/04

### LES MEMBRES

Me François Fontaine, président

Me Nicole Gibeau, vice-présidente

Me Jacques Beaudet

Me Joëlle Boisvert

Me Maurice Cloutier

Me Raymond Doray

Me Madeleine Lemieux

Me Errol Payne

Me Tamara Thermitus

***Autres participants***

Me Lise Tremblay

Me Josée Turcotte, secrétaire

### LE NOMBRE DE SÉANCES

Audition : deux (2)

Régulières : vingt-six (26)

### LE RAPPORT

Le Comité de la formation professionnelle est responsable de l'École. Il rend compte au Comité administratif et s'assure de la compétence des nouveaux membres du Barreau du Québec. Dans le respect de sa mission et des objectifs de l'École, il établit les politiques nécessaires et veille également à ce que les activités de formation professionnelle soient adéquatement évaluées. Il supervise le stage qui prépare le juriste à l'exercice de la profession et à l'accomplissement d'actes qui sont du ressort exclusif de l'avocat et du conseiller en loi (article 128, *Loi sur le Barreau*).

## 13.8 Le Comité des requêtes

### LE MANDAT

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le Comité administratif, le Comité des requêtes entend les demandes d'inscription ou de réinscription au Tableau de l'Ordre en vertu de l'article 70 de la *Loi sur le Barreau* lorsque des objections ont été formulées par les intervenants prévus dans la loi. Il entend également les demandes faites en vertu de l'article 122 de la *Loi sur le Barreau* visant à faire déclarer les requérants habilités à continuer l'exercice de la profession d'avocat, nonobstant leur état de faillite.

De plus, en vertu de l'article 48 de la *Loi sur le Barreau*, il entend les requêtes en appel des décisions du Comité de formation professionnelle, du Comité d'accès à la profession et du Comité des équivalences.

Par ailleurs, en vertu de l'article 55.1 du *Code des professions*, il a le pouvoir de radier, limiter ou suspendre le droit d'exercice d'un avocat qui a fait l'objet d'une décision d'un tribunal canadien ou étranger, celle-ci le déclarant coupable d'une infraction criminelle qui a un lien avec l'exercice de la profession, ou d'une décision disciplinaire rendue à l'intérieur ou à l'extérieur du Québec.

Cette année, le greffe du Comité des requêtes a ouvert au total cent vingt et un (121) dossiers et, de ce nombre, seulement vingt-trois (23) ont été déférés pour une séance auprès du Comité des requêtes.

### LES MEMBRES

***Présidents***

Me Charles Belleau

Me Jacques Bouchard

M. le bâtonnier Luc Chamberland

Me David Collier

Me Magali Fournier

Me Madeleine Lemieux

M. le bâtonnier Denis Mondor

Me Serge R. Simard

M. le bâtonnier Bernard Synnott

***Membres réguliers***

Me Johanne April

Me Luc Béliveau

Me Casper Bloom, c.r.

Me Bernard Boucher

Me Daniel Bourgeois

Me Raymond Clair

Me Christian Daneau

Me Jean Deaudelin (depuis le 30 septembre 2004)

Me Sylvie Devito

M. le bâtonnier Serge Francœur, c.r.

M. le bâtonnier André Gauthier

M. le bâtonnier Francis Gervais

M. le bâtonnier Guy Gilbert, c.r.

Me Catherine La Rosa

Me Alain Létourneau, c.r.

Me Michael D. Levinson

Me Claude Marchand

Me Pierre Mazurette, c.r.

Me Robert Parrot

Me Louise Poudrier-LeBel

Me André Reinhardt

Me Anne Robert-Payne

Me Claude Savoie

Me Martin F. Sheehan

Me Richard Wagner (jusqu'au 27 septembre 2004)

Me Annie Chapados, secrétaire

## LE NOMBRE DE SÉANCES

Quarante-sept (47)

## GREFFE DU COMITÉ DES REQUÊTES 2004-2005

| | |
|---|---|
| ***Requêtes en inscription*** – en vertu de l'article 67 L.B. | 3 |
| ***Requêtes en réinscription*** – en vertu de/des : | |
| article 65.3 L.B. | 13 |
| article 70 L.B. | 61 |
| articles 70 et 72 L.B. | 6 |
| article 70 (122.2) L.B. | 8 |
| article 74 L.B. | 9 |
| article 122 L.B. | 3 |
| ***Requêtes en appel (CFP, CE, CAP)*** – en vertu de l'article 48 L.B. | 6 CFP<br>3 CE<br>0 CAP |
| ***Déclaration de culpabilité criminelle et lien avec la profession*** – en vertu de l'article 55.1 C.P. | 9 |
| **Total des dossiers ouverts** | **121** |

## 13.9 Le Comité de révision des plaintes

### FORMATION

C.G. 27/10/94, 26/10/95, 07/03/96

### LES MEMBRES

Me Charles E Bertrand, président

Me Raymond Bérubé

Me André P. Casgrain

Me Jacques Chandonnet

Me Geneviève Cotnam

Me Gabriel Gaudet

Me Pierre Gourdeau

Me Claude Lemire

Me Normand Lord

Me Marie A. Pettigrew

M. Pierre Carrier (depuis le 24 février 2005)

M. Jean-Luc Henri (depuis le 30 septembre 2004)

M. Georges Koutchougoura

M. Benoit Lauzière

Mme Renée O'Dwyer (depuis le 24 février 2005)

Mme Jeannine Tellier-Cormier

Me Annie Chapados, secrétaire

### LE NOMBRE DE SÉANCES

Cent soixante et onze (171)

### LE RAPPORT

Le Comité de révision des plaintes est institué par l'article 123.3 du *Code des professions*. Ce comité a pour fonction de rendre un avis relativement à la décision du syndic ou d'un syndic adjoint de ne pas porter plainte.

| | 2003-2004 | 2004-2005 |
|---|---|---|
| Total des demandes de révision | 193 | 231 |
| Demandes de révision Montréal | 116 | 157 |
| Demandes de révision Québec | 77 | 74 |
| Avis rendus | 191 | 171 |
| Avis négatifs | 186 | 166 |
| Avis positifs | 3 | 3 |
| Compléments d'enquête | 1 | 0 |
| Désistements | 1 | 2 |
| Absence de juridiction | 0 | 0 |

## 13.10 L'arbitrage

| **L'arbitrage des comptes d'honoraires des avocats** | **2003-2004** | **2004-2005** |
|---|---|---|
| ***Demandes d'arbitrage*** | **214** | **240** |
| Montréal | 108 | 116 |
| Extérieur de Montréal | 106 | 124 |
| ***Auditions tenues*** | **134** | **230** |
| ***Dossiers fermés*** | **99*** | **232** |
| ***Sentences arbitrales*** | | |
| Comptes réduits | 35 | 102 |
| Comptes maintenus | 35 | 78 |
| Règlements intervenus | 20 | 31 |
| Remboursements aux clients | 4 | 11 |
| Désistements | 2 | 6 |
| Absences de juridiction | 3 | 4 |

** Chiffres révisés 2003-2004*

Voici un tableau relativement aux frais d'arbitrage.

| **Période du 01-04-04 au 01-04-05** | |
|---|---|
| Condamne demandeurs/avocats en parts égales | 21 |
| Sans frais | 61 |
| Condamne avocat aux frais | 45 |
| Condamne demandeur aux frais | 64 |

## 13.11 Le Comité d'accréditation en médiation civile et commerciale et aux petites créances

### FORMATION

C.A. 25/10/99

16/10/2003 - Modification : ajout de juridiction quant à la médiation relative à des petites créances

### LES MEMBRES

Me Paul Michaud

Me Denis F. Gauthier

Me Yves Tourangeau

Me Chantale Beaudin, secrétaire

Me Yves Tourangeau a remplacé Me Richard Mc Conomy

### LE NOMBRE DE SÉANCES

Quatre (4)

### LE RAPPORT

Ce service s'inscrit dans la continuité du projet-pilote de conciliation à la Cour supérieure dans le cadre duquel le Barreau avait déjà accrédité deux cent cinquante (250) médiateurs. Le rôle du Barreau, dans le cadre de ce service, est d'assurer la formation et l'accréditation des médiateurs, conformément aux conditions d'accréditation adoptées par le Conseil général le 18 juin 1999.

Depuis que la Cour supérieure s'est désengagée du Service de référence en juin 2001, le Barreau, dans le cadre de son Service de référence à la médiation en matières civile et commerciale, par l'intermédiaire de Me Chantale Beaudin, répond à toutes les demandes de renseignements du public et de la communauté juridique.

Au 31 mars 2005, il y a, au Barreau du Québec, six cent dix-sept (617) médiateurs accrédités. Depuis avril 2004, vingt-cinq (25) nouveaux médiateurs ont été accrédités, et vingt (20) anciens médiateurs ont été retirés de la liste pour diverses raisons.

## NOMBRE TOTAL DE MÉDIATEURS EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE/ BARREAUX DE SECTION

| Sections | Codes | 2004-2005 | 2003-2004 | |
|---|---|---|---|---|
| Abitibi-Témiscamingue | 01 | 9 | 9 | |
| Arthabaska | 02 | 10 | 10 | |
| Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 03 | 15 | 14 | +1 |
| Bedford | 04 | 18 | 16 | +2 |
| Hull | 05 | 28 | 29 | -1 |
| Laurentides – Lanaudière | 06 | 43 | 41 | +2 |
| Montréal | 07 | 252 | 248 | +4 |
| Québec | 08 | 89 | 86 | +3 |
| Richelieu | 09 | 22 | 23 | -1 |
| Saint-François | 10 | 29 | 29 | |
| Saguenay – Lac-Saint-Jean | 11 | 23 | 24 | -1 |
| Mauricie | 12 | 10 | 11 | -1 |
| Côte-Nord | 13 | 5 | 4 | +1 |
| Longueuil | 14 | 40 | 42 | -2 |
| Laval | 15 | 24 | 26 | -2 |
| **Total** | | 617 | 612 | **+5** |

Le 16 octobre 2003, le ministre de la Justice rendait public un règlement permettant la médiation à la Cour des petites créances. C'est au comité que revient la tâche de voir à l'accréditation des médiateurs aux petites créances.

Au 31 mars 2005, il y a deux cent quatre-vingt-seize (296) avocats inscrits sur les listes du ministre de la Justice à titre de médiateurs aux petites créances. Il y a eu trente-huit (38) nouvelles demandes d'accréditation durant cette période et sept (7) demandes de retrait de la part des médiateurs accrédités.

NOMBRE TOTAL DE MÉDIATEURS À LA MÉDIATION RELATIVE À DES PETITES CRÉANCES

| Sections | Codes | 2003-2004 |
|---|---|---|
| Abitibi-Témiscamingue | 01 | 5 |
| Arthabaska | 02 | 7 |
| Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 03 | 12 |
| Bedford | 04 | 6 |
| Hull | 05 | 8 |
| Laurentides – Lanaudière | 06 | 37 |
| Montréal | 07 | 94 |
| Québec | 08 | 34 |
| Richelieu | 09 | 21 |
| Saint-François | 10 | 13 |
| Saguenay – Lac-Saint-Jean | 11 | 9 |
| Mauricie | 12 | 4 |
| Côte-Nord | 13 | 3 |
| Longueuil | 14 | 24 |
| Laval | 15 | 19 |
| **Total** | | 296 |

## 13.12 Le Comité accréditeur en médiation familiale

### FORMATION

C.A. 29-03-94

### LES MEMBRES

Me Danielle Lambert

Me Violaine Belzile

Me Suzanne Clairmont

### LE NOMBRE DE SÉANCES

Sept (7)

## LE RAPPORT

À ce jour, il y a quatre cent quatre-vingt-trois (483) médiateurs accrédités en médiation familiale au Barreau du Québec, dont quatre cent vingt-quatre (424) détiennent une accréditation définitive, et cinquante-neuf (59), une accréditation sous conditions. Au cours du dernier exercice, quarante-deux (42) avocats ont reçu une accréditation en médiation familiale. En voici la répartition géographique :

| Sections | Codes | Accréditations définitives | Accréditations temporaires | Révocations |
|---|---|---|---|---|
| Abitibi-Témiscamingue | 01 | 1 | 0 | 0 |
| Arthabaska | 02 | 0 | 0 | 0 |
| Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine | 03 | 0 | 0 | 0 |
| Bedford | 04 | 0 | 2 | 0 |
| Hull | 05 | 2 | 2 | 0 |
| Laurentides – Lanaudière | 06 | 0 | 4 | 1 |
| Montréal | 07 | 7 | 8 | 4 |
| Québec | 08 | 3 | 3 | 0 |
| Richelieu | 09 | 3 | 3 | 1 |
| Saint-François | 10 | 0 | 1 | 1 |
| Saguenay – Lac-Saint-Jean | 11 | 1 | 0 | 0 |
| Mauricie | 12 | 0 | 0 | 1 |
| Côte-Nord | 13 | 0 | 0 | 0 |
| Longueuil | 14 | 1 | 1 | 2 |
| Laval | 15 | 0 | 0 | 0 |
| **Total** | | **18** | **24** | **10** |

Le Comité accréditeur a également traité douze (12) demandes de prolongation de délais.

## 13.13 Le Comité sur l'exercice illégal de la profession d'avocat

### FORMATION

C.A. 06/11/96-11/12/96-17/12/96

### LE NOMBRE DE SÉANCES

Six (6), par conférence téléphonique

### LES MEMBRES

Me Jules Berthelot, Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine
Me Jocelyn Geoffroy, Abitibi-Témiscamingue
Me Daniel Champagne, Laurentides – Lanaudière
Me Catherine Claveau, Québec
Me Jean-Claude Dubé, Laval
Me Paul Faribault, Saint-François
Me Vicky Lapierre, Côte-Nord
Me Régis Gaudreault, Saguenay – Lac-Saint-Jean
Me Gaston Gauthier, Longueuil
Me Denys P. Godin, Mauricie
Me Martine Noreau, Montréal
Me Thomas A. Lavin, Bedford
Me Mélanie Lenneville, Richelieu
Me Suzanne Paradis, Arthabaska
Me Francine R. Pharand, Hull
Me Dyane Perreault, secrétaire

### LE COMITÉ EXÉCUTIF

Me Gaston Gauthier, Longueuil
Me Suzanne Paradis, Arthabaska
Me Thomas A. Lavin, Bedford
Me Catherine Claveau, Québec
Me Martine Noreau, Montréal
Me Dyane Perreault, secrétaire

### LE RAPPORT

Nous poursuivons les efforts pour réprimer l'exercice illégal.

Le Barreau du Québec a reçu trente-neuf (39) signalements pour l'année 2004-2005. Quatre (4) plaintes sont toujours devant les tribunaux. Un total de trois (3) dossiers ont été traités par les sections, sans compter Montréal et Québec. Le Barreau du Québec a assuré un soutien technique là où l'étude de la plainte a été effectuée par le comité et un procureur en droit professionnel, dans le but d'émettre une opinion sur sa validité eu égard aux dispositions de la *Loi sur le Barreau*.

À la demande du Comité administratif, le Comité sur l'exercice illégal est intervenu dans un dossier de la Régie du logement afin de faire reconnaître que la préparation et la rédaction d'actes de procédure sont des actes réservés aux avocats. De plus, le comité poursuit son travail sur la requête pour jugement déclaratoire pour les agents d'opposition en droit fiscal.

## 13.14 Le Comité sur la sténographie

### FORMATION

20/12/01, par législation

### LE NOMBRE DE SÉANCES

Cinq (5)

### LES MEMBRES

Me Michel Isabelle

Me Pierre Boyer

Me Roger Vallières

M. André Boudreau

M. Claude Morin

Mme Lise Robitaille

### LE RAPPORT

Un projet de loi sur la sténographie a été adopté à l'Assemblée nationale le 20 décembre 2001 afin de créer un comité autonome à l'intérieur de la Loi sur le Barreau chargé de réglementer les sténographes à l'échelle du Québec. Ce comité est formé de trois sténographes de l'Association des sténographes officiels, de trois représentants du Barreau du Québec et d'un représentant du ministère de la Justice. Les sections locales du Barreau ont toujours juridiction en matière de réglementation des sténographes jusqu'à la mise en vigueur des dispositions de la Loi donnant juridiction au nouveau comité.

Le comité a rédigé un projet de Règlement sur les règles de fonctionnement du Comité sur la sténographie ainsi qu'un projet de Règlement sur la formation, le contrôle de la compétence, la délivrance d'une attestation et la discipline des sténographes, lesquels projets ont fait l'objet d'une prépublication dans la Gazette officielle.

Enfin, un programme d'attestation d'études collégiales en sténographie judiciaire a été transmis au ministère de l'Éducation aux fins d'agrément dudit programme. L'École de Sténographie judiciaire a été mise sur pied en février 2005.

Barreau du Québec

PARTIE | 3

# La direction générale et les services

# 14 LA DIRECTION GÉNÉRALE et les services

## 14.1 Rapport du Directeur général

L'année 2004-2005 aura été une année importante en vue de réaliser les objectifs du Plan stratégique triennal avec un horizon 2002-2005, adopté par le Conseil général en 2002.

Le Barreau du Québec a poursuivi — grâce à l'appui de ses directeurs de services et de sa cinquantaine de comités, où près de 800 membres agissent à titre de bénévoles — sa mission principale de protection du public, tout en maintenant et en accentuant son rôle d'intervenant clé dans le monde de la justice tant au Canada qu'au Québec.

Rappelons brièvement les objectifs identifiés dans ce plan stratégique :

1. Accroître l'efficacité des outils de gestion et d'intervention;
2. Implanter une culture d'innovation;
3. Réviser les processus de contrôle de la profession;
4. Réformer et consolider la formation tant professionnelle que permanente;
5. Développer les communications, de concert avec les clientèles;
6. Affirmer le *leadership* du Barreau dans un monde en changement.

## 14.2 Le Bureau du syndic

Le Bureau du syndic a accentué les efforts consacrés à la réduction tant du nombre de dossiers en traitement que de leur délai de traitement.

Bien que le nombre des demandes d'enquête soit demeuré relativement stable depuis quelques années, on a connu un accroissement du nombre des plaintes disciplinaires déposées contre des membres du Barreau. Les signalements relatifs à l'état de santé de certains avocats et les prises de possession de dossiers à la suite de décès, retraites ou radiations sont également en hausse.

Voulant agir aussi en amont, le Bureau du syndic a amorcé une réflexion sur la prévention des comportements déviants et a participé à la publication d'articles, dans le *Journal du Barreau*, portant sur l'éthique et la déontologie.

Il a également pris part aux travaux du comité chargé de la préparation d'un guide pratique sur l'exercice de la profession d'avocat en multidisciplinarité, de même que dans les travaux du comité sur le *Règlement sur le Fonds d'indemnisation du Barreau* et le *Règlement sur la comptabilité et les comptes en fidéicommis des avocats*.

## 14.3 Le Service des greffes

Le Service des greffes a connu une augmentation marquée de ses activités. Il importait au premier chef de continuer le virage des technologies de l'information : le greffe d'arbitrage des comptes d'avocats et le registre des dispositions testamentaires et des mandats bénéficient maintenant d'un système adéquat. Un registre des sociétés (spa-sencrl) a aussi été mis en place.

Le Service des greffes a poursuivi sa collaboration au projet de gestion électronique des documents (GED) avec le Service de gestion de la documentation. La numérisation des documents d'admission à l'exercice de la profession a été complétée, plus particulièrement en ce qui touche les greffes du Comité d'accès à la profession, du Comité des requêtes de même que du Tableau de l'Ordre.

Faisant face à des coûts grandissants, le Barreau du Québec a dû revoir sa politique de frais chargés pour accéder à certains services et instances, notamment d'inscription à divers registres et de réinscription à la profession. Cette politique a été établie après une étude comparative auprès des autres barreaux canadiens.

Et, pour la deuxième année consécutive, l'application rigoureuse de l'article 46 du *Code des professions* au moment du paiement de la cotisation annuelle a permis de récupérer l'intégralité des sommes dues à cet égard.

La révision des processus et le service à la clientèle ont aussi été au centre des préoccupations du service. Plusieurs initiatives ont été prises, par exemple, la publication d'articles dans le *Journal du Barreau*; la création d'un bottin destiné aux membres qui, siégeant au sein de comités, communiquent parfois par conférence téléphonique; la mise en chantier d'un cahier du décideur, etc.

Particulièrement appuyé par l'École du Barreau et par le Bureau du syndic, le Service des greffes, au cours des trois dernières années, a poursuivi son rôle de « locomotive » dans la révision des processus d'admission à la profession et de discipline.

Le Service a aussi contribué à la transformation du programme de formation professionnelle en fournissant son assistance au Comité des mesures transitoires de l'École du Barreau. Il a, de plus, revu le processus d'admission à l'exercice de la profession pour les aspects concernant l'École, le Comité d'accès à la profession, le Comité des requêtes et le Tableau de l'Ordre.

Quant à la formation permanente, le Service des greffes a collaboré à l'harmonisation du processus de reconnaissance des équivalences avec celui de l'École du Barreau.

Le Service a considérablement revu ses communications avec ses différentes clientèles, particulièrement avec le public, à qui les renseignements nominatifs publics et accessibles relatifs aux membres sont fournis.

Enfin, le Service des greffes a poursuivi ses activités de positionnement institutionnel du Barreau du Québec au sein du système professionnel. Il a ainsi maintenu des relations avec l'Office des professions du Québec, participant aux activités du Conseil interprofessionnel du Québec, prenant part au Forum des secrétaires de comités de discipline, siégeant à la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada et se joignant à un groupe de réflexion réunissant des organismes qui réalisent des activités disciplinaires hors du système professionnel québécois.

## 14.4 Le Service de l'inspection professionnelle

Le Service de l'inspection professionnelle a pour mandat d'administrer le programme de surveillance de la pratique de la profession élaboré par le Comité d'inspection professionnelle.

Quelques statistiques illustrent l'ampleur de la tâche à accomplir. Ainsi, au cours de la dernière année, le Service a fait parvenir à autant de membres du Barreau plus de 2 900 guides d'autoévaluation. L'analyse de ces guides a permis de formuler des recommandations aux avocats concernés, principalement en matière de gestion de bureau et de comptabilité.

Le Service a de plus organisé près de 800 visites d'inspecteurs à autant de cabinets. L'analyse des rapports de ces visites indique que, si près de 30 % des cabinets se conformaient à toutes les exigences du Comité d'inspection professionnelle (une augmentation d'environ 8 % sur l'année précédente), les autres se voyaient adresser des recommandations portant sur différents aspects de leur pratique, soit sur la gestion administrative (contrat de société, gestion interne et gestion des dossiers quant à leur contenu, leur teneur, leur identification, leur classement ainsi que leur mise à jour), la comptabilité, le budget et les états financiers, ainsi que sur le niveau de connaissances, la capacité à élaborer et à compléter des mandats, la capacité à juger de ses limites, la présence aux

cours de formation permanente, le type de relations avec les clients, et l'application de diverses dispositions (clauses de conventions d'honoraires, taux d'intérêt chargés).

Le Service de l'inspection professionnelle reçoit quotidiennement de nombreuses demandes d'information concernant divers aspects de l'exercice du droit, particulièrement en matière de comptabilité. Afin d'y répondre, il a mis au point des modèles électroniques de carte client et de formule de conciliation bancaire, rendus disponibles sur le site Web du Barreau du Québec.

Voulant agir aussi de façon préventive, le Service organise chaque année une journée de formation à l'intention de sa vingtaine d'inspecteurs, portant sur des sujets d'actualité, dont les récents développements en informatique.

Le Service de l'inspection professionnelle est responsable du secrétariat du Comité de l'inspection professionnelle, dont le mandat est de surveiller l'exercice de la profession. Voulant aider les avocats à offrir des services de la plus grande qualité possible à leurs clients, il leur adresse des recommandations visant à accroître leur efficacité. Ainsi, il continue d'offrir sa procédure de démarrage de bureau d'avocats à l'intention des nouveaux arrivants dans la profession.

Le Comité intervient également auprès d'avocats dont les difficultés nécessitent une intervention plus soutenue. À la suite d'enquêtes spéciales, il formule alors des recommandations pouvant comporter notamment des ordonnances de stage de perfectionnement, parfois sous la surveillance d'un maître de stage, parfois avec limite totale ou partielle du droit de pratique.

Et, s'étant également donné comme mission de venir en aide aux avocats plus âgés qui éprouvent ou risquent d'éprouver, d'ici quelques années, des difficultés dans leur pratique, le Comité de l'inspection professionnelle a identifié un certain nombre d'avenues qu'un comité d'implantation a été chargé d'étudier.

## 14.5 Le Service de recherche et de législation

Le rôle et les fonctions du Service de recherche et de législation sont intimement liés à la nature particulière du Barreau du Québec. Le Barreau constitue un ordre professionnel dont la mission est la protection du public. Il réalise cette mission notamment en surveillant l'exercice de la profession d'avocat. Le Barreau constitue aussi une institution sociale dont la responsabilité consiste à défendre la règle de la primauté du droit dans une société libre et démocratique comme la nôtre. Les activités du Service reflètent ces deux volets.

Sous le volet institutionnel, le Service de recherche et de législation est appelé à exercer une surveillance générale de la législation. Il intervient notamment lorsque la loi porte atteinte aux droits fondamentaux ou à l'indépendance judiciaire. Il veille aussi à une saine administration de la justice par ses interventions en matière de procédure civile et pénale et par ses activités au sein de comités de liaison avec les tribunaux judiciaires et les tribunaux administratifs.

Par ailleurs, sous le volet « ordre professionnel », le Service de recherche et de législation est appelé à donner des opinions juridiques à l'interne sur le droit professionnel et à rédiger des projets de règlements ou des projets d'amendements à la *Loi sur le Barreau*. Il demeure à cet égard sensible aux conditions de pratique et au développement des champs d'exercices de la profession.

L'action du Service se situe dans le cadre des orientations stratégiques du Barreau du Québec : *positionner* l'institution en tant que chef de file du changement sociopolitique et économique, et *développer* des partenariats, avec, entre autres acteurs, les ministères et les milieux sociaux et économiques concernés par la justice et le droit.

Dans cette optique, le Service a continué d'être très actif au cours de l'année 2004-2005, particulièrement en soutien au cabinet du bâtonnier et à la Direction générale. Il a été au cœur d'interventions législatives, de diffusion

de renseignements juridiques et de préparation d'outils susceptibles d'aider les avocats du Québec dans leur pratique quotidienne.

Sur le plan de l'exercice de la profession, le dossier de la multidisciplinarité et de l'exercice de la profession en société par actions a continué de retenir l'attention du Service. Le *Règlement sur l'exercice de la profession d'avocat en société et en multidisciplinarité* et le *Règlement modifiant le Code de déontologie des avocats* sont entrés en vigueur en mai 2004. Le Service de recherche et de législation s'est beaucoup investi dans la rédaction et la présentation de ces textes réglementaires. Des articles ont été publiés dans le *Journal du Barreau*, un guide a été rendu disponible sur le site Web du Barreau pour informer les membres de ces nouveaux véhicules d'exercice de la profession, et les formulaires prescrits ont été élaborés.

Autre activité : le Service de recherche et de législation est à concevoir, avec des avocats externes, un guide de déontologie visant à permettre aux avocats de respecter leurs obligations déontologiques, plus particulièrement dans le cadre de l'exercice de la profession en société et en multidisciplinarité. Il participe aussi, avec d'autres ordres professionnels, à la préparation de protocoles d'ententes portant notamment sur l'indemnisation, l'arbitrage de comptes et l'assurance responsabilité professionnelle.

Plusieurs règlements du Barreau font actuellement l'objet d'une révision, notamment le *Règlement sur le fonds d'indemnisation du Barreau du Québec*, le *Règlement sur la procédure du Comité d'inspection professionnelle des avocats* et le *Règlement sur la comptabilité et les comptes en fidéicommis des avocats*. Ces dossiers seront travaillés de façon étroite avec l'Office des professions et le ministère de la Justice du Québec. Par ailleurs, la phase II de la Réforme de la déontologie des avocats sera relancée afin que la déontologie des membres du Barreau soit mieux adaptée aux valeurs de la société moderne.

Le Service de recherche et de législation a, encore cette année, été très présent dans le domaine des interventions législatives. Les avocats du Service ont produit 66 interventions législatives, principalement sous forme de lettres du bâtonnier adressées aux ministres responsables. Le Service a produit un mémoire sur l'accès aux professions réglementées par les personnes immigrantes, et deux mémoires portant sur l'avant-projet de loi sur le développement durable et sur les soins de santé en période de fin de vie sont en préparation.

De plus, les avocats du Service de recherche et de législation ont participé à trois commissions parlementaires à l'Assemblée nationale, et à deux commissions parlementaires à la Chambre des communes. Les interventions législatives ont notamment porté sur le projet de loi 57, *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*; le projet de loi 83, *Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives*; l'Avis du Conseil du statut de la femme, *Vers un nouveau contrat social pour l'égalité entre les femmes et les hommes*; le projet de loi C-13, *Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur l'identification par les empreintes génétiques et la Loi sur la défense nationale*; et le projet de loi C-10, *Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant d'autres lois en conséquence*.

Au cours de l'année, le Service a participé à plusieurs comités de liaison, notamment avec les Cours municipales, la Commission des lésions professionnelles, le Tribunal administratif du Québec et la Cour du Québec. Ces comités visent à identifier diverses problématiques d'administration de la justice et à examiner les solutions applicables.

Deux sous-comités, chapeautés par un comité parapluie multipartite — Barreau, Magistrature, ministère de la Justice du Québec, Chambre des notaires du Québec —, ont été constitués afin d'examiner la question des expertises ainsi que la question de la simplification du droit de la famille. Des amendements au *Code de procédure civile*, aux règles de pratique et au *Code criminel*, notamment, sont susceptibles d'être proposés.

## 14.6 Le Service de la formation permanente

Faisant siens les objectifs que poursuit le Barreau du Québec, le Service de la formation permanente a pu, grâce au renforcement de ses ressources humaines, poursuivre le virage des technologies de l'information.

S'arrimant à la révision du programme de formation professionnelle de l'École du Barreau, le Service a élaboré une formation spécifique en déontologie et éthique professionnelle. Il s'est aussi ouvert à des formations permettant le développement d'habiletés en gestion d'une pratique du droit.

Le Service de la formation permanente a maintenu et accru ses nombreux partenariats avec le milieu des affaires, les universités, divers ordres et associations professionnelles, certains ministères et organismes gouvernementaux. Il a continué à offrir ses cours, colloques et autres formations régulières au cours de l'année.

## 14.7 L'École du Barreau du Québec

Au cours de l'exercice 2004-2005, l'École du Barreau a poursuivi la finalisation et la mise en place de son nouveau programme de formation professionnelle.

Dans le cadre de ses travaux, l'École du Barreau a notamment mené de vastes consultations auprès de la communauté juridique, des universités et de la population étudiante. L'avis de nombreux experts a également été sollicité, notamment en mesures et évaluations, en pédagogie, en gestion opérationnelle, en communication et en télécommunications. Plusieurs comités ont travaillé rigoureusement et sans relâche pour mener à terme cette démarche et ainsi offrir un programme adapté aux besoins des étudiants et à ceux du marché juridique. Tous ces efforts ont permis l'adoption du nouveau *Règlement sur la formation professionnelle des avocats,* entré en vigueur le 7 avril 2005.

Les principales nouveautés du programme de formation professionnelle sont :

- Bâtir sur les connaissances acquises à l'université;
- Adopter, comme modèle pédagogique, l'approche par compétences;
- Privilégier des évaluations en mode continu;
- Prévoir une formation adaptée aux divers besoins des clientèles étudiantes par des cours préparatoires et des cours intensifs;
- Permettre à l'étudiant de connaître ses forces et faiblesses par l'évaluation diagnostique;
- Responsabiliser l'étudiant, un jeune professionnel en développement;
- Créer chez l'étudiant, dès son entrée à l'École du Barreau, un sentiment d'appartenance à l'Ordre professionnel.

Le nouveau programme veut permettre à l'étudiant de mettre en pratique ses apprentissages et de se préparer le mieux possible à faire face aux réalités du marché du travail. À cet effet, l'École du Barreau a réalisé, avec la firme CROP, un sondage auprès de plus de 1 080 répondants, avocats de moins de cinq ans de pratique, stagiaires et étudiants de l'École, afin de s'assurer que son programme réponde aux réalités pratiques du jeune avocat. Ce sondage a notamment permis de valider le contenu des cours.

Le nouveau programme propose une approche par compétences, une valeur ajoutée à la formation universitaire. Ainsi, en plus d'y inclure le développement du *savoir* (les connaissances), le programme misera sur le développement du *savoir-faire* (les habiletés intellectuelles) et du *savoir être* (les habiletés sociales). On insistera de plus sur l'éthique, la déontologie et la pratique professionnelle, garantes de la protection du public. Les compétences professionnelles propres à l'exercice de la profession d'avocat sont regroupées en quatre grandes catégories : adopter une conduite éthique et professionnelle; communiquer efficacement; établir un diagnostic; choisir, élaborer et appliquer la solution.

La mise en place du nouveau programme de formation professionnelle se fera dès la rentrée scolaire 2005-2006.

## 14.8 Le Service aux membres

Le Service aux membres assure le secrétariat de plusieurs comités : le Comité des avocats de la pratique privée, le Comité de surveillance de l'application du tarif d'aide juridique, le Comité de négociation du tarif de l'aide juridique, le Comité des avocats de l'administration publique et parapublique, le Comité des avocats de l'entreprise, le Comité sur l'exercice illégal de la profession, le Comité sur la médiation, le Comité sur le développement de la profession. Le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA) trouve aussi son secrétariat au Service, qui maintient en outre le lien entre le Barreau du Québec et plusieurs associations et regroupements d'avocats œuvrant dans différents champs de pratique, qu'il appuie dans leurs activités.

Le Service aux membres gère également les dossiers d'exercice illégal de la profession d'avocat.

Avec pour objectif d'aider le public à bénéficier des services d'avocats dans toutes les régions du Québec, le Service aux membres administre les services de garde des avocats de la défense, couvrant ainsi 19 régions. Grâce à une technologie de pointe, ces services sont offerts 24 heures sur 24, sept jours par semaine.

Le lien entre le Barreau et la Corporation de services du Barreau est assuré par le Service aux membres. C'est ainsi que le service d'aide à l'emploi de la Corporation a été développé et est maintenant disponible sur Internet et s'ajoute aux autres services d'achats collectifs de produits et services, d'assurances, de soins de santé, etc. Déjà bien connu des avocats qui y ont recours depuis 1984, ce programme fera l'objet d'une campagne de publicité auprès des employeurs à l'automne 2005. Le service d'aide à l'emploi est offert gratuitement aux membres du Barreau; il comprend des services de consultation, d'entretien, d'aide et de rédaction de *curriculum vitæ* avec la discrétion la plus totale.

## 14.9 Le Service de la gestion de l'information

Avec pour but d'accroître l'efficacité des outils de gestion et d'intervention du Barreau du Québec, le Service de la gestion de l'information a complété une première phase d'implantation du Projet GED (Gestion électronique des documents), concrétisant ainsi l'aboutissement d'objectifs prévus dans les orientations stratégiques 2002-2005. Projet d'envergure basé sur une nouvelle orientation en matière de gestion documentaire, la GED prévoit effectuer une migration progressive d'une gestion de dossiers papier à une gestion de dossiers électroniques. Les activités réalisées :

- Implantation à l'École du Barreau pour le dossier électronique de l'étudiant ainsi que pour le dossier électronique du processus des demandes d'équivalences
- Implantation au Service des greffes et au Tableau de l'Ordre pour le dossier électronique du membre (admission, accès à la profession et première inscription), ainsi que pour le dossier électronique de plainte disciplinaire (en cours)
- Élaboration d'un plan de communication et de formation pour les employés du Barreau.

Il est à noter qu'au terme de cette première phase d'implantation, 51 postes de travail sont branchés au système de la GED, plus de 300 heures de formation ont été offertes, et 44 employés ont été formés.

Le Service de la gestion de l'information a poursuivi le développement du fonds documentaire électronique et la rationalisation des collections papier du Centre de documentation du Barreau du Québec.

## 14.10 Le Service des technologies de l'information

La poursuite des travaux de réalisation du Juriportail a été l'une des priorités du Service des technologies de l'information au cours de la dernière année.

En plus de contribuer quotidiennement à l'organisation du projet, l'équipe de développement informatique a travaillé à :

- L'élaboration des caractéristiques du Juriportail, avec l'aide d'un comité consultatif composé d'une dizaine d'avocats;
- La programmation dans les systèmes du Barreau du Québec d'un certain nombre d'éléments;
- La mise en place du système de publication sur Internet devant permettre aux partenaires, aux sections du Barreau et aux comités et associations de verser leur contenu dans le Juriportail;
- La mise en place du système de formulaire électronique devant permettre de mettre en ligne divers documents, comme le *Guide d'auto-évaluation* du Service de l'inspection professionnelle, le changement d'adresse, le paiement de la cotisation, etc.

Autre activité majeure du Service : le Barreau du Québec a lancé un projet de révision de ses processus d'affaires, incluant les mécanismes d'admission, de discipline, d'inspection professionnelle, etc. L'organisation de ce projet a été confiée au Service, qui en a réalisé plusieurs étapes, dont la rédaction des documents de présentation et la présentation elle-même aux instances décisionnelles, ainsi qu'auprès des directeurs de service.

Le Barreau du Québec ayant obtenu de faire conférer aux avocats l'accréditation d'agent de vérification d'identité pour certains registres électroniques du gouvernement du Québec, le Service des technologies de l'information a réalisé l'ensemble des activités techniques de ce dossier, notamment l'échange de renseignements avec les infrastructures gouvernementales et la formation qui sera donnée aux avocats souhaitant se prévaloir de ce titre.

Tout en réalisant ces projets majeurs, le Service a maintenu l'exploitation des systèmes informatiques et de télécommunications du Barreau du Québec, assurant la maintenance et l'évolution des logiciels actuellement en place.

## 14.11 Le Service des ressources humaines

Le Service des ressources humaines a pu consolider son rôle de soutien à l'ensemble des services du Barreau du Québec.

Il a ainsi assumé le rôle d'expert-conseil auprès des gestionnaires, d'accompagnateur *coach* auprès de la Direction générale et d'agent de changement au sein des divers projets stratégiques du Barreau.

Dans ce contexte, le Service des ressources humaines a privilégié certains axes de développement pour réaliser pleinement ses mandats.

Afin de contribuer au développement des ressources et de leur efficacité, des activités de formation ont été réalisées. De plus, les directions des services ont été sensibilisées au programme de planification et de développement de la main-d'œuvre.

Le projet de gestion électronique des documents (GED) a aussi mobilisé les efforts du Service, un plan de communication étant mené tant auprès des syndicats qu'auprès de l'ensemble du personnel.

Le Barreau du Québec s'étant fixé comme objectif de favoriser le passage d'une culture organisationnelle d'adaptation à une culture d'innovation, le Service a participé activement à ce changement en agissant sur la structure organisationnelle, la communication, etc., ainsi que sur les politiques de dotation de personnel et de qualité de service. Il a de plus œuvré au maintien d'un climat de travail sain en développant et en implantant une politique majeure sur le harcèlement en milieu de travail.

Par ses actions ciblées et ses interventions ponctuelles, suivant l'approche *coach*, tant auprès des gestionnaires qu'auprès des employés, le Service des ressources humaines a contribué à favoriser l'épanouissement et la responsabilisation de l'ensemble des employés du Barreau du Québec.

Enfin, il a procédé à la préparation et la négociation des conventions collectives, à l'actualisation continue des descriptions de fonctions, au diagnostic des ressources humaines de certaines directions, au développement d'outils de gestion, à la communication auprès des responsables syndicaux et au maintien de l'équité salariale.

## 14.12 Le Service du marketing et des communications

Le Service du marketing et des communications a pour mission la gestion stratégique et tactique de l'ensemble des activités de communications internes et externes du Barreau du Québec, ainsi que le maintien de la cohésion entre l'Ordre, ses sections et ses organismes affiliés.

Parmi les objectifs qu'il s'est fixés, on note celui de faire connaître les mécanismes de protection du public et de sauvegarder la réputation des avocats et de l'institution qu'est le Barreau. Le Service répond aux besoins de communications des autres services du Barreau, et pour les membres et la communauté juridique, il fait connaître l'ensemble des services offerts par le Barreau et cherche à développer leur sentiment d'appartenance. Il veut démontrer la qualité et l'efficacité des services du Barreau et affirmer son leadership comme agent de changement juridique, social, économique et politique.

Le Service du marketing et des communications privilégie comme activités les publications diverses du Barreau, la publicité, les relations de presse. Ainsi, au cours de la dernière année, il a développé une nouvelle identité visuelle pour le Barreau. Le Service a également planifié une campagne de publicité portant sur l'assurance juridique. Il est responsable de la publication du *Journal du Barreau*, qui, en 2004, soulignait ses 35 ans d'existence.

# 15 LES COMITÉS non statutaires (aviseurs) actifs du Barreau

Près de mille avocates et avocats participent de façon concrète et assidue aux divers comités du Barreau du Québec. En cela, ils s'associent clairement aux valeurs véhiculées par le Barreau en matière de leadership, de travail d'équipe et d'efficacité.

En effet, le Barreau étant un organisme d'avenir, il cherche à déceler, à aiguiller et à maîtriser le changement. Comme le Barreau est également un organisme collégial, il rayonne grâce aux avocates et avocats qui lui prêtent leur concours, leur talent, leur expertise et leur énergie.

Le Barreau puise des forces inestimables dans la qualité des nombreuses collaborations qu'il suscite. Les travaux de ses comités impressionnent tout autant par leur ampleur que par leur diversité.

## La liste des comités non statutaires (aviseurs)

1. Comité des finances
2. Comité des résolutions
3. Comité des sages
4. Comité sur la gouvernance du Barreau du Québec
5. Comité de la Revue du Barreau
6. Comité organisateur du Congrès
7. Comité sur l'examen du mérite du Barreau du Québec
8. Comité sur la médiation
9. Comité consultatif de la formation permanente
10. Comité des avocates et avocats de l'Administration publique et parapublique
11. Comité des avocates et des avocats de l'entreprise
12. Comité des avocats de la pratique privée
13. Comité de déontologie
14. Comité du fonds d'indemnisation
15. Comité sur la planification de la retraite
16. Comité sur les femmes dans la profession
17. Comité sur le développement de la profession
18. Groupe de travail sur le secret professionnel et la technologie
19. Comité sur les expertises
20. Comité Barreau du Québec/Cour du Québec
21. Comité bipartite Barreau du Québec/Cour supérieure du Québec
22. Comité bipartite (ministère de la Justice Canada/Barreau du Québec)
23. Comité de liaison Barreau du Québec/Commission des lésions professionnelles
24. Comité de liaison Barreau du Québec et Commission de protection du territoire agricole du Québec
25. Comité de liaison Barreau du Québec/Cours municipales
26. Comité de surveillance de l'entente sur l'aide juridique

27. Comité sur la Commission de la santé et sécurité au travail
28. Comité tripartite (Barreau, Justice, Magistrature)
29. Comité charger d'étudier le rapport du Comité d'expert sur la révision de la *Loi sur la protection de la jeunesse*
30. Comité consultatif en droit de l'immigration et de la citoyenneté
31. Comité d'intervention en cas d'urgences collectives
32. Comité en droit criminel
33. Comité en droit du travail
34. Comité sur l'assurance protection juridique
35. Comité sur la faillite et l'insolvabilité
36. Comité sur la justice administrative
37. Comité sur la législation et l'administration fiscales
38. Comité sur la procédure civile
39. Comité sur la représentation des enfants par avocat
40. Comité sur le droit de l'environnement
41. Comité sur le droit de la famille
42. Comité sur le droit des obligations et de la responsabilité civile
43. Comité sur le droit des personnes
44. Comité sur le droit des sûretés
45. Comité sur le droit en regard des peuples autochtones
46. Comité sur le droit municipal
47. Comité sur le régime d'indemnisation des personnes victimes d'actes criminels
48. Comité sur les communautés culturelles
49. Comité sur les droits de la personne
50. Comité sur les sociétés et les personnes morales
51. Comité sur les techniciens juridiques
52. Groupe de travail interne pour évaluer les besoins d'information du Barreau et l'opportunité et la faisabilité de créer des observatoires
53. Groupe de travail sur l'accès à l'information
54. Groupe de travail sur la Commission sur la libération conditionnelle
55. Groupe de travail sur la représentation par avocat devant les tribunaux administratifs
56. Groupe de travail sur le domaine du droit du transport

Barreau du Québec

# PARTIE | 4

# États financiers

# RAPPORT des vérificateurs

Aux membres du
Barreau du Québec

Nous avons vérifié le bilan cumulé et les bilans des fonds général, d'études juridiques, d'opérations de l'immeuble, du programme d'assistance parentale et d'indemnisation du Barreau du Québec au 31 mars 2005; l'état des revenus et dépenses cumulés; les états des revenus et dépenses, des surplus réservés et des surplus investis en immobilisations et déficit du fonds général; les états des revenus et dépenses, et des surplus réservés et surplus investis en immobilisations du fonds d'études juridiques; les états des revenus et dépenses, et des surplus investis en immobilisations et déficit du fonds d'opérations de l'immeuble; l'état des revenus et dépenses, et des surplus réservés du fonds du programme d'assistance parentale; l'état des revenus, dépenses et surplus réservés du fonds d'indemnisation; et l'état des flux de trésorerie cumulés de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Barreau du Québec. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Barreau du Québec au 31 mars 2005, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés

Montréal
Le 19 mai 2005

# FONDS général

## Revenus et dépenses de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| REVENUS | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Cotisations (note 3) | **12 289 365 $** | 10 835 352 $ |
| Vente de publicité – Journal du Barreau | **750 184** | 590 666 |
| Registre des testaments | **683 472** | 597 500 |
| Congrès | **347 284** | 336 766 |
| Intérêts sur l'effet à recevoir du fonds d'opérations de l'immeuble | **33 956** | 44 666 |
| Honoraires de gestion | **314 749** | 292 380 |
| Intérêts, dividendes et gain ou perte à la cession de placements | **267 630** | 267 910 |
| Intérêts sur avances à Juriportail inc. | **13 479** | |
| Contribution à la campagne de publicité | | 150 000 |
| Recouvrement d'amendes, de débours et d'indemnités | **135 891** | 106 371 |
| Comité des équivalences | **120 216** | 98 093 |
| Revenus d'inscription en société par action et en société en nom collectif à responsabilité limitée | **100 747** | |
| Revenus divers | **18 473** | 22 167 |
| **Total des revenus** | **15 075 446** | 13 341 871 |

| DÉPENSES | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Protection du public et contrôle de la profession | | |
| Recherche | **279 440 $** | 222 310 $ |
| Syndic | **5 058 294** | 4 350 251 |
| Inspection professionnelle | **803 422** | 747 510 |
| Greffes et registrariat | **1 293 022** | 1 350 677 |
| | **7 434 178** | 6 670 748 |
| Marketing et communications, et services aux membres | | |
| Marketing et communications | **857 164** | 1 774 596 |
| Journal du Barreau | **951 363** | 887 463 |
| Services aux membres et aux groupements d'avocats | **675 202** | 595 264 |
| | **2 483 729** | 3 257 323 |
| Autres dépenses | | |
| Congrès et affiliations | **659 535** | 567 883 |
| Conseils et comités | **599 960** | 639 808 |
| | **1 259 495** | 1 207 691 |
| Remboursements avocats parents | **128 162** | 90 620 |
| Frais généraux | | |
| Direction générale | **2 125 121** | 2 632 839 |
| Finances et ressources matérielles | **823 016** | 909 484 |
| Informatique | **818 953** | 894 103 |
| Ressources humaines | **227 815** | 266 100 |
| Gestion de l'information | **506 066** | 454 384 |
| | **4 500 971** | 5 156 910 |
| Moins : frais généraux répartis | **1 004 761** | 963 268 |
| | **3 496 210** | 4 193 642 |
| Total des dépenses avant provision pour éventualités | **14 801 774** | 15 420 024 |
| **Excédent (insuffisance) des revenus par rapport aux dépenses avant provision pour éventualités** | **273 672** | (2 078 153) |
| Provision pour éventualités (note 17) | **2 500 000** | |
| **Insuffisance des revenus par rapport aux dépenses** | **(2 226 328)** | (2 078 153) |

# FONDS général

## Surplus réservés de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| | Acquisitions d'immobilisations | Équilibre budgétaire de l'exercice subséquent | Réserve pour autoprotection des dirigeants (note 4) | Projet d'infrastructure à clé publique | Restructuration du Tableau de l'Ordre | 2005 Total | 2004 Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Solde au début | 362 590 $ | 311 530 $ | 261 000 $ | 200 000 $ | 50 000 $ | 1 185 120 $ | 2 421 550 $ |
| Virement du surplus libre | | | 461 000 | | | 461 000 | 1 135 120 |
| | 362 590 | 311 530 | 722 000 | 200 000 | 50 000 | 1 646 120 | 3 556 670 |
| Virement au surplus libre | 362 590 | 311 530 | 722 000 | 200 000 | 50 000 | 1 646 120 | 2 371 550 |
| Solde à la fin | – | – | – | – | – | – | 1 185 120 |

# FONDS général

## Surplus investis en immobilisations et déficit de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| | Investis en immobilisations | Libre (déficit) | 2005 Total | 2004 Total |
|---|---|---|---|---|
| Solde au début | 828 090 $ | 15 602 $ | 843 692 $ | 1 685 415 $ |
| Acquisitions de l'exercice | 267 618 | (267 618) | | |
| Virement des surplus réservés | | 1 646 120 | 1 646 120 | 2 371 550 |
| | 1 095 708 | 1 394 104 | 2 489 812 | 4 056 965 |
| Insuffisance des revenus par rapport aux dépenses | (327 816) | (1 898 512) | (2 226 328) | (2 078 153) |
| Virement aux surplus réservés | | (461 000) | (461 000) | (1 135 120) |
| Surplus (déficit) à la fin | 767 892 | (965 408) | (197 516) | 843 692 |

# FONDS général

## Bilan au 31 mars 2005

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| Actif à court terme | | |
| Encaisse | **386 817 $** | 291 498 $ |
| Débiteurs (note 5) | **462 487** | 291 364 |
| Avances à d'autres fonds, sans intérêt (note 6) | **256 257** | 48 285 |
| Frais payés d'avance | **120 503** | 140 480 |
| Portion à court terme des placements (note 7) | **7 721 135** | 6 242 128 |
| Portion à court terme de l'effet à recevoir | **213 911** | 209 028 |
| | **9 161 110** | 7 222 783 |
| Avances à Juriportail inc., taux préférentiel majoré de 0,5 %, encaissable au plus tard le 31 janvier 2008 | **298 000** | 298 000 |
| Avances au Fonds d'opérations de l'immeuble, sans intérêt | **137 153** | 137 153 |
| Placements (note 7) | **4 951 268** | 5 210 148 |
| Effet à recevoir du Fonds d'opérations de l'immeuble, 3,76 % (3,64 % en 2004), encaissable par versements mensuels, échéant en 2009, renouvelable annuellement | **695 077** | 908 988 |
| Immobilisations (note 8) | **767 892** | 828 090 |
| | **16 010 500** | 14 605 162 |
| **PASSIF** | | |
| Passif à court terme | | |
| Comptes fournisseurs et charges à payer | **2 305 379** | 2 451 393 |
| Provision pour vacances à payer | **591 423** | 540 231 |
| Cotisations à remettre aux barreaux de section | **998 078** | 897 764 |
| Cotisations à remettre au Centre d'accès à l'information juridique | **2 148 195** | 1 936 740 |
| Cotisations à remettre à l'Office des professions | **173 579** | 182 649 |
| Cotisations reportées | **5 215 370** | 4 357 112 |
| Honoraires à payer - Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA) | **82 940** | 75 875 |
| Dûs à d'autres fonds et entités, sans intérêt (note 9) | **435 657** | 243 436 |
| Charge de retraite à payer | **379 320** | |
| | **12 329 941** | 10 685 200 |
| Provision pour éventualités (note 17) | **2 500 000** | |
| Charge de retraite à payer | **1 378 075** | 1 891 150 |
| | **16 208 016** | 12 576 350 |
| **SURPLUS (DÉFICIT)** | | |
| Réservés | | 1 185 120 |
| Investis en immobilisations | **767 892** | 828 090 |
| Libre (déficit) | **(965 408)** | 15 602 |
| | **(197 516)** | 2 028 812 |
| | **16 010 500** | 14 605 162 |

# FONDS d'études juridiques

## Revenus et dépenses de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **REVENUS** | | |
| Intérêts sur les comptes en fidéicommis | 1 888 980 $ | 2 133 791 $ |
| Formation permanente | 1 184 443 | 1 015 745 |
| Annonces et abonnements | 11 210 | 11 363 |
| Intérêts, dividendes, et gain ou perte à la cession de placements | 94 740 | 97 522 |
| Subventions | | |
| Fondation du Barreau du Québec pour la réalisation de la bibliothèque virtuelle | 17 650 | |
| | 3 197 023 | 3 258 421 |
| **DÉPENSES** | | |
| Recherche | 629 170 | 653 689 |
| Formation permanente | 1 239 748 | 1 191 363 |
| Aide à la recherche | 46 974 | 47 592 |
| Information juridique | 425 886 | 293 113 |
| Centre d'accès à l'information juridique | 612 089 | 640 000 |
| Projets spéciaux | (25 954) | 113 495 |
| Frais généraux | 599 370 | 593 647 |
| | 3 527 283 | 3 532 899 |
| **Insuffisance des revenus par rapport aux dépenses** | (330 260) | (274 478) |

# FONDS d'études juridiques

## Surplus réservés et surplus investis en immobilisations de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| | Équilibre budgétaire de l'exercice subséquent | Réserve générale | Investis en immobilisations | 2005 Total | 2004 Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Solde au début | 903 690 $ | 546 116 $ | 196 840 $ | 1 646 646 $ | 1 871 124 $ |
| Acquisitions de l'exercice | | (397 788) | 397 788 | | |
| Contribution compensatoire du Fonds d'opérations de l'immeuble | | 50 000 | | 50 000 | 50 000 |
| Insuffisance des revenus par rapport aux dépenses | | (170 824) | (159 436)[a] | (330 260) | (274 478) |
| Virement | (213 795) | 213 795 | | | |
| Solde à la fin | 689 895 | 241 299 | 435 192 | 1 366 386 | 1 646 646 |

(a) Ce montant représente l'amortissement de l'exercice.

# FONDS d'études juridiques

## Bilan au 31 mars 2005

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| Actif à court terme | | |
| Encaisse | 107 957 $ | 67 938 $ |
| Débiteurs (note 10) | 119 558 | 106 322 |
| Frais payés d'avance | 1 000 | |
| Portion à court terme des placements (note 11) | 85 318 | 529 239 |
| | 313 833 | 703 499 |
| Avances – projet Éducaloi, sans intérêt | 150 000 | 150 000 |
| Placements (note 11) | 1 107 669 | 1 493 346 |
| Immobilisations (note 8) | 435 192 | 196 840 |
| | 2 006 694 | 2 543 685 |
| **PASSIF** | | |
| Passif à court terme | | |
| Comptes fournisseurs et charges à payer | 157 000 | 458 238 |
| Provision pour vacances à payer | 66 045 | 53 709 |
| Subvention perçue par anticipation de la Fondation du Barreau du Québec pour la réalisation de la bibliothèque virtuelle du Barreau du Québec et le projet d'éducation juridique (Éducaloi) (note 12) | | 17 650 |
| Revenus perçus par anticipation | 181 557 | 152 904 |
| Dûs à la Fondation du Barreau, sans intérêt | | 3 234 |
| Dûs au Fonds général, sans intérêt | 89 824 | 38 126 |
| Charge de retraite à payer | 48 134 | |
| | 542 560 | 723 861 |
| Charge de retraite à payer | 97 748 | 173 178 |
| | 640 308 | 897 039 |
| **SURPLUS** | | |
| Équilibre budgétaire de l'exercice subséquent | 689 895 | 903 690 |
| Réserve générale | 241 299 | 546 116 |
| Investis en immobilisations | 435 192 | 196 840 |
| | 1 366 386 | 1 646 646 |
| | 2 006 694 | 2 543 685 |

# FONDS d'opérations de l'immeuble

## Revenus et dépenses de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **REVENUS** | | |
| Fonds général | | |
| Loyer | 497 196 $ | 455 390 $ |
| Fonds d'études juridiques | | |
| Loyer | 83 232 | 80 244 |
| Fonds de formation professionnelle | | |
| Participation aux dépenses d'exploitation de l'immeuble | 388 068 | 336 204 |
| Location | 433 798 | 453 421 |
| Intérêts sur l'encaisse | 1 627 | 5 770 |
| Amortissement de l'apport reporté (note 13) | 16 425 | 16 425 |
| | 1 420 346 | 1 347 454 |
| **DÉPENSES** | | |
| Opérations | 1 348 515 | 1 271 747 |
| Intérêts sur l'effet à payer au fonds général | 33 956 | 44 666 |
| | 1 382 471 | 1 316 413 |
| **Excédent des revenus par rapport aux dépenses** | 37 875 | 31 041 |

# FONDS d'opérations de l'immeuble

## Surplus investis en immobilisations et déficit de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| | | | 2005 | 2004 |
|---|---|---|---|---|
| | Surplus investis en immobilisations | Déficit | Total | Total |
| Surplus (déficit) au début | 2 659 466 $ | (33 187) $ | 2 626 279 $ | 2 645 238 $ |
| Versements sur l'effet à payer au Fonds général | 209 028 | (209 028) | | |
| Contribution compensatoire au Fonds d'études juridiques | | (50 000) | (50 000) | (50 000) |
| Acquisitions de l'exercice | 216 202 | (216 202) | | |
| Utilisation de l'augmentation de l'effet à payer en 2004 pour les acquisitions de l'exercice | (199 302) | 199 302 | | |
| Excédent (insuffisance) des revenus par rapport aux dépenses | (222 540) [a] | 260 415 | 37 875 | 31 041 |
| Surplus (déficit) à la fin | 2 662 854 | (48 700) | 2 614 154 | 2 626 279 |

(a) Ce montant représente l'amortissement des immobilisations de l'exercice, déduction faite de l'amortissement de l'apport reporté.

# FONDS d'opérations de l'immeuble

## Bilan au 31 mars 2005

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| Actif à court terme | | |
| Encaisse | 24 585 $ | 193 169 $ |
| Loyers à recevoir | 32 073 | 18 399 |
| Avances au Fonds de formation professionnelle, sans intérêt | | 6 125 |
| Taxes payées par anticipation | 59 535 | 57 132 |
| | 116 193 | 274 825 |
| Immobilisations (note 8) | 4 021 013 | 4 043 776 |
| | 4 137 206 | 4 318 601 |
| **PASSIF** | | |
| Passif à court terme | | |
| Comptes fournisseurs et charges à payer | 67 975 | 106 975 |
| Dûs au Fonds général, sans intérêt | 96 918 | 1 735 |
| Portion à court terme de l'apport reporté | 16 425 | 16 425 |
| Versements sur l'effet à payer | 213 911 | 209 028 |
| | 395 229 | 334 163 |
| Dûs au Fonds général, sans intérêt | 137 153 | 137 153 |
| Apport reporté (note 13) | 295 593 | 312 018 |
| Effet à payer au Fonds général, 3,76 % (3,64 % en 2004), remboursable par versements mensuels, échéant en 2009, renouvelable annuellement | 695 077 | 908 988 |
| | 1 523 052 | 1 692 322 |
| **SURPLUS** | | |
| Surplus investis en immobilisations | 2 662 854 | 2 659 466 |
| Déficit | (48 700) | (33 187) |
| | 2 614 154 | 2 626 279 |
| | 4 137 206 | 4 318 601 |

# FONDS du programme d'assistance parentale

## Revenus, dépenses et surplus réservés de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **REVENUS** | | |
| Cotisations | 619 400 $ | $ |
| Intérêts, dividendes, et gain ou perte sur la cession de placements | 23 535 | |
| | 642 935 | – |
| **DÉPENSES** | | |
| Prestations versées | 8 934 | |
| Remboursements avocats parents | 3 015 | |
| Frais d'administration | 15 750 | |
| Frais généraux | 26 194 | |
| | 53 893 | – |
| Excédent des revenus par rapport aux dépenses et surplus réservés à la fin | 589 042 | – |

# Fonds du programme d'assistance parentale

## Bilan au 31 mars 2005

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| Actif à court terme | | |
| Encaisse | 3 066 $ | $ |
| Intérêts courus | 6 319 | |
| Avances au Fonds général, sans intérêt | 209 085 | |
| Portion à court terme des placements (note 14) | 46 845 | |
| | 265 315 | – |
| Placements (note 14) | 574 756 | |
| | 840 071 | – |
| **PASSIF** | | |
| Passif à court terme | | |
| Comptes fournisseurs et charges à payer | 32 704 | |
| Cotisations reportées | 218 325 | |
| | 251 029 | – |
| Surplus réservés | 589 042 | |
| | 840 071 | – |

# FONDS d'indemnisation

## Revenus, dépenses et surplus réservés de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **REVENUS** | | |
| Cotisations | 516 165 $ | 502 959 $ |
| Intérêts, dividendes, et gain ou perte à la cession de placements | 318 283 | 261 718 |
| Recouvrement d'indemnités | 61 585 | 5 |
| | 896 033 | 764 682 |
| **DÉPENSES** | | |
| Cotisations au Plan national d'indemnisation | | 40 748 |
| Indemnités | 1 460 858 | 318 536 |
| Remboursements avocats parents | 5 662 | 4 200 |
| Traitements et avantages sociaux | 28 249 | 25 493 |
| Honoraires juridiques | 1 110 | 5 322 |
| Frais de comité | 4 088 | 4 880 |
| Frais de bureau | 1 977 | 730 |
| Honoraires de vérification | 4 000 | 3 750 |
| Frais généraux provenant du Fonds général | 102 146 | 69 691 |
| | 1 608 090 | 473 350 |
| **Excédent (insuffisance) des revenus par rapport aux dépenses** | (712 057) | 291 332 |
| Surplus réservés au début | 3 125 708 | 2 834 376 |
| Surplus réservés à la fin | 2 413 651 | 3 125 708 |

# FONDS d'indemnisation

## Bilan au 31 mars 2005

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| Actif à court terme | | |
| Encaisse | **1 440 $** | 81 179 $ |
| Intérêts courus | **70 468** | 93 158 |
| Avances au Fonds général, sans intérêt | **165 578** | 191 891 |
| Portion à court terme des placements (note 15) | **441 610** | 1 302 957 |
| | **679 096** | 1 669 185 |
| Placements (note 15) | **5 426 723** | 3 836 769 |
| | **6 105 819** | 5 505 954 |
| **PASSIF** | | |
| Passif à court terme | | |
| Charges à payer | **31 238** | 33 049 |
| Cotisations au Plan national d'indemnisation à payer | **250 732** | 250 732 |
| Indemnités à payer | **236 282** | 45 417 |
| Provision pour indemnités (note 17) | **2 991 978** | 1 886 960 |
| Cotisations reportées | **181 938** | 164 088 |
| | **3 692 168** | 2 380 246 |
| **SURPLUS RÉSERVÉS** | | |
| | **2 413 651** | 3 125 708 |
| | **6 105 819** | 5 505 954 |

# Bilan cumulé au 31 mars 2005

| | Fonds général $ | Fonds d'études juridiques $ | Fonds d'opérations de l'immeuble $ | Fonds de programme d'assistance parentale $ | Éliminations $ | Sous-total $ | Fonds d'indemnisation $ | 2005 Total $ | 2004 Total $ |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF** | | | | | | | | | |
| Actif à court terme | | | | | | | | | |
| Encaisse | 386 817 | 107 957 | 24 585 | 3 066 | | 522 425 | 1 440 | 523 865 | 633 784 |
| Débiteurs | 462 487 | 119 558 | 32 073 | 6 319 | | 620 437 | 70 468 | 690 905 | 509 243 |
| Avances à d'autres fonds | | | | | | | | | |
| Fonds général, sans intérêt | | | | 209 085 | (209 085) | | 165 578 | | |
| Fonds d'études juridiques, sans intérêt | 89 824 | | | | (89 824) | | | | |
| Fonds d'opérations de l'immeuble, sans intérêt | 96 918 | | | | (96 918) | | | | |
| Fonds de formation professionnelle, sans intérêt | 57 190 | | | | | 57 190 | | 57 190 | 14 549 |
| Fonds d'assurance responsabilité professionnelle | 12 325 | | | | | 12 325 | | 12 325 | |
| Frais payés d'avance | 120 503 | 1 000 | 59 535 | | | 181 038 | | 181 038 | 197 612 |
| Portion à court terme des placements | 7 721 135 | 85 318 | | 46 845 | | 7 853 298 | 441 610 | 8 294 908 | 8 074 324 |
| Portion à court terme de l'effet à recevoir | 213 911 | | | | (213 911) | | | | |
| | 9 161 110 | 313 833 | 116 193 | 265 315 | (609 738) | 9 246 713 | 679 096 | 9 760 231 | 9 429 512 |
| Avances – projet Éducaloi, sans intérêt | | 150 000 | | | | 150 000 | | 150 000 | 150 000 |
| Avances à Juriportail inc., taux préférentiel majoré de 0,5 %, encaissable au plus tard le 31 janvier 2008 | 298 000 | | | | | 298 000 | | 298 000 | 298 000 |
| Avances au Fonds d'opérations de l'immeuble, sans intérêt | 137 153 | | | | (137 153) | | | | |
| Placements | 4 951 268 | 1 107 669 | | 574 756 | | 6 633 693 | 5 426 723 | 12 060 416 | 10 540 263 |
| Effet à recevoir du Fonds d'opérations de l'immeuble, 3,76 % (3,64 % en 2004), encaissable par versements mensuels, échéant en 2009, renouvelable annuellement | 695 077 | | | | (695 077) | | | | |
| Immobilisations | 767 892 | 435 192 | 4 021 013 | | | 5 224 097 | | 5 224 097 | 5 068 706 |
| | 16 010 500 | 2 006 694 | 4 137 206 | 840 071 | (1 441 968) | 21 552 503 | 6 105 819 | 27 492 744 | 25 486 481 |
| **PASSIF** | | | | | | | | | |
| Passif à court terme | | | | | | | | | |
| Comptes fournisseurs et charges à payer | 2 305 379 | 157 000 | 67 975 | 32 704 | | 2 563 058 | 31 238 | 2 594 296 | 3 049 655 |
| Provision pour vacances à payer | 591 423 | 66 045 | | | | 657 468 | | 657 468 | 593 940 |
| Cotisations à remettre aux barreaux de section | 998 078 | | | | | 998 078 | | 998 078 | 897 764 |
| Cotisations à remettre au Centre d'accès à l'information juridique | 2 148 195 | | | | | 2 148 195 | | 2 148 195 | 1 936 740 |
| Cotisations à remettre à l'Office des professions | 173 579 | | | | | 173 579 | | 173 579 | 182 649 |
| Cotisations au Plan national d'indemnisation à payer | | | | | | | 250 732 | 250 732 | 250 732 |
| Indemnités à payer | | | | | | | 236 282 | 236 282 | 45 417 |
| Provision pour indemnités | | | | | | | 2 991 978 | 2 991 978 | 1 886 960 |
| Cotisations reportées | 5 215 370 | | | 218 325 | | 5 433 695 | 181 938 | 5 615 633 | 4 521 200 |
| Subvention perçue par anticipation de la Fondation du Barreau du Québec pour la réalisation de la bibliothèque virtuelle du Barreau du Québec et projet d'éducation juridique (Éducaloi) | | | | | | | | | 17 650 |
| Revenus perçus par anticipation | | 181 557 | | | | 181 557 | | 181 557 | 152 904 |
| Honoraires à payer – Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA) | 82 940 | | | | | 82 940 | | 82 940 | 75 875 |
| Dûs au Fonds général, sans intérêt | | 89 824 | 96 918 | | (186 742) | | | | |
| Dûs au Fonds d'études juridiques, sans intérêt | | | | | | | | | |
| Dûs au Fonds du programme d'assistance parentale | 209 085 | | | | (209 085) | | | | |
| Dûs au Fonds d'indemnisation, sans intérêt | 165 578 | | | | | 165 578 | | | |
| Dûs à la Fondation du Barreau du Québec, sans intérêt | 58 625 | | | | | 58 625 | | 58 625 | 51 028 |
| Dûs à la Corporation de services du Barreau du Québec, sans intérêt | 2 369 | | | | | 2 369 | | 2 369 | 3 751 |
| Charge de retraite à payer | 379 320 | 48 134 | | | | 427 454 | | 427 454 | |
| Portion à court terme de l'apport reporté | | | 16 425 | | | 16 425 | | 16 425 | 16 425 |
| Versements sur l'effet à payer | | | 213 911 | | (213 911) | | | | |
| | 12 329 941 | 542 560 | 395 229 | 251 029 | (609 738) | 12 909 021 | 3 692 168 | 16 435 611 | 13 682 690 |
| Dûs au Fonds général, sans intérêt | | | 137 153 | | (137 153) | | | | |
| Charge de retraite à payer | 1 378 075 | 97 748 | | | | 1 475 823 | | 1 475 823 | 2 064 328 |
| Provision pour éventualités | 2 500 000 | | | | | 2 500 000 | | 2 500 000 | |
| Apport reporté | | | 295 593 | | | 295 593 | | 295 593 | 312 018 |
| Effet à payer au Fonds général, 3,76 % (3,64 % en 2004), remboursable par versements mensuels, échéant en 2009, renouvelable annuellement | | | 695 077 | | (695 077) | | | | |
| | 16 208 016 | 640 308 | 1 523 052 | 251 029 | (1 441 968) | 17 180 437 | 3 692 168 | 20 707 027 | 16 059 036 |
| **SURPLUS** | | | | | | | | | |
| Réservés | | 931 194 | | 589 042 | | 1 520 236 | 2 413 651 | 3 933 887 | 5 760 634 |
| Investis en immobilisations | 767 892 | 435 192 | 2 662 854 | | | 3 865 938 | | 3 865 938 | 3 684 396 |
| Déficit | (965 408) | | (48 700) | | | (1 014 108) | | (1 014 108) | (17 585) |
| | (197 516) | 1 366 386 | 2 614 154 | 589 042 | – | 4 372 066 | 2 413 651 | 6 785 717 | 9 427 445 |
| | 16 010 500 | 2 006 694 | 4 137 206 | 840 071 | (1 441 968) | 21 552 503 | 6 105 819 | 27 492 744 | 25 486 481 |

Pour le Conseil,

Administrateur

Administrateur

# Revenus et dépenses cumulés de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| | Fonds général $ | Fonds d'études juridiques $ | Fonds d'opérations de l'immeuble $ | Fonds de programme d'assistance parentale $ | Éliminations $ | Sous-total $ | Fonds d'indem-sation $ | 2005 Total $ | 2004 Total $ |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **REVENUS** | | | | | | | | | |
| Cotisations | 12 289 365 | | | 619 400 | | 12 908 765 | 516 165 | 13 424 930 | 11 338 311 |
| Vente de publicité – Journal du Barreau | 750 184 | | | | | 750 184 | | 750 184 | 590 666 |
| Registre des testaments | 683 472 | | | | | 683 472 | | 683 472 | 597 500 |
| Congrès | 347 284 | | | | | 347 284 | | 347 284 | 336 766 |
| Intérêts sur l'effet à recevoir du Fonds d'opérations de l'immeuble | 33 956 | | | | (33 956) | | | | |
| Intérêts sur les comptes en fidéicommis | | 1 888 980 | | | | 1 888 980 | | 1 888 980 | 2 133 791 |
| Formation permanente | | 1 184 443 | | | | 1 184 443 | | 1 184 443 | 1 015 745 |
| Annonces et abonnements | | 11 210 | | | | 11 210 | | 11 210 | 11 363 |
| Intérêts, dividendes, et gain ou perte à la cession de placements | 267 630 | 94 740 | 1 627 | 23 535 | | 387 532 | 318 283 | 705 815 | 632 920 |
| Intérêts sur avances à Juriportail inc. | 13 479 | | | | | 13 479 | | 13 479 | |
| Honoraires de gestion | 314 749 | | | | (31 194) | 283 555 | | 283 555 | 292 380 |
| Contribution à la campagne de publicité | | | | | | | | | 150 000 |
| Recouvrement d'amendes, de débours et d'indemnités | 135 891 | | | | | 135 891 | 61 585 | 197 476 | 106 376 |
| Comité des équivalences | 120 216 | | | | | 120 216 | | 120 216 | 98 093 |
| Revenus d'inscription en société par actions et en société en nom collectif et responsabilité limitée | 100 747 | | | | | 100 747 | | 100 747 | |
| Location | | | 1 014 226 | | (583 248) | 430 978 | | 430 978 | 453 421 |
| Fonds de formation professionnelle : Participation aux dépenses de l'immeuble | | | 388 068 | | | 388 068 | | 388 068 | 336 204 |
| Amortissement de l'apport reporté | | | 16 425 | | | 16 425 | | 16 425 | 16 425 |
| Revenus divers et subventions | 18 473 | 17 650 | | | | 36 123 | | 36 123 | 22 167 |
| | 15 075 446 | 3 197 023 | 1 420 346 | 642 935 | (648 398) | 19 687 352 | 896 033 | 20 583 385 | 18 132 128 |
| **DÉPENSES** | | | | | | | | | |
| Services | | | | | | | | | |
| Recherche et aide à la recherche | 279 440 | 676 144 | | | (33 120) | 922 464 | | 922 464 | 891 611 |
| Syndic | 5 058 294 | | | | (189 096) | 4 869 198 | | 4 869 198 | 4 194 215 |
| Inspection professionnelle | 803 422 | | | | (16 416) | 787 006 | | 787 006 | 731 610 |
| Greffes et registrariat | 1 293 022 | | | | (44 064) | 1 248 958 | | 1 248 958 | 1 350 677 |
| Marketing et communications | 857 164 | | | | (24 024) | 833 140 | | 833 140 | 1 751 472 |
| Journal du Barreau | 951 363 | | | | (3 024) | 948 339 | | 948 339 | 884 569 |
| Services aux membres et aux groupements d'avocats | 675 202 | | | | (33 120) | 642 082 | | 642 082 | 563 176 |
| Formation permanente | | 1 239 748 | | | (31 308) | 1 208 440 | | 1 208 440 | 1 161 183 |
| Information juridique | | 425 886 | | | (28 464) | 397 422 | | 397 422 | 265 669 |
| Centre d'accès à l'information juridique | | 612 089 | | | | 612 089 | | 612 089 | 640 000 |
| Projets spéciaux | | (25 954) | | | | (25 954) | | (25 954) | 113 495 |
| Prestations versées | | | | 8 934 | | 8 934 | | 8 934 | |
| Remboursements avocats parents | 128 162 | | | 3 015 | | 131 177 | 5 662 | 136 839 | 94 820 |
| Indemnités | | | | | | | 1 460 858 | 1 460 858 | 318 536 |
| Autres dépenses | | | | | | | | | |
| Congrès et affiliations | 659 535 | | | | | 659 535 | | 659 535 | 567 883 |
| Conseils et comités | 599 960 | | | | | 599 960 | | 599 960 | 639 808 |
| Frais d'administration | | | | 15 750 | (5 000) | 10 750 | 39 424 | 50 174 | 40 175 |
| Cotisations au Plan national d'indemnisation | | | | | | | | | 40 748 |
| Frais généraux | 3 496 210 | 599 370 | | 26 194 | (206 806) | 3 914 968 | 102 146 | 4 017 114 | 4 640 992 |
| Provision pour éventualités | 2 500 000 | | | | | 2 500 000 | | 2 500 000 | |
| Frais d'opération de la Maison du Barreau | | | 1 348 515 | | | 1 348 515 | | 1 348 515 | 1 271 747 |
| Intérêts sur l'effet à payer au Fonds général | | | 33 956 | | (33 956) | | | | |
| | 17 301 774 | 3 527 283 | 1 382 471 | 53 893 | (648 398) | 21 617 023 | 1 608 090 | 23 225 113 | 20 162 386 |
| **Excédent (insuffisance) des revenus par rapport aux dépenses** | (2 226 328) | (330 260) | 37 875 | 589 042 | – | (1 929 671) | (712 057) | (2 641 728) | (2 030 258) |

# Flux de trésorerie cumulés de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT** | | |
| Insuffisance des revenus par rapport aux dépenses | **(2 641 728) $** | (2 030 258)$ |
| Éléments hors caisse | | |
| Amortissement des immobilisations | **726 217** | 677 432 |
| Amortissement de l'apport reporté | **(16 425)** | (16 425) |
| (Gain) perte à la cession de placements | **(94 976)** | 15 611 |
| Diminution (augmentation) des créances diverses et des intérêts courus | **(181 662)** | 312 187 |
| Diminution (augmentation) des frais payés d'avance | **16 574** | (43 285) |
| Augmentation (diminution) des comptes fournisseurs et charges à payer | **(455 359)** | 1 102 964 |
| Augmentation de la cotisation au Plan national d'indemnisation à payer | | 40 748 |
| Augmentation de la provision pour vacances à payer | **63 528** | |
| Augmentation (diminution) des indemnités à payer | **190 865** | (31 128) |
| Augmentation de la provision pour indemnités | **1 105 018** | 226 301 |
| Augmentation des cotisations reportées | **1 094 433** | 775 666 |
| Diminution de la subvention perçue par anticipation | **(17 650)** | |
| Augmentation des revenus perçus par anticipation | **28 653** | 45 770 |
| Augmentation des honoraires à payer | **7 065** | 2 915 |
| Augmentation de la provision pour éventualités | **2 500 000** | |
| Augmentation (diminution) de la charge de retraite à payer | **(161 051)** | 920 995 |
| Rentrées nettes de fonds | **2 163 502** | 1 999 493 |
| **ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT** | | |
| Avances à Juriportail inc. | | (298 000) |
| Placements | **(1 645 761)** | (196 404) |
| Avances au Fonds de formation professionnelle | **(42 641)** | 25 906 |
| Avances au Fonds d'assurance responsabilité professionnelle | **(12 325)** | |
| Immobilisations | **(881 608)** | (619 055) |
| Cotisations à remettre aux barreaux de section | **100 314** | 36 867 |
| Cotisations à remettre au Centre d'accès à l'information juridique | **211 455** | (713 603) |
| Cotisations à remettre à l'Office des professions | **(9 070)** | 15 485 |
| Dûs à la Fondation du Barreau du Québec | **7 597** | (6 437) |
| Dûs à la Corporation de services du Barreau du Québec | **(1 382)** | (12 592) |
| Sorties nettes de fonds | **(2 273 421)** | (1 767 833) |
| **Augmentation (diminution) de l'encaisse** | **(109 919)** | 231 660 |
| Encaisse au début | **633 784** | 402 124 |
| Encaisse à la fin | **523 865** | 633 784 |

# Notes complémentaires au 31 mars 2005

## 1 - STATUT ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

Le Barreau du Québec, constitué en vertu de la *Loi sur le Barreau* (L.R.Q., c.B-1), a pour principale fonction d'assurer la protection du public. À cette fin, il doit notamment contrôler l'exercice de la profession par ses membres. Le Barreau est régi par la *Loi sur le Barreau* et le *Code des professions* du Québec et est considéré comme un organisme sans but lucratif du point de vue fiscal.

## 2 - CONVENTIONS COMPTABLES

### ESTIMATIONS COMPTABLES

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des évènements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

### CONSTATATION DES REVENUS

Le Barreau applique la méthode du report pour comptabiliser les revenus. Par cette méthode, les revenus affectés à des dépenses d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les dépenses auxquelles ils sont affectés.

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de l'opération et les revenus qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les dividendes sont constatés à compter de la date ex-dividende. Les gains ou les pertes sur la cession de placements sont établis selon la méthode du coût moyen. Les frais de transaction associés à l'acquisition ou à la cession de placements sont compris dans le coût des placements acquis ou sont traités comme réduction du produit de la cession de placements.

### COMPTABILITÉ PAR FONDS

#### *Fonds général*

Le Fonds général est utilisé pour toutes les activités courantes du Barreau. Les revenus et les dépenses afférents à la prestation de services et à l'administration sont présentés dans ce Fonds.

#### *Fonds d'études juridiques*

Le Fonds d'études juridiques est utilisé pour promouvoir la qualité des services professionnels, la réforme du droit, la formation professionnelle, la formation permanente, la recherche et l'information juridiques, ainsi que l'établissement et le maintien de bibliothèques de droit.

#### *Fonds d'opérations de l'immeuble*

Le Fonds d'opérations de l'immeuble est utilisé pour gérer toutes les opérations de l'immeuble, incluant la location et l'aménagement des locaux. Les immobilisations comptabilisées dans ce Fonds sont relatives aux locataires non liés au Barreau.

#### *Fonds du programme d'assistance parentale*

Le Fonds du programme d'assistance parentale pour travailleurs autonomes est utilisé pour compenser partiellement les frais d'opérations engagés pendant la période durant laquelle les activités professionnelles sont réduites ou inexistantes en raison de la naissance ou de l'adoption d'un enfant en l'absence d'un programme d'aide gouvernementale en vigueur.

## 2 - CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### COMPTABILITÉ PAR FONDS (SUITE)

*Fonds d'indemnisation*

Le Fonds d'indemnisation est utilisé pour rembourser les sommes d'argent ou autres valeurs utilisées par un professionnel à d'autres fins que celles pour lesquelles elles lui avaient été remises dans l'exercice de sa profession.

### DONS REÇUS SOUS FORME DE SERVICES

Le fonctionnement du Barreau dépend, en partie, des services de nombreux membres bénévoles. Du fait que le Barreau ne se procure normalement pas ces services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, ces dons ne sont pas comptabilisés aux états financiers.

### ÉTATS FINANCIERS

Ces états financiers n'incluent ni les éléments d'actif et de passif, ni les opérations des Fonds de formation professionnelle et d'assurance responsabilité professionnelle, puisque des états financiers distincts sont préparés annuellement pour ces Fonds.

### IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Toutes les immobilisations sont comptabilisées au coût dans le fonds qui en fait l'utilisation.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes qui suivent :

| | Périodes |
|---|---|
| Mobilier et équipement | 5 ans |
| Bâtiment – Maison du Barreau | 40 ans |
| Aménagement des locaux – Fonds d'opérations de l'immeuble | Durée des baux |
| Système de climatisation | 10 ans |
| Aménagement des locaux – Fonds général | 10 ans |
| Ordinateur | 5 ans |
| Logiciels | 5 ans |
| Équipement informatique | 3 ans |

L'apport reporté, constitué d'une subvention reçue à l'acquisition du bâtiment de la Maison du Barreau, est viré aux revenus au même rythme que la dépense d'amortissement du bâtiment.

### COTISATIONS ANNUELLES

Les cotisations sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice; celles reçues pour l'exercice subséquent sont présentées comme cotisations reportées au passif des bilans du Fonds général et du Fonds d'indemnisation.

### REVENUS D'INTÉRÊTS SUR LES COMPTES EN FIDÉICOMMIS

Les revenus d'intérêts sur les comptes en fidéicommis auprès d'institutions bancaires sont comptabilisés au Fonds d'études juridiques au moment de leur encaissement.

### CONTRIBUTION COMPENSATOIRE AU FONDS D'ÉTUDES JURIDIQUES

Le Fonds d'opérations de l'immeuble s'est engagé à verser annuellement au Fonds d'études juridiques une somme de 50 000 $ à titre de compensation pour la perte de revenus résultant de la contribution de ce dernier au financement de la Maison du Barreau. Cette compensation devra être versée aussi longtemps que le Barreau sera propriétaire dudit immeuble.

## 2 - CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

De plus, le Fonds général contribue au Fonds d'études juridiques de manière à équilibrer les revenus et les dépenses de ce Fonds, compte tenu de la variation des surplus réservés.

### CONTRIBUTION D'ÉQUILIBRE AU FONDS D'OPÉRATIONS DE L'IMMEUBLE

Le Fonds général contribue au Fonds d'opérations de l'immeuble de manière à équilibrer les revenus et les dépenses de ce Fonds, compte tenu des surplus réalisés, ainsi que toutes les sommes nécessaires au remboursement de la dette à long terme.

### CONTRIBUTION AU FONDS DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Fonds général contribue au Fonds de formation professionnelle pour un montant égal à l'excédent des frais généraux répartis sur la norme statutaire de 6 % des dépenses totales de ce Fonds.

### SURPLUS DU FONDS D'INDEMNISATION

Le surplus du Fonds d'indemnisation doit être maintenu à un montant minimal de 250 000 $, et ce, par l'imposition, au besoin, d'une cotisation spéciale.

### ENTITÉS CONTRÔLÉES

Le Barreau a le pouvoir de nommer tous les membres du Conseil d'administration du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle. Le Fonds d'assurance responsabilité professionnelle, considéré comme une entité sans but lucratif distincte à des fins comptables, a pour mission d'assurer la responsabilité professionnelle des avocats du Barreau du Québec. Puisque les bénéfices et avantages du Fonds sont réservés aux membres participant au Fonds d'assurance responsabilité professionnelle, celui-ci n'est pas compris dans les états financiers du Barreau, mais est présenté sommairement à la note 18.

Le Barreau a également le pouvoir de nommer tous les membres du Comité de formation professionnelle. Le Fonds de formation professionnelle est responsable des cours donnés aux étudiants en droit, des examens du Barreau du Québec ainsi que du stage des nouveaux diplômés. Ce Fonds est financé en partie par le ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport, qui verse annuellement une subvention de fonctionnement, et la date de la fin de son exercice financier est le 31 mai. En conséquence, les états financiers du Fonds de formation professionnelle ne sont pas compris dans les états financiers du Barreau, mais sont présentés sommairement à la note 19.

### JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur estimative de chaque catégorie d'instruments financiers :

***Instruments financiers à court terme :***

L'encaisse, les créances diverses, les intérêts courus et les taxes à la consommation, les comptes fournisseurs et charges à payer, les provisions pour vacances à payer, les cotisations à remettre aux barreaux de section, au Centre d'accès à l'information juridique et à l'Office des professions, les indemnités à payer, les honoraires à payer dans le cadre du Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA) sont des instruments financiers dont la juste valeur se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

***Placements :***

- La juste valeur de la quote-part des bons du Trésor, des coupons détachés et des obligations résiduelles et d'obligations de sociétés ouvertes canadiennes, de la quote-part des actions de sociétés ouvertes canadiennes, de la quote-part des actions de sociétés ouvertes étrangères et des actions de sociétés ouvertes étrangères a été établie selon le dernier cours acheteur.

## 2 - CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

- La juste valeur du Fonds commun de placements de marché monétaire est équivalente à la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;

- La juste valeur du dépôt en fidéicommis est équivalente à la valeur comptable en raison du taux d'intérêt variable.

*Autres instruments financiers :*

La juste valeur des avances au Fonds de formation professionnelle et au Fonds d'assurance responsabilité professionnelle, des dûs à la Fondation du Barreau du Québec, des dûs à la Corporation de services du Barreau du Québec et des avances – projet Éducaloi n'a pu être déterminée, puisqu'il est pratiquement impossible de trouver sur le marché un instrument financier qui présente essentiellement les mêmes caractéristiques économiques.

La juste valeur des avances à Juriportrail inc. est équivalente à la valeur comptable en raison du taux d'intérêt variable.

## 3 - COTISATIONS

| | **2005** | 2004 |
|---|---|---|
| Cotisations totales | **19 570 945 $** | 17 322 359 $ |
| Cotisations versées au Centre d'accès à l'information juridique | **(5 939 005)** | (5 782 398) |
| Cotisations versées au Fonds du programme d'assistance parentale | **(619 400)** | |
| Cotisations versées au Fonds d'indemnisation | **(516 165)** | (502 959) |
| Honoraires professionnels – Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA) | **(207 010)** | (201 650) |
| | **12 289 365** | 10 835 352 |

## 4 - RÉSERVE POUR AUTOPROTECTION DES DIRIGEANTS

La police d'assurance des administrateurs et dirigeants du Barreau prenant fin le 30 juin 2003, et considérant le caractère excessif et déraisonnable des offres de maintien, de renouvellement ou de remplacement de ladite police, le Comité administratif, par résolution n° 66, adoptée le 27 juin 2003, a décidé d'affecter au début de chacun des exercices 2004, 2005 et 2006 un montant de 461 000 $, créant ainsi une réserve permettant au Barreau d'assumer par litige les frais de défense et la défense des personnes désignées au sens de la dernière police d'assurance en vigueur qui sont poursuivies par un tiers pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions, de même que le paiement de dommages et intérêts ou d'une indemnité en compensation du préjudice causé par cet acte. Le Barreau du Québec assume les frais de défense, la défense et le paiement de dommages et intérêts et d'indemnités jusqu'à concurrence de 1 000 000 $ par litige, dans le cas des personnes désignées.

Compte tenu du déficit accumulé, le surplus réservé accumulé au 31 mars 2005, au montant de 548 000 $, a été viré contre le déficit.

## 5 - FONDS GÉNÉRAL – DÉBITEURS

| | **2005** | 2004 |
|---|---|---|
| Créances diverses | **403 246 $** | 224 843 $ |
| Intérêts courus incluant 13 749 $ sur le prêt à Juriportrail inc. | **59 241** | 66 521 |
| | **462 487** | 291 364 |

## 6 - FONDS GÉNÉRAL – AVANCES À D'AUTRES FONDS

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Fonds d'études juridiques | 89 824 $ | 38 126 $ |
| Fonds d'opérations de l'immeuble | 96 918 | 1 735 |
| Fonds d'assurance responsabilité professionnelle | 12 325 | |
| Fonds de formation professionnelle | 57 190 | 8 424 |
| | 256 257 | 48 285 |

## 7 - FONDS GÉNÉRAL – PLACEMENTS

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Quote-part de 19,24 % (26,17 % en 2004) des bons du Trésor, des coupons détachés et des obligations résiduelles gouvernementales, paragouvernementales et d'obligations de sociétés ouvertes canadiennes détenus conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec, la Corporation de services du Barreau du Québec et le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA), taux de rendement effectif moyen pondéré au 31 mars 2005 de 5,37 % (5,14 % au 31 mars 2004), échéant de septembre 2005 à juin 2018 (juin 2004 à avril 2012, en 2004), au coût (valeur du marché 2 976 536 $; 5 146 559 $ en 2004) | 2 887 704 $ | 4 907 472 $ |
| Quote-part de 26,83 % (40 % en 2004) des actions de sociétés ouvertes canadiennes détenues conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec, la Corporation de services du Barreau du Québec et le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA) au coût (valeur du marché 949 866 $; 502 691 $ en 2004) | 793 234 | 416 714 |
| Quote-part de 22,11 % des actions de sociétés ouvertes étrangères détenues conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec, la Corporation de services du Barreau du Québec et le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA), au coût (valeur du marché 320 491 $) | 314 616 | |
| Actions de sociétés ouvertes étrangères, au coût (valeur du marché 900 107 $; 829 663 $ en 2004) | 914 272 | 879 807 |
| Bons du Trésor canadien, 1,85 % | | 4 888 283 |
| Dépôt en fidéicommis, taux préférentiel moins 2,5 % | 360 000 | 360 000 |
| Fonds communs de placement de marché monétaire, au coût équivalent à la valeur du marché | 7 402 577 | |
| | 12 672 403 | 11 452 276 |
| Portion disponible à court terme | 7 721 135 | 6 242 128 |
| | 4 951 268 | 5 210 148 |

## 8 - IMMOBILISATIONS

| | | | | 2005 |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement cumulé | Coût non amorti | Amortissement de l'exercice |
| Fonds général | | | | |
| Mobilier et équipement | 172 585 $ | 76 428 $ | 96 157 $ | 38 275 $ |
| Équipement informatique | 213 219 | 100 644 | 112 575 | 111 917 |
| Aménagement des locaux | 506 583 | 273 699 | 232 884 | 50 659 |
| Ordinateur | 124 285 | 37 584 | 86 701 | 24 840 |
| Logiciels | 509 678 | 270 103 | 239 575 | 102 125 |
| | 1 526 350 | 758 458 | 767 892 | 327 816 |
| Fonds d'études juridiques | | | | |
| Mobilier et équipement | 28 325 | 15 067 | 13 258 | 6 321 |
| Équipement informatique | 7 597 | 4 010 | 3 587 | 3 601 |
| Logiciels | 728 897 | 310 550 | 418 347 | 149 514 |
| | 764 819 | 329 627 | 435 192 | 159 436 |
| Fonds d'opérations de l'immeuble | | | | |
| Terrain | 340 000 | | 340 000 | |
| Bâtiment – Maison du Barreau | 7 054 998 | 3 700 115 | 3 354 883 | 176 375 |
| Mobilier et équipement | 32 462 | 18 841 | 13 621 | 6 492 |
| Système de climatisation | 191 664 | 19 166 | 172 498 | 19 166 |
| Aménagement des locaux | 271 077 | 131 066 | 140 011 | 36 932 |
| | 7 890 201 | 3 869 188 | 4 021 013 | 238 965 |

| | | | | 2004 |
|---|---|---|---|---|
| Fonds général | | | | |
| Mobilier et équipement | 130 035 $ | 56 940 $ | 73 095 $ | 29 497 $ |
| Équipement informatique | 211 428 | 111 284 | 100 144 | 105 952 |
| Aménagement des locaux | 498 894 | 223 040 | 275 854 | 49 890 |
| Ordinateur | 124 285 | 12 744 | 111 541 | 36 097 |
| Logiciels | 436 374 | 168 918 | 267 456 | 138 438 |
| | 1 401 016 | 572 926 | 828 090 | 359 874 |
| Fonds d'études juridiques | | | | |
| Mobilier et équipement | 31 606 | 12 027 | 19 579 | 7 751 |
| Équipement informatique | 7 660 | 3 617 | 4 043 | 4 020 |
| Logiciels | 352 929 | 179 711 | 173 218 | 70 585 |
| | 392 195 | 195 355 | 196 840 | 82 356 |
| Fonds d'opérations de l'immeuble | | | | |
| Terrain | 340 000 | | 340 000 | |
| Bâtiment – Maison du Barreau | 7 054 998 | 3 523 740 | 3 531 258 | 176 375 |
| Mobilier et équipement | 31 077 | 12 349 | 18 728 | 7 153 |
| Aménagement des locaux | 346 169 | 192 379 | 153 790 | 51 674 |
| | 7 772 244 | 3 728 468 | 4 043 776 | 235 202 |

## 9 - FONDS GÉNÉRAL – DÛS À D'AUTRES FONDS ET ENTITÉS

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Fonds d'indemnisation | **165 578 $** | 191 891 $ |
| Fonds du programme d'assistance parentale | **209 085** | |
| Fondation du Barreau du Québec | **58 625** | 47 794 |
| Corporation de services du Barreau du Québec | **2 369** | 3 751 |
| | **435 657** | 243 436 |

## 10 - FONDS D'ÉTUDES JURIDIQUES – DÉBITEURS

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Créances diverses | **103 975 $** | 72 612 $ |
| Intérêts courus | **15 583** | 33 710 |
| | **119 558** | 106 322 |

## 11 - FONDS D'ÉTUDES JURIDIQUES – PLACEMENTS

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Quote-part de 5,44 % (10,23 % en 2004) des bons du Trésor, des coupons détachés et des obligations résiduelles gouvernementales, paragouvernementales et des obligations de sociétés ouvertes canadiennes détenus conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec, la Corporation de services du Barreau du Québec et le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA), taux de rendement effectif moyen pondéré au 31 mars 2005 de 5,37 % (5,14 % au 31 mars 2004), échéant de septembre 2005 à juin 2018 (juin 2004 à avril 2012, en 2004), au coût (valeur du marché 841 722 $; 2 011 870 $ en 2004) | **816 602 $** | 1 918 407 $ |
| Quote-part de 9,94 % (10 % en 2004) des actions de sociétés ouvertes canadiennes détenues conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec, la Corporation de services du Barreau du Québec et le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA) au coût (valeur du marché 316 375 $; 125 673 $ en 2004) | **264 205** | 104 178 |
| Quote-part de 7,88 % des actions de sociétés ouvertes étrangères détenues conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec, la Corporation de services du Barreau du Québec et le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA), au coût (valeur du marché 114 275 $) | **112 180** | |
| | **1 192 987** | 2 022 585 |
| Portion disponible à court terme | **85 318** | 529 239 |
| | **1 107 669** | 1 493 346 |

## 12 - SUBVENTION PERÇUE PAR ANTICIPATION DE LA FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Solde au début | **17 650 $** | 17 650 $ |
| Virement des revenus | **17 650** | |
| Solde à la fin | **–** | 17 650 |

La subvention perçue par anticipation de la Fondation du Barreau du Québec est constituée des montants encaissés pour le projet de bibliothèque virtuelle.

## 13 - FONDS D'OPÉRATIONS DE L'IMMEUBLE – APPORT REPORTÉ

L'apport reporté représente un montant reçu pour l'acquisition du bâtiment de la Maison du Barreau. Les variations survenues dans le solde de l'apport reporté sont les suivantes :

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Solde au début | 328 443 $ | 344 868 $ |
| Amortissement de l'exercice | 16 425 | 16 425 |
| Solde à la fin | 312 018 | 328 443 |

La portion à court terme de l'apport reporté s'élève à 16 425 $ (16 425 $ en 2004).

## 14 - FONDS DU PROGRAMME D'ASSISTANCE PARENTALE – PLACEMENTS

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Quote-part de 3,19 % des bons du Trésor, des coupons détachés et des obligations résiduelles gouvernementales, paragouvernementales et des obligations de sociétés ouvertes canadiennes détenus conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec, la Corporation de services du Barreau du Québec et le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA), taux de rendement effectif moyen pondéré au 31 mars 2005 de 5,37 %, échéant de septembre 2005 à juin 2018, au coût (valeur du marché 494 017 $) | 479 273 $ | $ |
| Quote-part de 3,43 %, des actions de sociétés ouvertes canadiennes détenues conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec, la Corporation de services du Barreau du Québec et le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA), au coût (valeur du marché 121 428 $) | 101 405 | |
| Quote-part de 2,88 %, des actions de sociétés ouvertes étrangères détenues conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec, la Corporation de services du Barreau du Québec et le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA), au coût (valeur du marché 41 687 $) | 40 923 | |
| | 621 601 | – |
| Portion disponible à court terme | 46 845 | |
| | 574 756 | – |

## 15 - FONDS D'INDEMNISATION – PLACEMENTS

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Quote-part de 30,10 % (25,18 % en 2004) des bons du Trésor, des coupons détachés et des obligations résiduelles gouvernementales, paragouvernementales et des obligations de sociétés ouvertes canadiennes détenus conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec, la Corporation de services du Barreau du Québec et le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA), taux de rendement effectif moyen pondéré au 31 mars 2005 de 5,37 % (5,14 % au 31 mars 2004), échéant de septembre 2005 à juin 2018 (juin 2004 à avril 2012, en 2004), au coût (valeur du marché 4 657 154 $; 4 953 113 $ en 2004) | 4 518 165 $ | 4 723 012 $ |
| Quote-part de 32 % (40 % en 2004) des actions de sociétés ouvertes canadiennes détenues conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Corporation de services du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec et le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA) au coût (valeur du marché 1 132 909 $; 502 691 $ en 2004) | 946 094 | 416 714 |
| Quote-part de 28.40 % des actions de sociétés ouvertes étrangères détenues conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Corporation de services du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec et le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA) au coût (valeur du marché 411 621 $) | 404 074 | |
| | 5 868 333 | 5 139 726 |
| Portion disponible à court terme | 441 610 | 1 302 957 |
| | 5 426 723 | 3 836 769 |

## 16 - ENGAGEMENTS

Le Barreau du Québec s'est engagé, en vertu des contrats de location échéant en septembre 2016, à verser une somme de 879 993 $ pour des locaux à Québec et de l'équipement de bureau. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 102 017 $ en 2006, à 104 529 $ en 2007, à 108 990 $ en 2008 et 2009, et à 58 856 $ en 2010.

De plus, le Barreau du Québec s'est engagé, en vertu d'un contrat de développement et d'exploitation d'un portail échéant en mars 2008, à verser une somme de 380 400 $. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 126 800 $ de 2006 à 2008.

## 17 - ÉVENTUALITÉS

### FONDS GÉNÉRAL

Le Fonds général fait l'objet de réclamations pour un montant total de 15 000 000 $. Une provision pour éventualités au montant de 2 500 000 $ a été comptabilisée au passif du bilan de ce Fonds en fonction d'une évaluation effectuée par la direction.

### FONDS D'INDEMNISATION

Le Fonds d'indemnisation fait l'objet de réclamations pour un montant total de 15 508 318 $. Une provision pour indemnités au montant de 2 991 978 $ a été comptabilisée au passif du bilan de ce Fonds en fonction d'une évaluation effectuée par la direction et en fonction d'un montant maximum de 250 000 $ par avocat et de 50 000 $ par réclamation. Cependant, suivant la recommandation du Comité administratif, le Conseil général peut décider de verser une indemnité supérieure aux montants maximums mentionnés ci-dessus.

## 18 - FONDS D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

Au cours de l'exercice, le Barreau a facturé des frais de location de 68 924 $ (78 460 $ en 2004) et des frais de services informatiques et de développement informatique de 133 555 $ (142 380 $ en 2004) au Fonds d'assurance responsabilité professionnelle.

Voici des renseignements financiers provenant des états financiers du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle au 31 décembre 2004 :

| | 2004 | 2003 |
|---|---|---|
| Total de l'actif | 104 470 427 $ | 105 208 290 $ |
| Actif net | 78 883 645 | 83 604 744 |
| Revenus | 6 251 435 | 5 872 734 |
| Dépenses | 10 972 534 | 5 715 002 |
| Flux de trésorerie liés aux | | |
| Activités de fonctionnement | (4 307 277) | (2 613 696) |
| Activités d'investissement | 3 457 907 | (1 790 928) |

## 19 - FONDS DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Au cours de l'exercice, le Barreau a facturé une portion des dépenses d'exploitation de l'immeuble de 388 068 $ (336 204 $ en 2004), des frais de développement informatique de 15 967 $ (29 184 $ en 2004) et des frais généraux de 330 436 $ (331 552 $ en 2004) au Fonds de formation professionnelle.

Voici des renseignements financiers provenant des états financiers du Fonds de formation professionnelle au 31 mai 2004 :

| | 2004 | 2003 |
|---|---|---|
| Total de l'actif | 3 665 867 $ | 3 431 483 $ |
| Actif net | 2 797 835 | 2 612 583 |
| Revenus | 5 894 200 | 6 205 353 |
| Dépenses | 5 708 948 | 6 527 832 |
| Flux de trésorerie liés aux | | |
| Activités de fonctionnement | 521 046 | 95 101 |
| Activités de financement et d'investissement | (605 539) | (45 220) |

## 20 - RÉGIME DE RETRAITE

Le Barreau pourvoit au maintien d'un régime contributif de retraite à prestations déterminées de type fin de carrière au bénéfice de ses employés et se conforme à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* du Québec. Ce régime pourvoit au versement de prestations basées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen de fin de carrière des employés couverts.

Selon l'évaluation actuarielle effectuée en date du 31 décembre 2003, la valeur actuarielle des prestations constituées au 31 décembre 2003 s'élève à 19 089 200 $ et l'actif net de la caisse de retraite est évalué à 17 226 800 $. Au 31 décembre 2003, le manque d'actif de capitalisation est de 1 862 400 $ pour l'ensemble du régime. La quote-part du Barreau du Québec sera amortie par des cotisations supplémentaires mensuelles de 12 405 $ à partir du 1er janvier 2004 jusqu'au 31 décembre 2018. De plus, au 31 décembre 2003, l'insuffisance de solvabilité est de 1 614 100 $ pour l'ensemble du régime. La quote-part du Barreau du Québec sera amortie par des cotisations supplémentaires mensuelles de 23 412 $ à partir du 1er janvier 2004 jusqu'au 31 décembre 2008. Le taux de cotisation patronale pour le Barreau du Québec est de 10,8 % du salaire versé. La charge de retraite de 1 019 580 $ (1 492 014 $ en 2004) imputée aux revenus et dépenses de l'exercice courant tient compte du coût des services rendus et de l'amortissement linéaire sur 13 ans des prestations au titre de services passés, en date du 31 mars 2005. Les cotisations versées à la caisse de retraite au cours du dernier exercice ont été de 1 180 631 $ (571 019 $ en 2004).

Les hypothèses actuarielles significatives retenues par le Barreau pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes :

| | **2005** | 2004 |
|---|---|---|
| Taux d'actualisation | **6,00 %** | 6,25 % |
| Taux de rendement prévu des actifs | **6,75** | 7,50 |
| Taux de croissance de la rémunération | **3,00** | 4,00 |

## 21 - CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

# Tableau complémentaire 1

## FONDS général

## Détail des dépenses de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **RECHERCHE** | | |
| Traitements et charges sociales | 202 780 $ | 157 977 $ |
| Frais de voyage et de séjour | 5 456 | 4 712 |
| Charges locatives et taxes | 10 135 | 9 820 |
| Frais de bureau | 3 776 | 2 718 |
| Entretien et réparations | 2 008 | 1 969 |
| Télécommunications | 2 155 | 1 406 |
| Cotisations et formation | 2 188 | 1 476 |
| Comités : réunions, représentation et honoraires | 29 410 | 16 652 |
| Guide sur l'exercice en société en nom collectif et responsabilité limitée | 19 577 | 22 660 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | 222 | 804 |
| Amortissement de l'équipement informatique | 838 | 1 221 |
| Amortissement de l'aménagement des locaux | 895 | 895 |
| | 279 440 | 222 310 |

| | | |
|---|---|---|
| **SYNDIC** | | |
| Traitements et charges sociales | 3 914 689 | 3 410 148 |
| Syndic *ad hoc* | 333 632 | 182 085 |
| Frais d'enquête et de déplacement | 29 168 | 23 836 |
| Charges locatives et taxes | 280 280 | 236 126 |
| Inspection des comptes en fidéicommis | 9 177 | 5 887 |
| Frais de saisie de dossiers | 6 351 | 6 793 |
| Frais de perquisition | 4 062 | 8 873 |
| Frais de bureau | 82 930 | 79 927 |
| Frais de poste et de courrier | 51 728 | 38 559 |
| Télécommunications | 25 152 | 25 028 |
| Accès aux banques de données | 37 268 | 30 858 |
| Comité de déontologie | 938 | 1 808 |
| Honoraires juridiques | 121 454 | 117 615 |
| Honoraires de consultants | 33 926 | 13 305 |
| Cotisations et formation | 25 606 | 21 343 |
| Location d'équipement | 5 544 | 5 782 |
| Entretien et réparations | 30 378 | 41 978 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | 14 203 | 11 930 |
| Amortissement de l'équipement informatique | 16 239 | 19 215 |
| Amortissement de logiciels | 7 756 | 42 111 |
| Amortissement de l'aménagement des locaux | 27 813 | 27 044 |
| | 5 058 294 | 4 350 251 |

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **INSPECTION PROFESSIONNELLE** | | |
| Traitements et charges sociales | **321 086 $** | 293 452 $ |
| Frais de déplacement | **4 219** | 3 629 |
| Frais de bureau | **28 892** | 16 019 |
| Frais de poste et de courrier | **9 594** | 6 039 |
| Frais d'inspection et d'audition | **267 613** | 275 925 |
| Formation des inspecteurs | **12 934** | 7 099 |
| Honoraires professionnels | **15 357** | 4 367 |
| Honoraires de consultants | **19 050** | |
| Enquêtes spéciales | **59 368** | 78 367 |
| Annonces – Service de démarrage | **4 514** | 4 253 |
| Télécommunications | **1 687** | 1 660 |
| Charges locatives et taxes | **17 191** | 16 630 |
| Cotisations | **1 136** | 1 020 |
| Comités | **19 749** | 20 791 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | **2 684** | 1 405 |
| Amortissement de l'équipement informatique | **518** | |
| Amortissement de logiciels | **17 830** | 16 854 |
| | **803 422** | 747 510 |

| | | |
|---|---|---|
| **GREFFES ET REGISTRARIAT** | | |
| Direction | | |
| Traitements et charges sociales | **657 385** | 642 177 |
| Charges locatives et taxes | **46 149** | 44 304 |
| Entretien et réparations | **14 290** | 19 743 |
| Frais de bureau | **36 483** | 38 980 |
| Frais de poste et de courrier | **7 280** | 32 226 |
| Télécommunications | **7 300** | 7 309 |
| Cotisations et formation | **2 773** | 2 496 |
| Honoraires professionnels | | 20 821 |
| Honoraires de recouvrement | **16 946** | 25 660 |
| Registre des testaments | **3 614** | 16 535 |
| Registre des membres en société par actions et en multidisciplinarité | **5 318** | |
| Tableau de l'Ordre | **3 276** | 3 507 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | **3 500** | 4 198 |
| Amortissement de l'équipement informatique | **3 399** | 3 325 |
| Amortissement de l'aménagement des locaux | **4 016** | 4 016 |
| Amortissement de logiciels | **26 897** | 26 258 |
| | **838 626** | 891 555 |

## GREFFES ET REGISTRARIAT (suite)

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Comité de discipline | | |
| Débours du Comité de discipline | 20 475 $ | 12 932 $ |
| Honoraires juridiques | 8 698 | 9 639 |
| Huissiers et sténographes | 31 607 | 39 571 |
| Dossiers conjoints | 13 718 | 3 441 |
| Frais et taxes – témoins | 4 740 | 9 417 |
| Avis de suspension et de radiation | 72 740 | 33 138 |
| Honoraires | 21 110 | 15 987 |
| Salles d'audience | 37 811 | 25 326 |
| | 210 899 | 149 451 |
| Comité des requêtes | | |
| Débours du Comité des requêtes | 21 051 | 20 404 |
| Honoraires juridiques | 15 170 | 13 938 |
| Huissiers et sténographes | 14 228 | 9 844 |
| Dossiers conjoints | 2 145 | |
| | 52 594 | 44 186 |
| Comité d'arbitrage | | |
| Débours du Comité d'arbitrage et honoraires des greffiers | 62 825 | 58 194 |
| Honoraires juridiques | 14 442 | 6 482 |
| | 77 267 | 64 676 |
| Comité de révision des plaintes | | |
| Débours du Comité de révision des plaintes | 7 100 | 8 627 |
| Honoraires juridiques | 42 708 | 125 298 |
| | 49 808 | 133 925 |
| Comité d'accréditation en médiation familiale et commerciale | | |
| Débours du Comité d'accréditation en médiation | 1 415 | 1 838 |
| Honoraires du coordonnateur | 42 861 | 36 680 |
| | 44 276 | 38 518 |
| Comité d'accès à la profession | | |
| Débours du Comité d'accès à la profession | 9 054 | 7 155 |
| Honoraires juridiques | 1 273 | 11 694 |
| Huissiers et sténographes | 8 708 | 7 359 |
| Greffiers-audienciers | 517 | 2 158 |
| | 19 552 | 28 366 |
| | 1 293 022 | 1 350 677 |

## MARKETING ET COMMUNICATIONS

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Traitements et charges sociales | **401 507 $** | 376 664 $ |
| Frais de voyage et de séjour | **7 912** | 5 884 |
| Charges locatives et taxes | **25 802** | 27 144 |
| Autres publications | **68 261** | 84 352 |
| Rapport annuel | **16 756** | 22 847 |
| Honoraires professionnels | | 20 489 |
| Entretien et réparations | **3 664** | 5 161 |
| Frais de bureau | **7 593** | 9 974 |
| Frais de poste et de courrier | **3 970** | 4 711 |
| Télécommunications | **4 137** | 5 396 |
| Cotisations | **1 529** | 205 |
| Campagne de publicité institutionnelle et de relations publiques | **166 277** | 1 028 815 |
| Initiation aux médias | **9 126** | 9 213 |
| Communications internes | **6 207** | 27 913 |
| Interface communicationnelle | **1 285** | 4 725 |
| Outils et support aux membres | **18 647** | 67 812 |
| Gestion de la réputation | **36 299** | 15 848 |
| Relations gouvernementales/lobbying | **12 028** | 44 947 |
| Sondage situation économique des membres | **57 933** | 4 400 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | **3 140** | 3 196 |
| Amortissement de l'équipement informatique | **2 387** | 2 196 |
| Amortissement de l'aménagement des locaux | **2 704** | 2 704 |
| | **857 164** | 1 774 596 |

## JOURNAL DU BARREAU

| | | |
|---|---|---|
| Traitements et charges sociales | **92 591** | 89 712 |
| Commissions | **185 392** | 187 111 |
| Impression du journal | **132 237** | 132 175 |
| Distribution du journal | **308 150** | 271 657 |
| Pigistes | **149 605** | 133 505 |
| Composition et montage | **62 917** | 55 764 |
| Photos | **8 459** | 8 531 |
| Charges locatives | **4 473** | 3 087 |
| Frais de déplacement | **3 937** | 1 594 |
| Fournitures et dépenses de bureau | **1 534** | 773 |
| Télécommunications | **351** | 228 |
| Honoraires professionnels | | 1 156 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | **727** | 585 |
| Amortissement de l'équipement informatique | **990** | 1 585 |
| | **951 363** | 887 463 |

## SERVICES AUX MEMBRES ET AUX GROUPEMENTS D'AVOCATS

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Services aux membres | | |
| Traitements et charges sociales | 426 133 $ | 386 139 $ |
| Frais de voyage et de séjour | 2 195 | 1 049 |
| Charges locatives et taxes | 34 625 | 33 508 |
| Frais de bureau | 3 287 | 2 734 |
| Frais de poste et de courrier | 5 762 | 3 674 |
| Télécommunications | 6 621 | 5 791 |
| Entretien et réparations | 6 134 | 7 140 |
| Cotisations et formation | 2 773 | 2 496 |
| | 487 530 | 442 531 |
| Comité de la pratique privée | | |
| Comités | 44 786 | 50 503 |
| Honoraires et débours de négociation | 53 701 | |
| Arbitrage | 7 522 | 29 199 |
| | 106 009 | 79 702 |
| Groupement des avocats de l'administration et de l'entreprise | | |
| Comités | 2 641 | 2 904 |
| Autres groupements d'avocats | | |
| Subventions | – | 24 916 |
| Exercice illégal | | |
| Comités | 829 | 3 717 |
| Honoraires | 72 843 | 36 136 |
| | 73 672 | 39 853 |
| Médiation | | |
| Comités | 5 350 | 5 358 |
| | 675 202 | 595 264 |

## CONGRÈS ET AFFILIATIONS

| | | |
|---|---|---|
| Congrès du Barreau du Québec | 365 295 | 278 675 |
| Congrès du Barreau canadien | 7 925 | 13 709 |
| Affiliations | | |
| Conseil interprofessionnel du Québec | 31 667 | 30 323 |
| Fédération des professions juridiques du Canada | 197 286 | 194 303 |
| Affiliations internationales | | |
| Union internationale des avocats | 19 223 | 19 839 |
| Conférence internationale des barreaux francophones | 12 452 | 7 926 |
| Barreau pénal international | | 12 323 |
| Association internationale des avocats de la défense | 2 000 | |
| Autres frais | 23 687 | 10 785 |
| | 659 535 | 567 883 |

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **CONSEILS ET COMITÉS** | | |
| Assemblée générale | 8 148 $ | 7 710 $ |
| Conseil général | 262 658 | 247 134 |
| Comité administratif | 169 850 | 173 868 |
| Comité des équivalences | 103 468 | 78 572 |
| Comité sur les femmes dans la profession | 18 104 | 12 364 |
| Visite de la Cour suprême | | 24 507 |
| Comité sur la planification de la retraite | 4 027 | |
| Comité *ad hoc* et révision de la déontologie | | 70 885 |
| Comité sur le développement de la profession | 6 766 | 4 062 |
| Table de concertation avec les jeunes avocats | 4 678 | 4 891 |
| Autres comités | 22 261 | 15 815 |
| | 599 960 | 639 808 |

| | | |
|---|---|---|
| **FRAIS GÉNÉRAUX** | | |
| Direction générale | | |
| Traitements et charges sociales | 682 244 | 1 326 008 |
| Traitement du bâtonnier | 221 088 | 218 266 |
| Traitement du vice-président | 110 544 | 109 133 |
| Débours du bâtonnier | 52 294 | 43 237 |
| Débours du vice-président | 13 479 | 11 143 |
| Frais de logement du vice-président et du bâtonnier | 16 914 | 25 066 |
| Frais afférents au cabinet du bâtonnier | 91 946 | 70 083 |
| Honoraires professionnels | 87 355 | 93 319 |
| Frais de voyage et de séjour | 13 792 | 9 411 |
| Charges locatives et taxes | 67 129 | 65 256 |
| Assurances | 188 403 | 211 242 |
| Entretien et réparations | 13 460 | 11 529 |
| Frais de bureau | 30 970 | 35 244 |
| Frais de poste et de courrier | 3 462 | 7 127 |
| Télécommunications | 18 247 | 21 771 |
| Frais de réception | 88 475 | 69 841 |
| Tournée du bâtonnier | 16 200 | 15 181 |
| Prix et gratifications | 16 181 | 20 537 |
| Cotisations et formation | 3 552 | 3 780 |
| Honoraires juridiques | 324 491 | 237 528 |
| Frais de vérification | 21 000 | 19 980 |
| Élection | 33 963 | |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | 5 056 | 1 462 |
| Amortissement de l'équipement informatique | 1 261 | 3 080 |
| Amortissement de logiciels | 347 | 347 |
| Amortissement de l'aménagement des locaux | 3 268 | 3 268 |
| | 2 125 121 | 2 632 839 |

## FRAIS GÉNÉRAUX (suite)

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Finances et ressources matérielles | | |
| Finances | | |
| Traitements et charges sociales | 501 118 $ | 507 807 $ |
| Frais de déplacement et de repas | 1 775 | 2 091 |
| Charges locatives et taxes | 31 069 | 30 535 |
| Entretien et réparations | 10 980 | 12 745 |
| Frais de bureau | 26 826 | 27 338 |
| Frais de poste et de courrier | 42 209 | 51 151 |
| Télécommunications | 4 980 | 5 940 |
| Intérêts et frais bancaires | 7 220 | 6 211 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | 527 | 697 |
| Amortissement de logiciels | 9 680 | 18 932 |
| Amortissement de l'aménagement des locaux | 2 513 | 2 513 |
| Amortissement de l'équipement informatique | 5 206 | 5 236 |
| Ressources matérielles | | |
| Traitements et charges sociales | 176 074 | 171 550 |
| Charges locatives et taxes | 21 892 | 20 860 |
| Entretien et réparations | 2 785 | 4 025 |
| Fournitures de bureau | 17 359 | 22 278 |
| Impression | 80 792 | 88 032 |
| Frais de poste et de courrier | 165 200 | 195 394 |
| Frais de bureau | 2 258 | 1 905 |
| Recouvrement de frais | (298 005) | (272 300) |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | 5 142 | 1 128 |
| Amortissement de l'équipement informatique | 1 720 | 1 720 |
| Amortissement de l'aménagement des locaux | 3 696 | 3 696 |
| | 823 016 | 909 484 |
| Informatique | | |
| Traitements et charges sociales | 438 475 | 559 149 |
| Frais de déplacement et de repas | 3 747 | 5 109 |
| Honoraires professionnels | 74 117 | 22 415 |
| Charges locatives et taxes | 36 987 | 34 353 |
| Entretien et réparations | 121 439 | 122 166 |
| Frais de bureau | 35 729 | 47 420 |
| Télécommunications | 19 666 | 15 903 |
| Recouvrement de frais | (21 468) | (22 968) |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | | 778 |
| Amortissement de l'équipement informatique | 74 515 | 67 210 |
| Amortissement de logiciels | 6 505 | 2 070 |
| Amortissement de l'ordinateur | 24 840 | 36 097 |
| Amortissement de l'aménagement des locaux | 4 401 | 4 401 |
| | 818 953 | 894 103 |

## FRAIS GÉNÉRAUX (suite)

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| Ressources humaines | | |
| Traitements et charges sociales | 183 271 $ | 205 273 $ |
| Frais de voyage et de séjour | 1 337 | 1 483 |
| Charges locatives et taxes | 11 075 | 10 724 |
| Frais de bureau | 11 008 | 11 250 |
| Télécommunications | 1 595 | 1 370 |
| Cotisations, formation et recrutement | 17 077 | 27 256 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | 850 | 981 |
| Amortissement de l'équipement informatique | 1 033 | 1 164 |
| Amortissement de logiciels | | 6 030 |
| Amortissement de l'aménagement des locaux | 569 | 569 |
| | 227 815 | 266 100 |
| Gestion de l'information | | |
| Traitements et charges sociales | 337 700 | 313 901 |
| Frais de déplacement et de repas | 1 257 | 1 527 |
| Charges locatives et taxes | 30 069 | 29 048 |
| Entreposage extérieur | 37 942 | 27 346 |
| Frais de bureau | 4 337 | 6 190 |
| Entretien et réparations | 20 880 | 15 135 |
| Télécommunications | 2 515 | 2 063 |
| Cotisations et formation | 980 | 1 439 |
| Reliure et microfilms | 1 678 | 738 |
| Destruction | 894 | 645 |
| Numérisation des dossiers d'admission | 34 124 | 31 522 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | 2 224 | 2 333 |
| Amortissement de l'équipement informatique | 1 982 | |
| Amortissement de logiciels | 28 700 | 21 713 |
| Amortissement de l'aménagement des locaux | 784 | 784 |
| | 506 066 | 454 384 |
| | 4 500 971 | 5 156 910 |

## RÉPARTITION DES FRAIS GÉNÉRAUX

| | | |
|---|---|---|
| Fonds d'études juridiques | 572 179 | 562 025 |
| Fonds de formation professionnelle | 330 436 | 331 552 |
| Fonds d'indemnisation | 102 146 | 69 691 |
| | 1 004 761 | 963 268 |
| Fonds général | 3 496 210 | 4 193 642 |
| | 4 500 971 | 5 156 910 |

# Tableau complémentaire 2

## FONDS d'études juridiques

## Détail des dépenses de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **RECHERCHE** | | |
| Réforme du droit | | |
| Traitements et charges sociales | 430 303 $ | 461 221 $ |
| Charges locatives et taxes | 26 083 | 25 670 |
| Frais de déplacement | 1 860 | 3 396 |
| Frais de bureau | 13 345 | 8 099 |
| Frais de poste et de courrier | 1 071 | 980 |
| Télécommunications | 3 274 | 3 631 |
| Entretien et réparations | 3 914 | 3 663 |
| Cotisations et formation | 3 502 | 4 512 |
| Comités : réunions, représentation et honoraires | 99 894 | 82 562 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | 2 605 | 2 605 |
| Amortissement de l'équipement informatique | | 735 |
| | 585 851 | 597 074 |
| Publications | | |
| Revue du Barreau | 43 319 | 56 615 |
| | 629 170 | 653 689 |
| **FORMATION PERMANENTE** | | |
| Direction de la formation | | |
| Traitements et charges sociales | 441 182 | 452 151 |
| Charges locatives et taxes | 34 330 | 33 195 |
| Frais de déplacement | 9 113 | 7 099 |
| Frais de bureau | 9 287 | 10 828 |
| Entretien et réparations | 6 196 | 9 844 |
| Télécommunications | 4 163 | 4 771 |
| Honoraires professionnels | | 2 884 |
| Cotisations et formation | 2 273 | 2 040 |
| Frais de réunion des comités | 7 390 | 10 546 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | 3 716 | 3 716 |
| Amortissement de l'équipement informatique | 1 934 | 1 484 |
| Amortissement de logiciels | 39 657 | 39 657 |
| | 559 241 | 578 215 |

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **FORMATION PERMANENTE (suite)** | | |
| Frais de fonctionnement | | |
| Honoraires pédagogiques | 139 302 $ | 121 545 $ |
| Frais de collaboration | 38 761 | 32 603 |
| Annonces et publicité | 110 645 | 75 586 |
| Frais de poste et de courrier | 48 483 | 37 301 |
| Documentation | 113 210 | 111 706 |
| Frais de cours | 104 332 | 112 632 |
| Frais de déplacement et de séjour | 47 567 | 36 960 |
| Techniques de plaidoirie | 78 207 | 84 815 |
| | 680 507 | 613 148 |
| | 1 239 748 | 1 191 363 |
| **AIDE À LA RECHERCHE** | | |
| Subventions | 23 774 | 24 534 |
| Octrois à la Fondation du Barreau du Québec | 23 200 | 23 058 |
| | 46 974 | 47 592 |
| **INFORMATION JURIDIQUE** | | |
| Publications et brochures | 5 918 | – |
| Réseau Internet (incluant l'amortissement au montant de 96 474 $; 21 591 $ en 2004) | 223 274 | 89 925 |
| Centre de documentation | | |
| Traitements et charges sociales | 106 520 | 110 848 |
| Charges locatives et taxes | 29 774 | 28 674 |
| Frais de bureau | 3 065 | 3 393 |
| Entretien et réparations | 4 175 | 6 638 |
| Télécommunications | 843 | 878 |
| Accès aux banques de données | 1 132 | 929 |
| Cotisations et formation | 495 | 1 029 |
| Abonnements | 20 305 | 22 086 |
| Achats de volumes | 3 373 | 2 388 |
| Reliure | 663 | 1 211 |
| Catalogage des documents | 15 345 | 12 546 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | | 1 430 |
| Amortissement de l'équipement informatique | 1 667 | 1 801 |
| Amortissement de logiciels | 9 337 | 9 337 |
| | 196 694 | 203 188 |
| | 425 886 | 293 113 |
| **CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE** | | |
| Subvention au Centre d'accès à l'information juridique | 612 089 | 640 000 |

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **PROJETS SPÉCIAUX** | | |
| Frais de licence et d'entretien d'un moteur de recherche (incluant l'amortissement au montant de 4 046 $) | **64 046 $** | 60 000 $ |
| Système intégré d'information de justice | | 53 495 |
| Projet : « JURICERT » | | |
| Projet de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada sur l'infrastructure à clé publique | **(90 000)** | |
| | **(25 954)** | 113 495 |
| **FRAIS GÉNÉRAUX** | | |
| Frais de vérification | **6 960** | 6 720 |
| Honoraires professionnels | **19 326** | 23 937 |
| Intérêts et frais bancaires | **905** | 965 |
| | **27 191** | 31 622 |
| Frais généraux provenant du Fonds général | **572 179** | 562 025 |
| | **599 370** | 593 647 |

## Tableau complémentaire 3

# FONDS d'opérations de l'immeuble

## Détail des dépenses de l'exercice terminé le 31 mars 2005

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| **OPÉRATIONS** | | |
| Taxes foncières | **251 736 $** | 234 838 $ |
| Assurances | **15 887** | 15 751 |
| Énergie | **225 585** | 230 472 |
| Nettoyage | **88 515** | 67 056 |
| Contrats de service | **59 236** | 70 388 |
| Gestion, traitements et charges sociales | **220 265** | 170 539 |
| Sécurité | **80 435** | 82 029 |
| Entretien du bâtiment | **160 145** | 154 166 |
| Frais divers | **7 746** | 11 306 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | **6 492** | 7 153 |
| Amortissement de l'aménagement des locaux | **36 932** | 51 674 |
| Amortissement du système de climatisation | **19 166** | |
| Amortissement du bâtiment – Maison du Barreau | **176 375** | 176 375 |
| | **1 348 515** | 1 271 747 |

# RAPPORT des vérificateurs

Aux membres du Conseil général du
Barreau du Québec

Nous avons vérifié le bilan du Fonds de formation professionnelle du Barreau du Québec au 31 mai 2004, et les états des revenus et dépenses, des surplus investis en immobilisations et surplus non affectés, des surplus réservés et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds de formation professionnelle du Barreau du Québec. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds de formation professionnelle du Barreau du Québec au 31 mai 2004, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Raymond Chabot Grant Thornton

Comptables agréés
Société en nom collectif

Montréal
Le 27 juillet 2004
(Le 13 août 2004 pour les virements entre les surplus non affectés et les surplus réservés)

# FONDS de formation professionnelle

## Revenus et dépenses de l'exercice terminé le 31 mai 2004

| | 2004 | 2003 |
|---|---|---|
| **REVENUS** | | |
| Subvention gouvernementale – ministère de l'Éducation du Québec | 2 957 316 $ | 2 968 162 $ |
| Subventions – programme de stages internationaux – gouvernements fédéral et provincial | 153 168 | 207 636 |
| Subventions – séminaire d'études sur le droit des organisations internationales – gouvernement du Québec | | 39 000 |
| Frais d'admission et d'inscription, et droits de scolarité | 1 917 089 | 2 126 092 |
| Documentation | 397 727 | 458 311 |
| Séances de reprise | 209 771 | 170 336 |
| Demandes de révision | 14 085 | 18 838 |
| Intérêts | 155 580 | 143 544 |
| Contribution du Fonds général du Barreau du Québec | 8 911 | |
| Autres | 80 553 | 73 434 |
| | 5 894 200 | 6 205 353 |
| **DÉPENSES** | | |
| Direction de la formation | 1 113 341 | 917 458 |
| Direction du programme | 487 161 | 533 132 |
| Personnel pédagogique | 1 169 071 | 1 439 750 |
| Frais d'examens | 697 325 | 837 486 |
| Services aux étudiants et aux stages | 446 810 | 528 201 |
| Centre de Montréal | 522 039 | 564 966 |
| Centre de Québec | 378 247 | 434 135 |
| Centre d'Ottawa | 170 909 | 176 946 |
| Centre de Sherbrooke | 173 817 | 166 188 |
| Frais généraux du Fonds général du Barreau du Québec | 331 551 | 340 768 |
| Comité de la formation professionnelle | 93 263 | 109 655 |
| Projet d'amélioration du programme | 125 414 | 479 147 |
| | 5 708 948 | 6 527 832 |
| **Excédent (insuffisance) des revenus par rapport aux dépenses** | 185 252 | (322 479) |

# FONDS de formation professionnelle

## Surplus investis en immobilisations et surplus non affectés de l'exercice terminé le 31 mai 2004

| | Investis en immobilisations | Non affectés | 2004 Total | 2003 Total |
|---|---|---|---|---|
| Solde au début | 553 449 $ | 45 250 $ | 598 699 $ | 837 678 $ |
| Modification comptable (note 2) | | (89 116) | (89 116) | (89 116) |
| Solde redressé | 553 449 | (43 866) | 509 583 | 748 562 |
| Acquisitions de l'exercice | 54 444 | (54 444) | | |
| Affectation des surplus réservés | | 180 000 | 180 000 | 1 059 500 |
| | 607 893 | 81 690 | 689 583 | 1 808 062 |
| Excédent (insuffisance) des revenus par rapport aux dépenses | (316 784) | 502 036 | 185 252 | (322 479) |
| Virement aux surplus réservés | | (386 620) | (386 620) | (976 000) |
| | (316 784) | 115 416 | (201 368) | (1 298 479) |
| Solde à la fin | 291 109 | 197 106 | 488 215 | 509 583 |

# FONDS de formation professionnelle

## Surplus réservés de l'exercice terminé le 31 mai 2004

| | Équilibre budgétaire $ | International $ | Projet informatique $ | Projets de développement de programmes $ | Numérisation $ | Imprévus $ | Aménagement $ | 2004 Total $ | 2003 Total $ |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Solde au début | | 250 000 | 500 000 | 1 000 000 | 60 000 | 100 000 | 193 000 | 2 103 000 | 2 186 500 |
| Affectation des surplus non affectés | 336 620 | | | | | | 50 000 | 386 620 | 976 000 |
| | 336 620 | 250 000 | 500 000 | 1 000 000 | 60 000 | 100 000 | 243 000 | 2 489 620 | 3 162 500 |
| Virement aux surplus non affectés | | | | 125 000 | 55 000 | | | 180 000 | 1 059 500 |
| Solde à la fin | 336 620 | 250 000 | 500 000 | 875 000 | 5 000 | 100 000 | 243 000 | 2 309 620 | 2 103 000 |

# FONDS de formation professionnelle

## Flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mai 2004

| | 2004 | 2003 |
|---|---|---|
| **ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT** | | |
| Excédent (insuffisance) des revenus par rapport aux dépenses | **185 252 $** | (322 479)$ |
| Éléments hors caisse | | |
| Amortissement des immobilisations | **316 784** | 289 528 |
| Perte (gain) sur la cession de placements | **(1 026)** | 3 970 |
| Diminution de la subvention à recevoir | **7 500** | 47 388 |
| Diminution des créances diverses | **5 610** | 38 687 |
| Augmentation des intérêts courus | **(8 814)** | (12 917) |
| Augmentation des frais payés d'avance | **(34 206)** | (4 187) |
| Diminution des comptes fournisseurs et frais courus | **(89 718)** | (37 592) |
| Augmentation de la subvention perçue par anticipation | **25 856** | |
| Augmentation des frais d'admission, d'examen et d'inscription perçus par anticipation | **49 593** | 1 766 |
| Augmentation de la charge de retraite à payer | **64 215** | 90 937 |
| Rentrées nettes de fonds | **521 046** | 95 101 |
| **ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT** | | |
| Placements | **(337 358)** | (26 255) |
| Avances à Juriportail inc. | **(149 000)** | |
| Immobilisations | **(54 444)** | (65 227) |
| Avances au Fonds général du Barreau du Québec | **(4 923)** | |
| Dûs au Fonds général du Barreau du Québec | **(3 780)** | (9 772) |
| Dûs au Fonds d'opérations de l'immeuble du Barreau du Québec | **(56 034)** | 56 034 |
| Sorties nettes de fonds | **(605 539)** | (45 220) |
| **Augmentation (diminution) de l'encaisse** | **(84 493)** | 49 881 |
| Encaisse au début | **183 509** | 133 628 |
| Encaisse à la fin | **99 016** | 183 509 |

# FONDS de formation professionnelle

## Bilan au 31 mai 2004

| | 2004 | 2003 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| Actif à court terme | | |
| Encaisse | **99 016 $** | 183 509 $ |
| Subvention à recevoir | | 7 500 |
| Créances diverses | **86 326** | 91 936 |
| Intérêts courus | **61 399** | 52 585 |
| Avances au Fonds général du Barreau du Québec, sans intérêt | **4 923** | |
| Frais payés d'avance | **105 677** | 71 471 |
| Placements (note 6) | **742 144** | 654 558 |
| | **1 099 485** | 1 061 559 |
| Avances à Juriportail inc., taux préférentiel majoré de 0,5 %, encaissable au plus tard le 31 janvier 2008 | **149 000** | |
| Placements, au coût (note 6) | **2 067 273** | 1 816 475 |
| Immobilisations (note 7) | **350 109** | 553 449 |
| | **3 665 867** | 3 431 483 |
| **PASSIF** | | |
| Passif à court terme | | |
| Comptes fournisseurs et frais courus | **222 072** | 311 790 |
| Provision pour vacances à payer | **89 116** | 89 116 |
| Dûs au Fonds général du Barreau du Québec, sans intérêt | | 3 780 |
| Dûs au Fonds d'opérations de l'immeuble du Barreau du Québec, sans intérêt | | 56 034 |
| Subvention perçue par anticipation | **25 856** | |
| Frais d'admission, d'examen et d'inscription perçus par anticipation | **157 518** | 107 925 |
| Versements sur la dette à long terme | **7 934** | |
| | **502 496** | 568 645 |
| Charge de retraite à payer | **314 470** | 250 255 |
| Dette à long terme (note 8) | **51 066** | |
| | **868 032** | 818 900 |
| **SURPLUS** | | |
| Investis en immobilisations | **291 109** | 553 449 |
| Non affectés | **197 106** | (43 866) |
| Réservés | **2 309 620** | 2 103 000 |
| | **2 797 835** | 2 612 583 |
| | **3 665 867** | 3 431 483 |

Pour le Conseil général,

Administrateur

Administrateur

# FONDS de formation professionnelle

## Notes complémentaires au 31 mai 2004

### 1 - STATUTS ET OBJECTIFS DE L'ORGANISME

Le Fonds de formation professionnelle fait partie intégrante du Barreau du Québec. Il est régi par la *Loi sur le Barreau* et le *Code des professions du Québec* et est considéré comme un organisme sans but lucratif au sens de la *Loi sur les impôts*. Le Fonds de formation professionnelle est responsable des cours donnés aux étudiants en droit, des examens du Barreau du Québec ainsi que du stage des nouveaux diplômés.

### 2 - MODIFICATION COMPTABLE

Au cours de l'exercice, le Fonds de formation professionnelle a comptabilisé rétroactivement les vacances à payer. Ce changement a entraîné une augmentation de la provision pour vacances à payer et une diminution des surplus non affectés de 89 116 $.

### 3 - CONVENTIONS COMPTABLES

#### ESTIMATIONS COMPTABLES

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction du Fonds de formation professionnelle doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des évènements en cours et sur les mesures que le Fonds de formation professionnelle pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

#### CONSTATATION DES REVENUS

Le Fonds de formation professionnelle applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des dépenses d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les dépenses auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Le revenu de subvention du ministère de l'Éducation est comptabilisé en fonction d'un montant autorisé et est confirmé par le ministère de l'Éducation.

#### IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENT

Toutes les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes qui suivent :

| | |
|---|---|
| Mobilier et équipement | 5 ans |
| Équipement informatique | 3 ans |
| Aménagement des locaux – Maison du Barreau | 10 ans |
| Logiciels | 5 ans |
| Aménagement des locaux | Durée restante des baux, 5 ans |
| Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition | |
| Mobilier et équipement | 7 ans |

## 3 - CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### FRAIS GÉNÉRAUX DU FONDS GÉNÉRAL DU BARREAU DU QUÉBEC

Les frais généraux du Fonds général du Barreau du Québec ne peuvent excéder la norme statutaire de 6 % des dépenses du Fonds de formation professionnelle.

## 4 - RÉSERVE POUR AUTOPROTECTION DES DIRIGEANTS

La police d'assurance des administrateurs et dirigeants du Barreau du Québec ayant pris fin le 30 juin 2003, et considérant le caractère excessif et déraisonnable des offres de maintien, de renouvellement ou de remplacement de ladite police, le comité administratif du Barreau du Québec, par la résolution n° 66, adoptée le 27 juin 2003, a décidé d'affecter au début de chacun des exercices 2004, 2005 et 2006 un montant de 461 000 $, créant ainsi une réserve permettant au Barreau du Québec d'assumer par litige, jusqu'à concurrence de 1 000 000 $, les frais de défense et la défense des personnes désignées, incluant le Fonds de formation professionnelle, au sens de la dernière police d'assurance en vigueur, qui sont poursuivies par un tiers pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions, de même que le paiement de dommages et intérêts ou d'une indemnité en compensation du préjudice causé par cet acte.

## 5 - CHARGES LOCATIVES

Les charges locatives incluent une charge établie dans le cours normal des activités et mesurée à la valeur d'échange de 344 848 $ du Fonds d'opérations de l'immeuble du Barreau du Québec (320 174 $ en 2003). De plus, les charges locatives incluent de l'amortissement de l'aménagement des locaux au montant de 9 652 $ (8 039 $ en 2003).

## 6 - PLACEMENTS

| | **2004** | 2003 |
|---|---|---|
| Quote-part (14,34 %; 14,08 % en 2003) des coupons détachés et des obligations résiduelles gouvernementales et paragouvernementales canadiennes et d'une société ouverte canadienne détenus conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, la Fondation du Barreau du Québec, le Programme d'aide aux membres du Barreau du Québec (PAMBA) et la Corporation de services du Barreau du Québec, taux de rendement effectif moyen pondéré au 31 mai 2004 de 5,2 % (5,44 % au 31 mai 2003), échéant de juin 2004 à avril 2012 (de décembre 2003 à avril 2012, au 31 mai 2003), au coût (valeur du marché 2 795 758 $; 2 506 377 $ en 2003) | **2 705 239 $** | 2 364 685 $ |
| Quote-part (10 %) des actions de sociétés ouvertes canadiennes détenues conjointement avec d'autres fonds du Barreau du Québec, au coût (valeur du marché 123 965 $; 103 553 $ en 2003) | **104 178** | 106 348 |
| | **2 809 417** | 2 471 033 |
| Encaissements disponibles à court terme | **742 144** | 654 558 |
| | **2 067 273** | 1 816 475 |

## 7 - IMMOBILISATIONS

| | | | | 2004 |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement cumulé | Coût non amorti | Amortissement de l'exercice |
| Mobilier et équipement | | | | |
| Direction de la formation | 25 338 $ | 14 115 $ | 11 223 $ | 100 020 $ |
| Direction du programme | | | | |
| Administration des examens | 5 541 | 2 216 | 3 325 | 1 108 |
| Services aux étudiants et aux stages | 977 | 782 | 195 | 195 |
| Centre de Montréal | 25 583 | 19 777 | 5 806 | 5 337 |
| Centre de Québec | 7 640 | 5 045 | 2 595 | 1 668 |
| Centre d'Ottawa | 7 460 | 2 984 | 4 476 | 1 492 |
| Centre de Sherbrooke | | | | 541 |
| Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition | | | | |
| Mobilier et équipement[a] | 59 000 | | 59 000 | |
| | 131 539 | 44 919 | 86 620 | 110 361 |
| Équipement informatique | | | | |
| Direction de la formation | 10 705 | 5 956 | 4 749 | 19 445 |
| Direction du programme | | | | 1 562 |
| Administration des examens | 9 385 | 6 023 | 3 362 | 3 452 |
| Services aux étudiants et aux stages | | | | 2 617 |
| Centre de Montréal | 1 369 | 456 | 913 | 3 829 |
| | 21 459 | 12 435 | 9 024 | 30 905 |
| Aménagement des locaux | 84 443 | 44 936 | 39 507 | 10 857 |
| Logiciels | 823 303 | 608 345 | 214 958 | 164 661 |
| | 907 746 | 653 281 | 254 465 | 175 518 |
| | 1 060 744 | 710 635 | 350 109 | 316 784 |

(a) Ces biens seront amortis à compter du 1er juin 2004.

## 7 - IMMOBILISATIONS (SUITE)

| | | | | 2003 |
|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement cumulé | Coût non amorti | Amortissement de l'exercice |
| Mobilier et équipement | | | | |
| Direction de la formation | 258 127 $ | 152 746 $ | 105 381 $ | 56 250 $ |
| Direction du programme | | | | 759 |
| Administration des examens | 5 541 | 1 108 | 4 433 | 1 408 |
| Services aux étudiants et aux stages | 977 | 587 | 390 | 195 |
| Centre de Montréal | 26 173 | 15 541 | 10 632 | 5 809 |
| Centre de Québec | 8 340 | 4 077 | 4 263 | 4 406 |
| Centre d'Ottawa | 7 460 | 1 492 | 5 968 | 4 199 |
| Centre de Sherbrooke | 2 705 | 2 164 | 541 | 3 150 |
| | 309 323 | 177 715 | 131 608 | 76 176 |
| Équipement informatique | | | | |
| Direction de la formation | 54 791 | 34 140 | 20 651 | 21 675 |
| Direction du programme | 4 688 | 3 126 | 1 562 | 3 468 |
| Administration des examens | 9 655 | 3 542 | 6 113 | 5 247 |
| Services aux étudiants et aux stages | 7 853 | 5 236 | 2 617 | 5 664 |
| Centre de Montréal | 10 119 | 6 746 | 3 373 | 4 990 |
| Centre de Québec | | | | 1 375 |
| Centre d'Ottawa | | | | 2 444 |
| | 87 106 | 52 790 | 34 316 | 44 863 |
| Aménagement des locaux | 91 244 | 56 340 | 34 904 | 9 228 |
| Logiciels | 796 305 | 443 684 | 352 621 | 159 261 |
| | 887 549 | 500 024 | 387 525 | 168 489 |
| | 1 283 978 | 730 529 | 553 449 | 289 528 |

## 8 - DETTE À LONG TERME

| | Court terme | 2004 | 2003 |
|---|---|---|---|
| Obligations relatives aux biens loués, 9,38 %, remboursables par versements trimestriels de 2 898 $, capital et intérêts, échéant en janvier 2011 | 7 934 | 59 000 | |
| | | 59 000 | – |
| Versements exigibles à court terme | 7 934 | 7 934 | |
| | | 51 066 | – |

Les versements sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

| | Obligations relatives aux biens loués |
|---|---|
| 2005 | 14 490 $ |
| 2006 | 11 592 |
| 2007 | 11 592 |
| 2008 | 11 592 |
| 2009 | 11 592 |
| Total des paiements minimums exigibles | 60 858 |
| Frais d'intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles | 20 367 |
| | 40 491 |

## 9 - ENGAGEMENTS

Le Fonds de formation professionnelle s'est engagé, en vertu d'un contrat de location échéant le 30 septembre 2016, à verser une somme de 2 656 044 $ plus une quote-part de l'augmentation des frais de fonctionnement pour les locaux de l'École de Québec. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 178 355 $ en 2005 et 2006, à 205 296 $ en 2007 et à 218 767 $ en 2008 et 2009.

De plus, le Fonds de formation professionnelle s'est engagé, d'après un contrat de développement et d'exploitation d'un portail échéant en mars 2008, à verser une somme de 253 600 $. Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 63 400 $ de 2005 à 2008.

## 10 - RÉGIME DE RETRAITE

Le Barreau pourvoit au maintien d'un régime contributif de retraite à prestations déterminées de type fin de carrière au bénéfice de ses employés, et se conforme à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* du Québec. Ce régime pourvoit au versement de prestations basées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen de fin de carrière des employés couverts.

Selon l'évaluation actuarielle effectuée en date du 31 décembre 2000, la valeur actuarielle des prestations constituées au 31 décembre 2000 pour l'ensemble des employés du Barreau du Québec s'élève à 12 342 000 $, et l'actif net de la caisse de retraite est évalué à 10 403 243 $. La charge de retraite pour les employés du Fonds de formation professionnelle de 168 486 $ (173 512 $ en 2003) imputée aux revenus et dépenses de l'exercice courant tient compte du coût des services rendus et de l'amortissement linéaire sur 14 ans des prestations au titre de services passés, en date du 31 mars 2004. Les cotisations versées à la caisse de retraite au cours du dernier exercice ont été de 104 269 $ (82 575 $ en 2003).

Les hypothèses actuarielles significatives retenues par le Barreau pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées sont les suivantes :

| | **2004** | 2003 |
|---|---|---|
| Taux d'actualisation | **6,25 %** | 6,75 % |
| Taux de rendement prévu des actifs | **7,50 %** | 7,50 % |
| Taux de croissance de la rémunération | **4,00 %** | 5,00 % |

## 11 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur estimative de chaque catégorie d'instruments financiers.

### INSTRUMENTS FINANCIERS À COURT TERME

La juste valeur de l'encaisse, des créances diverses, des intérêts courus, des comptes fournisseurs et frais courus, et de la provision pour vacances à payer est équivalente à la valeur comptable, étant donné la courte période avant l'échéance.

### PLACEMENTS

La juste valeur de la quote-part des coupons détachés et des obligations résiduelles et la quote-part des actions de sociétés ouvertes canadiennes a été établie selon le dernier cours acheteur.

### AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des avances au Fonds général et à Juriportail inc. n'a pu être déterminée puisqu'il est pratiquement impossible de trouver sur le marché un instrument financier qui présente essentiellement les mêmes caractéristiques économiques.

## 11 - INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

### DETTE À LONG TERME

La juste valeur de la dette à long terme est équivalente à la valeur comptable, étant donné que l'emprunt a été contracté peu avant la fin de l'exercice.

# FONDS de formation professionnelle

## Renseignements supplémentaires de l'exercice terminé le 31 mai 2004

| | 2004 | 2003 |
|---|---|---|
| **DIRECTION DE LA FORMATION** | | |
| Direction | | |
| Traitements et charges sociales | 674 810 $ | 528 727 $ |
| Charges locatives | 97 922 | 84 500 |
| Frais de déplacement et de séjour | 9 067 | 10 012 |
| Entretien et réparations | 1 528 | 2 150 |
| Fournitures aux étudiants | 6 874 | 13 783 |
| Fournitures de bureau | 41 175 | 32 308 |
| Frais de poste | 3 282 | 3 428 |
| Télécommunications | 6 802 | 5 359 |
| Publicité | 8 499 | 34 543 |
| Honoraires | 8 561 | 15 913 |
| Intérêts et frais bancaires | 3 695 | 3 458 |
| Impression | 73 325 | 67 389 |
| Cotisations | 1 630 | 546 |
| Numérisation des dossiers | 8 413 | 39 408 |
| Cotisations à Juriportail inc. | 34 167 | |
| Frais divers | 3 431 | 2 602 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement, de l'équipement informatique et des logiciels | 284 126 | 237 187 |
| Recouvrement de frais | (172 182) | (188 125) |
| | 1 095 125 | 893 188 |
| Sous-comité de l'administration et sous-comité de coordination | | |
| Honoraires | 11 303 | 19 327 |
| Frais de déplacement et de séjour | 6 480 | 3 440 |
| Frais divers | 433 | 1 503 |
| | 18 216 | 24 270 |
| | 1 113 341 | 917 458 |

| | 2004 | 2003 |
|---|---|---|
| **DIRECTION DU PROGRAMME** | | |
| Direction | | |
| Traitements et charges sociales | **103 208 $** | 122 870 $ |
| Charges locatives | **20 266** | 29 250 |
| Frais de déplacement et de séjour | **1 940** | 357 |
| Entretien et réparations | **77** | 290 |
| Fournitures de bureau | **555** | 1 126 |
| Frais de poste | **2 842** | 3 561 |
| Télécommunications | **2 360** | 3 454 |
| Documentation aux étudiants | **211 774** | 221 051 |
| Impression | **129 976** | 120 078 |
| Frais divers | **135** | |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement et de l'équipement informatique | **1 562** | 4 227 |
| | **474 695** | 506 264 |
| Sous-comité du programme | | |
| Honoraires | **8 999** | 20 406 |
| Frais de déplacement et de séjour | **3 210** | 5 617 |
| Frais divers | **257** | 845 |
| | **12 466** | 26 868 |
| | **487 161** | 533 132 |
| **PERSONNEL PÉDAGOGIQUE** | | |
| Responsables et rédacteurs | | |
| Honoraires | **277 403** | 267 036 |
| Frais de déplacement et de séjour | **85** | 1 913 |
| Frais divers | **115** | 130 |
| | **277 603** | 269 079 |
| Professeurs | | |
| Honoraires | **886 690** | 1 155 063 |
| Frais de déplacement et de séjour | **1 741** | 1 610 |
| | **888 431** | 1 156 673 |
| Formation des professeurs | | |
| Honoraires | **2 912** | 4 586 |
| Frais de déplacement et de séjour | **125** | 9 412 |
| | **3 037** | 13 998 |
| | **1 169 071** | 1 439 750 |

## FRAIS D'EXAMENS

| | 2004 | 2003 |
|---|---|---|
| Administration | | |
| Traitements et charges sociales | 169 544 $ | 160 214 $ |
| Charges locatives | 30 422 | 32 627 |
| Frais de déplacement et de séjour | 1 827 | 2 949 |
| Location d'équipement | 1 057 | 1 057 |
| Entretien et réparations | 671 | 1 026 |
| Fournitures de bureau | 2 617 | 4 062 |
| Frais de poste | 10 696 | 12 181 |
| Télécommunications | 1 621 | 2 017 |
| Honoraires de consultants | 3 619 | 3 600 |
| Impression | 20 159 | 37 826 |
| Frais divers | 274 | 35 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement et de l'équipement informatique | 4 560 | 6 655 |
| | 247 067 | 264 249 |
| Sous-comité des évaluations | | |
| Honoraires | 35 568 | 60 354 |
| Frais de déplacement et de séjour | 2 817 | 8 171 |
| Frais divers | 181 | 973 |
| | 38 566 | 69 498 |
| Sessions régulières | | |
| Préparation des questionnaires | 62 382 | 62 205 |
| Tenue des séances | 40 051 | 47 375 |
| Correction des examens | 168 515 | 253 362 |
| | 270 948 | 362 942 |
| Sessions de reprise | | |
| Préparation des questionnaires | 60 104 | 52 767 |
| Tenue des séances | 11 758 | 10 489 |
| Correction des examens | 68 882 | 77 541 |
| | 140 744 | 140 797 |
| | 697 325 | 837 486 |

| | 2004 | 2003 |
|---|---|---|
| **SERVICES AUX ÉTUDIANTS ET AUX STAGES** | | |
| Traitements et charges sociales | **222 592 $** | 204 997 $ |
| Charges locatives | **43 186** | 40 808 |
| Frais de déplacement et de séjour | **2 730** | 2 614 |
| Location d'équipement | **205** | 2 139 |
| Entretien et réparations | **2 167** | 525 |
| Fournitures de bureau | **1 780** | 4 569 |
| Frais de poste | **1 913** | 4 952 |
| Télécommunications | **2 293** | 2 224 |
| Impression | **1 674** | 25 671 |
| Matériel pédagogique | | 7 047 |
| Honoraires de consultants | **8 541** | 23 310 |
| Activités des étudiants | **10 059** | 25 715 |
| Développement des stages | **1 750** | |
| Stages internationaux | **142 478** | 165 758 |
| Promotion et représentation | **1 605** | 11 845 |
| Cotisations | **546** | |
| Frais divers | **479** | 168 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement, et de l'équipement informatique | **2 812** | 5 859 |
| | **446 810** | 528 201 |

| | | |
|---|---|---|
| **CENTRE DE MONTRÉAL** | | |
| Traitements et charges sociales | **247 299** | 292 792 |
| Charges locatives, incluant un montant de 9 652 $ (8 039 $ en 2003) d'amortissement de l'aménagement des locaux | **251 730** | 248 639 |
| Frais de voyage | **661** | 283 |
| Location d'équipement | **519** | 420 |
| Entretien et réparations | **751** | 769 |
| Fournitures de bureau | **2 534** | 3 996 |
| Frais de poste | **2 465** | 2 541 |
| Télécommunications | **2 365** | 1 705 |
| Cotisations | **1 136** | 1 020 |
| Impression | **1 542** | 157 |
| Frais divers | **1 872** | 1 845 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement, et de l'équipement informatique | **9 165** | 10 799 |
| | **522 039** | 564 966 |

| | 2004 | 2003 |
|---|---|---|
| **CENTRE DE QUÉBEC** | | |
| Traitements et charges sociales | **140 648 $** | 169 658 $ |
| Charges locatives | **195 620** | 219 467 |
| Taxes et permis | **19 867** | 14 733 |
| Frais de voyage | **1 973** | 1 576 |
| Location d'équipement | **1 289** | 1 173 |
| Entretien et réparations | **1 488** | 2 008 |
| Fournitures de bureau | **3 120** | 2 358 |
| Frais de poste | **927** | 1 637 |
| Télécommunications | **5 309** | 4 360 |
| Sécurité | **1 791** | 4 942 |
| Cotisations et formation | **1 936** | 1 055 |
| Frais divers | **1 877** | 4 667 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement, et de l'équipement informatique | **1 668** | 5 781 |
| Amortissement de l'aménagement des locaux | **734** | 720 |
| | **378 247** | 434 135 |
| **CENTRE D'OTTAWA** | | |
| Honoraires, traitements et charges sociales | 113 177 | 112 358 |
| Charges locatives | 40 990 | 40 192 |
| Frais de voyage | 184 | 398 |
| Location d'équipement | 420 | 420 |
| Entretien et réparations | 914 | 3 927 |
| Fournitures de bureau | 2 482 | 2 696 |
| Frais de poste | 1 944 | 1 880 |
| Télécommunications | 6 996 | 5 633 |
| Frais divers | 2 310 | 2 799 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement, et de l'équipement informatique | 1 492 | 6 643 |
| | 170 909 | 176 946 |
| **CENTRE DE SHERBROOKE** | | |
| Honoraires, traitements et charges sociales | 109 320 | 99 023 |
| Charges locatives | 45 400 | 45 400 |
| Frais de voyage | 655 | 526 |
| Location d'équipement | 420 | 420 |
| Fournitures de bureau | 6 100 | 6 100 |
| Frais de poste | 3 500 | 3 500 |
| Télécommunications | 6 100 | 6 202 |
| Frais divers | 1 309 | 1 399 |
| Amortissement du mobilier et de l'équipement | 541 | 3 150 |
| Amortissement de l'aménagement des locaux | 472 | 468 |
| | 173 817 | 166 188 |

| | 2004 | 2003 |
|---|---|---|
| **FRAIS GÉNÉRAUX DU FONDS GÉNÉRAL DU BARREAU DU QUÉBEC** | | |
| Frais généraux du Fonds général du Barreau du Québec | 331 551 $ | 340 768 $ |
| **COMITÉ DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE** | | |
| Honoraires | 69 609 | 72 684 |
| Frais de déplacement et de séjour | 22 127 | 31 128 |
| Frais divers | 1 527 | 5 843 |
| | 93 263 | 109 655 |
| **PROJET D'AMÉLIORATION DU PROGRAMME** | | |
| Honoraires professionnels | 97 166 | 431 175 |
| Publicité | 12 348 | 34 426 |
| Frais de déplacement | 9 431 | 8 451 |
| Frais divers | 6 469 | 5 095 |
| | 125 414 | 479 147 |

devenir meilleur et devenir plus fort

devenir plus fort

devenir meilleur

devenir meilleur

# Barreau du Québec

445, boul. Saint-Laurent
Montréal (Québec) H2Y 3T8
514 - 954 - 3400
www.barreau.qc.ca

devenir meilleur

devenir meilleur et devenir plus fo